

Amtliches
stenographisches Bülletin
der
schweizerischen Bundesversammlung

N^o 26

BULLETIN
STÉNOGRAPHIQUE OFFICIEL
DE
L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE SUISSE

Abonnements: Jährlich Fr. 1. 50 für die Schweiz, Fr. 3. 50 für das übrige Postvereinsgebiet. In der Schweiz kann nur bei der Post abonniert werden.
Abonnements: Un an: Suisse 1 fr. 50, Union postale 3 fr. 50. On s'abonne en Suisse exclusivement aux offices postaux.

Gewerbe-Gesetzgebung.

Beschluss des Ständerates
16. März 1893.

Bundesbeschluss

betreffend

Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung über das Gewerwesen.

Die Bundesversammlung
der schweizerischen Eidgenossenschaft,
nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrates
vom 25. November 1892,

beschliesst:

I. Die Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 erhält folgenden Zusatz:

« Art. 34^{ter}.

« Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerwesens einheitliche Vorschriften aufzustellen. »

II. Dieser Zusatz ist der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten.

III. Der Bundesrat ist mit der Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Anträge der Kommission des Nationalrates
13. Dezember 1893.

Mehrheit

(Herren Comtesse, Bachmann, Bähler, Kinkelin,
de Stoppani).

Zustimmung zum Beschlusse des Ständerates.

Minderheit

(Herren Ming, Benziger, Vogelsanger, Wild).

Art. 31.

Die Freiheit des Handels und der Gewerbe ist im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft gewährleistet.

Vorbehalten sind:

- a. das Salz- und Pulverregal, die eidgenössischen Zölle, die Eingangsgebühren von Wein und anderen geistigen Getränken, sowie andere vom Bunde ausdrücklich anerkannte Verbrauchssteuern, nach Massgabe des Art. 32;
- b. die Fabrikation und der Verkauf gebrannter Wasser, nach Massgabe des Art. 32^{bis};
- c. das Wirtschaftswesen und der Kleinhandel mit geistigen Getränken, in dem Sinne, dass die Kantone auf dem Wege der Gesetzgebung die Ausübung des Wirtschaftsgewerbes und des Kleinhandels mit geistigen Getränken den durch das öffentliche Wohl geforderten Beschränkungen unterwerfen können;
- d. sanitätspolizeiliche Massregeln gegen Epidemien und Viehseuchen;
- e. gesetzliche Bestimmungen auf dem Gebiete des Gewerwesens nach Massgabe von Art. 34^{ter};
- f. Verfügungen der Kantone über Ausübung von Handel und Gewerben, über Besteuerung des Gewerbebetriebes und über die Benutzung der Strassen. Diese Verfügungen dürfen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit nur soweit beeinträchtigen, als das öffentliche Wohl dies erfordert.

Art. 34^{ter}.

Wie im Beschluss des Ständerates.

Législation sur les arts et métiers.

Décision du conseil des états

16 mars 1893

Arrêté fédéral

concernant

l'adjonction, à la constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers.

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE
DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,
vu le message du conseil fédéral du 25 novembre 1892,

arrête:

I. Il est introduit, dans la constitution fédérale du 29 mai 1874, l'adjonction suivante:

« Art. 34^{ter}.

« La Confédération a le droit d'édicter des prescriptions uniformes dans le domaine des arts et métiers. »

II. Cette adjonction sera soumise à la votation populaire et à celle des cantons.

III. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Propositions de la commission du conseil national

13 décembre 1893.

Majorité

(MM. Comtesse, Bachmann, Bähler, Kinkelin, de Stoppani).

Adhésion à la décision du conseil des états.

Minorité

(MM. Ming, Benziger, Vogelsanger, Wild).

Art. 31.

La liberté de commerce et d'industrie est garantie dans toute l'étendue de la Confédération.

Sont réservés:

- a. la régie du sel et de la poudre de guerre, les péages fédéraux, les droits d'entrée sur les vins et les autres boissons spiritueuses, ainsi que les autres droits de consommation formellement reconnus par la Confédération, à teneur de l'article 32;
- b. la fabrication et la vente des boissons distillées, en conformité de l'article 32^{bis};
- c. tout ce qui concerne les auberges et le commerce au détail des boissons spiritueuses, en ce sens que les cantons ont le droit de soumettre par voie législative, aux restrictions exigées par le bien-être public, l'exercice du métier d'aubergiste et le commerce au détail des boissons spiritueuses;
- d. les mesures de police sanitaire contre les épidémies et les épizooties;
- e. les dispositions législatives concernant les arts et métiers, conformément à l'article 34^{ter};
- f. les dispositions des cantons concernant l'exercice des professions commerciales et industrielles, les impôts qui s'y rattachent et la police des routes. Ces dispositions ne peuvent renfermer des restrictions à la liberté de commerce et d'industrie qu'autant que le bien public l'exige.

Art. 34.

Comme la décision du conseil des états.

Nationalrat. — Conseil national.

Sitzung vom 18. Dezember 1893, nachmittags 3 Uhr. — Séance du 18 décembre 1893, à 3 heures de relevée.

Vorsitzender: }
Präsident: } *Brenner.*

Tagesordnung: — *Ordre du jour:*

Bundesbeschluss

betreffend

Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens.

Arrêté fédéral

concernant

l'adjonction, à la constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers.

(Siehe die Verhandlungen des Ständerates Seite 207 ff. des letzten Jahrganges.)

(Voir les débats du conseil des Etats, pages 207 et suiv. du *Bulletin* de l'année précédente.)

Eintretensfrage. — *Entrée en matière.*

M. Comtesse, rapporteur français de la majorité de la commission: Nous abordons en ce moment une question très importante, non seulement à cause de la révision de la constitution qu'elle implique, mais aussi par les conséquences économiques qui peuvent en découler.

Permettez-moi, Messieurs, de vous soumettre, comme introduction à ce débat, quelques-unes des considérations d'ordre général qui ont amené le conseil fédéral, le conseil des Etats et votre commission unanime à vous proposer d'accorder à la Confédération les compétences nouvelles qu'elle demande pour légiférer dans le domaine des arts et métiers.

Depuis plusieurs années déjà, les questions qui touchent à l'organisation du travail et à la situation des ouvriers ont pris dans notre pays comme partout ailleurs une importance de plus en plus considérable. Il y a là, chacun le reconnaîtra, un problème nouveau dont aucun esprit sérieux ne peut fuir l'examen.

Sans revenir sur les modifications, sur les transformations que le progrès de l'industrie, les découvertes de la science et le développement du travail collectif ont fait subir aux conditions du travail, on peut cependant dire que tous ces changements, si profitables qu'ils aient été, ont aussi entraîné des inconvénients et aggravé, en quelque sorte la situation des ouvriers et des artisans, ont déterminé enfin un certain malaise, un certain trouble — on pourrait même aller jusqu'à dire une rupture d'intérêts — dans notre vie économique.

L'emploi des machines a rendu et rend de plus

en plus inévitable l'agglomération d'un grand nombre d'ouvriers placés sous une même direction. La division du travail poussée à outrance condamne les ouvriers à exécuter toujours, d'une manière presque machinale, les mêmes détails du même produit; elle affaiblit la capacité et la valeur professionnelle des ouvriers et tend à substituer complètement l'ouvrier de fabrique à l'ouvrier en chambre, le travail collectif au travail isolé, familial.

On peut bien dire que l'ouvrier, — ou l'artisan, n'a plus cet esprit de recherche, d'invention qui le distinguait autrefois. Les conditions du travail sont pour lui profondément modifiées. Quelle que soit l'entreprise à laquelle il se trouve attaché, — même si c'en est une qui réalise de gros bénéfices, — sa situation matérielle restera la même; il est vrai que si l'entreprise subit des pertes, il reste étranger à l'aléa pour autant qu'elle ne péréclite pas. Mais en règle générale et en laissant de côté certaines exceptions, il est permis d'affirmer que l'ouvrier n'a rien à attendre des profits des grandes entreprises. On peut se demander donc si ce désintéressement du producteur du travail est chose bonne et avantageuse, si la production n'y perd pas en qualité et quantité, si l'on ne devrait pas, au point où nous en sommes arrivés, rechercher une organisation qui associe d'une manière plus étroite ces deux puissances qui ne peuvent se passer l'une de l'autre pour vivre et prospérer: le capital et le travail.

D'autre part, Messieurs, la diffusion de l'instruction populaire, la diffusion des idées égalitaires et démocratiques ont fait sentir plus qu'autrefois à ceux qui vivent du travail manuel le côté précaire de leur situation, le besoin d'y remédier et ont développé des aspirations nouvelles dans le monde de l'industrie. De là, ces revendications incessantes, ces propositions de réformes, d'améliorations don

l'exagération se traduit souvent par des utopies, des idées impraticables, par des impatiences auxquelles il est impossible de satisfaire, par une confusion de demandes dont nous pouvons aujourd'hui nous rendre compte et qui nuit à l'étude sérieuse d'où doit dépendre la réalisation de nos progrès économiques. Une question n'est pas plutôt posée qu'une autre est formulée par l'initiative ou autrement.

Et nous qui aurions voulu procéder avec prudence pour arriver le plus vite possible à des résultats tangibles, nous avons vu par exemple surgir le problème de l'assurance, qui nous préoccupe tous, mais qui soulèvera bien des difficultés, provoquées par l'institution de nos sociétés de prévoyance. Nous qui aurions voulu avant tout résoudre la question qui nous occupe avant que d'autres fussent posées, nous en voyons au contraire plusieurs nouvelles qui sont provoquées par l'initiative.

On peut se demander si ceux qui accumulent les demandes d'initiative se rendent compte des conditions complexes des problèmes dont ils réclament la solution; dans un pays comme le nôtre on peut se demander si, pour assurer aux questions sociales une bonne solution, il ne serait pas préférable de n'en poser de nouvelles que lorsque les précédentes seraient résolues, si, chez nous où le peuple a le dernier mot, il ne vaudrait pas mieux poser les problèmes les uns après les autres pour n'apporter devant le peuple que des solutions muries et bien étudiées? Il n'en a pas été ainsi, nous nous trouvons en présence de la question des assurances, nous avons devant nous celle que nous discutons en ce moment, qui n'est pas moins grosse de conséquences et qui implique la révision de la constitution fédérale, et dans la liste des tractanda vous voyez encore l'initiative pour le droit au travail qui attend que nous puissions l'étudier. En ce qui me concerne, je déclare que j'estime que si l'état doit intervenir dans ce domaine, il doit le faire avec prudence et ne doit offrir que des solutions bien étudiées; cependant malgré ces hésitations, je dis que nous avons le devoir de nous préoccuper d'une manière approfondie de ces questions pour répondre aux vœux qui ont été adressés en grand nombre à l'assemblée fédérale, aux motions non moins nombreuses qui ont été déposées au conseil national et aux divers postulats dont le message rend compte.

Ce sont ces préoccupations qui ont engagé le conseil fédéral, le conseil des états et votre commission unanime à vous proposer d'accorder à la Confédération une compétence nouvelle pour lui permettre d'intervenir par une législation dans l'organisation et la réglementation du travail et dans la police des arts et métiers. Cette compétence nouvelle sera le corollaire, l'extension logique de celle que nous avons inscrite à l'article 34 de la constitution et qui a permis à la Confédération d'intervenir dans la loi sur les fabriques pour sauvegarder la situation des ouvriers, et limiter la durée du travail; mais si nous avons compris qu'il y avait des motifs justes pour que la Confédération accordât sa protection aux ouvriers de la grande industrie, nous devons aussi reconnaître qu'il faut étudier quelle serait la protection à accorder aux ouvriers des petites industries, des métiers, qui sont souvent placés au point de vue de l'hygiène et du salaire dans des conditions plus mauvaises que celles qui sont faites aux ouvriers des grandes industries.

Par la disposition nouvelle que nous vous proposons d'insérer à l'article 34 de la constitution, disposition qui est la conséquence de celle qui figure à l'article 34 de la loi sur les fabriques, nous ouvrons la route sur laquelle nous verrons se présenter les conceptions nouvelles qui pourront se produire dans le monde du travail.

Mais nous devons constater d'emblée que nous ne sommes probablement pas d'accord les uns avec les autres sur l'itinéraire à suivre. En d'autres termes, nous pouvons dire que nous posons aujourd'hui par cette nouvelle disposition la pierre d'angle de l'édifice, mais que nous ne sommes pas d'accord les uns avec les autres sur le plan de cet édifice et sur sa distribution intérieure. Nous serons unanimes, comme la commission du conseil des Etats l'a été, pour reconnaître qu'il faut faire un pas en avant, qu'il faut, par une disposition constitutionnelle nouvelle, nous acheminer vers un régime industriel qui régle mieux les conditions dans lesquelles sont placés le capital et le travail. Mais lorsque nous aurons fait ce premier pas en avant, lorsque nous arriverons sur le terrain de la législation, des réalisations pratiques, nous pouvons déjà prévoir que nous verrons s'accuser entre nous des différences d'opinions, se manifester des tendances opposées et de profondes divergences de principes. Dans la discussion qui va s'ouvrir, les uns estiment que si la loi peut et doit intervenir dans la petite comme dans la grande industrie, pour assurer autant que possible de meilleures relations entre le capital et le travail, c'est à condition de ne jamais abandonner, sacrifier ou trahir le principe supérieur de la liberté du travail, du contrat, de l'association; d'autres entendent au contraire que dans les lois qui seront faites, la liberté du travail, du contrat et de l'association soit subordonnée à la volonté des corporations, des associations professionnelles; puissance nouvelle qui devrait coordonner et régler les volontés et les intérêts.

Ce n'est pas dans ce débat que nous pouvons nous prononcer entre ces tendances, c'est lorsque nous arriverons à la législation proprement dite, soit qu'elle nous procure, à l'image de ce qui a été fait en Allemagne et en Autriche, une loi complète sur l'organisation du travail, soit qu'elle nous apporte des lois spéciales comme celles que nous pouvons prévoir et que je vais indiquer, c'est alors que nous aurons à nous prononcer et à décider dans quelle voie nous voulons marcher.

Je ne serais pas complet dans cet exposé si je n'indiquais pas quelles seront à l'avenir les questions qui s'imposeront à l'attention du législateur fédéral et qu'il faudra résoudre une fois que vous aurez ouvert la porte à l'intervention législative de la Confédération. La première de toutes sera sans doute, celle qui sera la plus facile à résoudre, parce que nous aurons pour nous éclairer les expériences qui ont été faites dans les cantons, ce sera la loi destinée à remédier à l'infériorité et à la décadence de nos apprentissages dans les divers métiers et branches de l'industrie, loi qui protégera l'apprenti et lui assurera les connaissances et l'éducation professionnelle dont il a besoin pour exercer utilement sa profession. Je crois que sur ce point nous serons tous d'accord. De l'avis de chacun les apprentissages sont singulièrement négligés de nos jours et

pour des causes diverses; indifférence des parents, relâchement du patron dans ses devoirs envers les apprentis, nécessités de l'existence qui engagent les familles à placer le plus vite possible leurs enfants dans les rangs de l'industrie pour leur assurer un salaire, et surtout extrême division du travail qui dispense l'ouvrier d'avoir une connaissance complète de son métier.

Je serai également d'accord avec vous tous en disant que la valeur et la capacité des ouvriers est une force nationale qu'il faut sauvegarder et que par conséquent il ne faut pas laisser se perdre les bonnes traditions d'apprentissage, sans lesquelles le nombre des ouvriers instruits et capables va en diminuant, ce qui cause un appauvrissement du pays et le menace de la perte du premier élément de sa prospérité économique et industrielle. L'ouvrier qui entre dans la carrière sans avoir fait un bon apprentissage, n'a pas au même degré que celui qui connaît bien sa partie le goût de son travail et les satisfactions que celui-ci doit lui procurer, c'est un mécontent, qu'il soit patron ou ouvrier, un mécontent, un découragé qui porte son découragement dans tous les domaines de sa vie.

L'intérêt économique de notre pays nous enjoint de prendre des mesures pour protéger la petite industrie et lui permettre de lutter avec avantage sur le champ de bataille de la production; pour cela il faut des ouvriers instruits et il est non seulement de l'intérêt du pays, mais, surtout dans une démocratie, vous en conviendrez tous avec moi, il est de son devoir de relever le niveau des connaissances techniques et professionnelles des ouvriers non seulement par l'instruction primaire, mais par tous les moyens qui sont à sa portée. A cet égard notre chemin est déjà tracé, nous avons dans les cantons des expériences faites; Genève et Neuchâtel ont pris des dispositions spéciales pour protéger l'apprenti contre tout abus, pour empêcher que rien ne nuise à son développement physique ou moral; ces deux cantons contrôlent l'exécution de ces dispositions par l'examen de ses connaissances professionnelles.

Nous aurons aussi, ce qui facilitera notre tâche, à examiner les expériences intéressantes qui ont été poursuivies par une société à l'initiative et à l'activité de laquelle je me fais un plaisir de rendre publiquement hommage, le Schweizerischer Gewerbeverein s'est le premier inquiété de la jeunesse laborieuse et il a institué et développé des examens d'apprenti qui ont lieu dans plusieurs cantons avec un plein succès. Il a fondé dans un grand nombre de cantons, 14 si je ne me trompe, d'utiles associations qui, l'exposition de Fribourg en a donné un éloquent témoignage, contribuent à remettre en honneur la culture du travail manuel, la culture des arts et métiers. C'est cette société qui demande avec le plus de force que la Confédération veuille bien intervenir par des mesures législatives pour encourager les efforts de l'initiative privée et pour faire que l'oeuvre commencée ne risque pas de rester inachevée.

Vous savez quels développements ont reçu nos cercles techniques et professionnelles, nos écoles de commerce, grâce à l'appui financier de la Confédération, mais il ne faut pas oublier que le plus grand nombre des jeunes gens qui se vouent aux travaux manuels ne peuvent pas profiter de cet enseignement; les exigences de la vie ne le leur

permettent pas. Ils passent de l'école primaire dans l'atelier pour acquérir la pratique de leur profession. On peut espérer que la loi qui organisera des examens d'apprentis et de la protection à leur accorder avec les ressources qui seront fournies par la Confédération, aura aussi un effet utile dans ce domaine et que l'on y pourra travailler avec méthode et cohésion comme dans l'enseignement technique commercial et industriel.

En second lieu, nous examinerons s'il ne convient pas, — répondant en cela à de nombreuses pétitions, — d'instituer partout la juridiction modeste, mais utile, des prud'hommes, qui a exercé dans les endroits où elle existe déjà, une très heureuse influence sur la situation respective des patrons et des ouvriers. Sans doute, on ne peut pas attendre d'elle qu'elle règle toutes les difficultés qui se présentent. Elle ne connaît que les litiges proprement dits, elle ne peut intervenir efficacement lorsqu'il s'agit de conflits importants à propos du travail collectif: fixation, réglementation du salaire, etc; il a été impossible jusqu'ici de recourir à leur autorité morale pour atténuer l'importance des grèves qui se sont produites au milieu de nous. Il faut peut-être que nous examinions si l'on ne doit pas faire un pas de plus en avant en établissant, — soit dans une loi générale sur l'organisation du travail, soit dans une loi spéciale, — l'arbitrage et décider que toutes les questions qui agitent à chaque instant le monde industriel, qui inquiètent ceux qui ont souci du présent et de l'avenir, que toutes les réclamations et plaintes collectives du monde ouvrier devraient être confiées à l'examen d'hommes compétents et désintéressés qui auront le droit et le devoir d'intervenir avant que les hostilités ne soient ouvertes et les grèves déclarées.

On me dira probablement qu'une telle législation existe ailleurs, mais qu'on n'a jamais pu lui donner de sanction pénale. Cela est possible. Il est sans doute difficile de trouver une sanction pénale qui puisse s'appliquer facilement, lorsqu'il s'agit de conflits éclatant entre de grands patrons et des centaines et des milliers d'ouvriers. Mais nous pouvons cependant dire que dans certains pays, en Angleterre notamment, l'application des règles d'arbitrage a rendu de puissants services; s'il n'y a pas eu de sanction pénale, il y a eu une autre sanction qui vaut mieux, la sanction morale, celle de l'opinion publique qui entend que les parties justement condamnées ne puissent pas se soustraire à l'arrêt prononcé contre elles. Les enquêtes établies en Angleterre ont établi que si les tribunaux d'arbitrage n'ont pas partout réussi, ils ont prévenu du moins un grand nombre de conflits et de grèves partout où les ouvriers et les patrons étaient animés du désir sincère de régler par ce moyen leurs intérêts réciproques.

Dans la question qui va s'ouvrir, on parlera beaucoup sans doute de la question des syndicats qui préoccupe et agite certains milieux ouvriers. C'est en effet un phénomène bien fait pour frapper les esprits que le mouvement auquel nous assistons et qui tend à nous ramener au régime des corporations qui a gouverné le monde économique jusqu'en 1790, c'est à dire jusqu'au moment où le fameux édit de Turgot supprima le régime corporatif. Je crois qu'on devra reconnaître en toute vérité que les réformateurs de l'époque, en faisant table rase, comme ils l'ont fait de ce régime, en

interdisant comme ils l'ont fait, aux gens de même métier de s'unir par les liens de la communauté professionnelle, liens qui sont pour eux les plus forts, je crois, dis-je, qu'ils ont commis une erreur. Ils auraient dû se borner à supprimer dans ce régime ce qu'il avait de tyrannique et à lever les obstacles qui s'opposaient au libre épanouissement de l'individu et au droit que chacun possède de disposer de ses facultés et de son travail. Ils ont commis une erreur, je le répète, en décidant que le régime corporatif serait anéanti, qu'il ne pourrait plus être rétabli. On a ainsi retardé certainement le développement de cet esprit de solidarité qui veut que les forces individuelles, à un moment donné, se tendent la main, que là où les individus isolés ne peuvent pas agir d'eux-mêmes, ils le fassent par voie d'associations. En condamnant le régime corporatif qui n'est que l'exercice d'une association aussi nécessaire, aussi naturelle que la liberté du travail, — et c'est au nom de cette liberté qu'on a supprimé celle d'association — on a laissé les individus, dans le domaine économique, désagrégés, et on les a trop livrés par là au mirage du collectivisme, de l'état providence qui doit subvenir à tous les besoins.

Je crois que le mouvement qui pousse les ouvriers et artisans dans notre pays, comme ailleurs, à retourner au régime corporatif est un mouvement qui se justifie dans les conditions actuelles. Je crois que ce mouvement a l'avenir pour lui, car il me paraît que si l'on peut établir et développer des associations en ce qui concerne le capital, par le moyen de sociétés anonymes, il est tout naturel que les ouvriers cherchent de leur côté à se grouper en associations professionnelles. Pour ma part, j'ai la conviction que par l'association qui est la loi providentielle par excellence de notre destinée — nous trouverons le contre-poids des forces sociales en mettant en présence l'un de l'autre le travail et le capital, dont les forces s'équilibreront.

Mais je dis que ces associations, si elles veulent se développer, ne doivent pas retomber dans les fautes du passé. Si l'organisation professionnelle des syndicats veut jouer son rôle utile, elle doit faire revivre les bons côtés du régime corporatif d'autrefois : sentiment de l'honneur et de l'amour-propre professionnels, attachement à la vocation, goût du travail, sens artistique, tout autant de choses qui, si elles n'ont pas disparu avec notre régime économique actuel, se sont dans tous les cas singulièrement affaiblies, — je pense que ce résultat pourra être atteint sans qu'il soit besoin de donner aux groupements corporatifs un caractère obligatoire. Il suffira, dans l'élaboration d'une loi sur les syndicats, de reconnaître à ces syndicats une certaine compétence, de leur permettre de fixer certaines règles, de leur donner peut-être aussi leur juridiction. De cette manière ils pourront se rendre utiles, mais je ne crois pas, et j'insiste sur ce point, qu'il faille aller chercher l'avenir et la solution des questions économiques dans le syndicat ayant un caractère obligatoire, appliqué à toutes les professions, à tous les métiers, de telle façon que pas un membre de la profession ne pourrait rester à l'état de non-syndiqué sans encourir la prison ou l'amende, qu'il ne pourrait pas se retirer et louer ses services, accepter un travail à un prix inférieur

à celui fixé par le tarif du syndicat, — ou bien encore qu'il ne serait pas possible au patron de vendre ses produits à un prix inférieur à celui du syndicat ! Je ne pense pas que ce soit là le régime de l'avenir ; il tuerait nos industries d'exportation, il obligerait chaque patron dans chaque atelier à limiter le nombre des apprentis, celui des ouvriers dans chaque usine ; par voie logique, on serait aussi amené à limiter la quantité des produits de chaque usine et de chaque atelier.

S'il fallait faire une concession, je la ferais dans les termes suivants : Je distinguerais les industries qui sont intérieures de celles qui sont d'exportation, et qui doivent lutter avec l'étranger. Il ne m'en coûterait rien, par exemple, si la Société suisse des typographes et la Société des patrons et ouvriers coiffeurs venaient nous demander de pouvoir établir dans leurs industries les syndicats obligatoires. Si la majorité des patrons et des ouvriers se trouvait d'accord pour les désirer, je dirais : « vous êtes la majorité, vous désirez les syndicats obligatoires, vous les avez ».

Mais lorsqu'il s'agit d'industries d'exportation, répandant leurs produits dans le monde entier, je ne crois pas que vous trouveriez une majorité de patrons et d'ouvriers disposés à se laisser enfermer dans les lisières, dans le corset de force du syndicat obligatoire. Le faire, ce serait les condamner fatalement à la ruine. Nous aurons cependant à discuter cette question des syndicats, à laquelle s'intéressent beaucoup d'ouvriers qui sont impatients d'en voir établir l'institution. Il est donc bon de s'expliquer sur nos intentions à l'entrée de ce débat. L'article que nous vous proposons est un peu comme le cheval de Troie ; il en peut sortir toutes espèces de choses, nous sommes néanmoins tous d'accord pour dire qu'il faut faire un pas en avant, ouvrir la porte aux compétences législatives de la Confédération, parce qu'il est des besoins qu'il faut satisfaire. Nous serons tous d'accord pour réclamer une loi d'apprentissage et sur l'arbitrage, sur les prud'hommes ; nous serons moins d'accord sur les syndicats, surtout s'ils sont obligatoires. Il est bon cependant que nous nous expliquions dès maintenant, afin que nous sachions d'avance quelles sont les questions qui viendront se poser lorsque nous aurons accordé à la Confédération le droit de légiférer sur la matière.

Il serait trop long de vous indiquer ici tout ce qui s'est fait déjà dans d'autres pays.

L'Autriche est le seul pays où les syndicats obligatoires soient établis, mais je le répète, il serait trop long de nous laisser entraîner jusque là, puisque nous n'en sommes encore qu'à l'entrée en matière. Tout cela trouvera sa place plus tard, pour le moment je me borne à traduire la pensée de la commission qui est unanime dans son point de vue et vous dit que tout en restant sur le terrain de la constitution, vous devez accorder à la Confédération une compétence semblable à celle qui lui a été déjà accordée par l'article 34 et lui a permis de légiférer sur la grande industrie. Puisque la Confédération a ce droit, elle doit pouvoir en agir de même en ce qui concerne la petite, mais nous ne voulons pas devancer les solutions et nous pensons que vous résisterez aussi à la tentation d'inscrire dans la constitution des doctrines et des conceptions qui, plus tard, pourraient être reconnues fausses ou dangereuses. Nous ne voulons pas nous égarer dans l'inconnu,

nous voulons nous borner à accorder à la Confédération la compétence qui lui est nécessaire; c'est là l'opinion qui a prévalu dans votre commission et au sein du conseil des états et je désire que nous arrivions à ce résultat, à l'inverse de ceux qui, en même temps que le principe, voudraient inscrire dans la constitution ses conséquences; conséquences qui n'ont pas été étudiées et qui doivent être réservées à la législation future.

Nous vous proposons d'adhérer à la décision du conseil des états, nous avons étudié et retourné le texte. Nous avons eu un moment avec le conseil fédéral la pensée que la compétence de légiférer en ce qui concerne la petite industrie ne pouvait pas être accordée à la Confédération, sans que l'article 31 de la constitution fût modifié et mis en harmonie avec l'article 34. Après mûres réflexions et d'accord avec le conseil fédéral et le conseil des états, nous ne le croyons pourtant pas nécessaire; il suffira, si nous sommes d'accord, de placer à la suite de l'article 34 une nouvelle exception qui ne sera que la conséquence de l'article 31 et qui permettra à la Confédération de légiférer en ce qui concerne la petite industrie. Nous ne croyons pas devoir toucher à l'article 31, cela n'est pas nécessaire et si nous le faisons, nous risquerions d'apporter au peuple un texte constitutionnel auquel il ne comprendrait rien. C'est pourquoi nous ne voulons pas entrer dans la voie de la minorité de la commission qui propose d'introduire une toute petite disposition, au moyen de laquelle les cantons pourraient à leur bon plaisir limiter la liberté du commerce et de l'industrie, et qui est conçue en ces termes: « Ces dispositions ne peuvent renfermer des restrictions à la liberté de commerce et d'industrie qu'autant que le bien public l'exige. »

Nous ne voulons pas suivre dans cette voie la minorité de la commission; derrière ces propositions se dissimulent des préoccupations et des idées auxquelles nous ne pouvons pas souscrire, nous voulons donner satisfaction aux besoins vrais, aux motions qui ont été acceptées par les chambres, nous voulons donner satisfaction aux demandes de la Société suisse pour les arts et métiers qui tous demandent qu'il soit mis entre les mains de la Confédération une compétence de la nature de celle que nous proposons, mais nous ne voulons pas introduire dans la constitution d'autres mesures, comme par exemple celle destinée à réduire le nombre des auberges et des cabarets, mesures qui toucheraient à d'autres domaines après celui-là.

Pour ces raisons et en vue de la clarté de l'article constitutionnel, nous vous proposons d'entrer en matière sur le texte de la majorité de la commission et de donner votre adhésion au conseil des états.

Dr. Bachmann, deutscher Berichterstatter der Kommissionsmehrheit: Nachdem schon auf verschiedenen Gebieten des Gewerbewesens gemäss den Vorschriften der Bundesverfassung durch Erlass von Bundesgesetzen legifiriert worden ist, hat sich in den Räten der Eidgenossenschaft, sowie in einem grösseren Teile der Bevölkerung, und zwar bei Arbeitgebern wie bei Arbeitnehmern, der Wunsch nach einer weitergehenden Gewerbegesetzgebung des Bundes geltend ge-

macht. Es handelte sich dabei hauptsächlich um folgende Punkte: Ausdehnung der durch die Fabrikgesetzgebung den Fabrikarbeitern gewährten Vorteile auch auf andere Arbeiterklassen; Festsetzung des zulässigen Maximums der Arbeitsdauer; Verbot resp. Beschränkung der Sonntags- und der Nachtarbeit; Schutz der Arbeiter gegen Unfälle und Gefährdung der Gesundheit überhaupt; Schutz vor allem der jugendlichen und weiblichen Arbeiter gegen Ueberanstrengung und ungehörige Ausbeutung ihrer Kräfte und gegen sittliche Gefahren; Aufstellung von Normen betreffend die Auszahlung des Lohnes innert bestimmter Fristen und in couranter Münze; Regulierung der Lohnabzüge; ferner Aufstellung von Normen über das Lehrlingswesen; Einführung von obligatorischen Berufsgenossenschaften und damit im Zusammenhang von Krankenkassen, gewerblichen Schiedsgerichten u. s. w., Erlass eines Hausiergesetzes. Man hat nun versucht, diesen verschiedenen Begehren zunächst durch eine ausdehnende Interpretation des Fabrikgesetzes entgegenzukommen; allein eine solche ausgedehnte Anwendung eines Gesetzes auf Verhältnisse, an die der Gesetzgeber ursprünglich gar nicht gedacht hatte, musste schliesslich ein Ende nehmen und so ist denn der Bundesrat dazu gelangt, der Bundesversammlung mit Botschaft vom 25. November 1892 eine Aenderung des Art. 34 der Bundesverfassung in dem Sinne zu beantragen, dass den in Art. 34 erwähnten gesetzgeberischen Befugnissen des Bundes auch im weitern die Berechtigung zugefügt werden solle, über das Gewerbewesen einheitliche Vorschriften zu erlassen. Der Bundesrat vindiziert also in dieser Vorlage dem Bunde das Recht der Gesetzgebung und nicht den Kantonen. Er vindiziert sich dieses Recht der Gesetzgebung ganz allgemein, ohne irgendwelche Erwähnung von Detailpunkten, auf welche sich die gesetzgeberische Thätigkeit des Bundes erstrecken soll. Und es steht der Bundesrat ferner auf dem Standpunkt, dass eine Revision des Art. 31 der Bundesverfassung, welcher die Handels- und Gewerbefreiheit garantiert, nicht nötig sei, um eine richtige Gewerbegesetzgebung durchzuführen. Der Ständerat hat nun diesem Antrag des Bundesrates ohne erhebliche Modifikationen zugestimmt. Es wurde einzig eine Aenderung mehr redaktioneller Natur vorgenommen, indem an Stelle der Worte, der Bund solle über das Gewerbewesen legifirieren können, gesagt wurde, der Bund sei befugt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens einheitliche Vorschriften aufzustellen. Der Ständerat wollte mit dieser Aenderung betonen, dass der Bund nicht verpflichtet sein soll, über das Gewerbewesen zu legifirieren, sondern dass er berechtigt sein soll, lediglich einzelne Punkte herauszugreifen, um mit Bezug auf diese einzelnen Punkte gesetzgeberisch vorzugehen.

Auch die Kommission des Nationalrates war nun einstimmig für das Eintreten auf die Vorlage des Bundesrats. Differenzen ergaben sich nur insofern, als eine Minderheit beantragte, es sei dem Bund nicht nur das Recht einzuräumen, sondern geradezu die Verpflichtung aufzuerlegen, auf dem Gebiete des Gewerbewesens gesetzgeberisch vorzugehen, und als eine andere Minderheit in der Vorlage auch die Einführung der obligatorischen Berufsgenossenschaften und das Recht der kantonalen Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens betonen wollte, insofern dieses Recht der Kantone nicht mit der

Gesetzgebung des Bundes kollidiere. Die Kommissionsmehrheit hat diese verschiedenen Minderheitsanträge zurückgewiesen und sich zunächst auf den Standpunkt gestellt, es sei einfach dem Beschluss des Ständerates zuzustimmen. Unmittelbar aber bevor das Traktandum in der letzten Märzsession unseres Rates zur Verhandlung kommen sollte, wurde von einem Mitglied unserer Kommission auch die Frage aufgeworfen, ob nicht doch eine Revision des Art. 31 der Bundesverfassung nötig sei, damit eine richtige Gewerbegesetzgebung ermöglicht werde. Mit Rücksicht auf diese Anregung und ihre hohe prinzipielle Bedeutung wurde das Traktandum von der Tagesordnung abgesetzt und die Kommission mit einer neuen Begutachtung der Vorlage des Bundesrates beauftragt. In der Zwischenzeit nun zwischen diesem Beschluss unseres Rates und der Sitzung der Kommission hat der Bundesrat eine neue Vorlage ausgearbeitet und der Kommission unterbreitet, laut welcher nunmehr neben der ursprünglich beantragten Revision des Art. 34 auch noch eine Revision des Art. 31 der Bundesverfassung beantragt wird in dem Sinn, dass den Vorbehalten, welche in Art. 31 in Bezug auf das Prinzip der Gewerbefreiheit gemacht werden, noch hinzu gefügt werden soll: «Die auf Grund von Art. 34 erlassenen Vorschriften über das Gewerbewesen». Bei diesem Anlass wurde auch noch der Schlusssatz des Art. 31 in etwas andere Redaktion gebracht. Dies war der neue Antrag des Bundesrates, laut welchem nunmehr dem Bund das Recht der Gesetzgebung im Gewerbewesen erteilt wird, ohne dass er sich noch um den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit zu kümmern hätte, welcher im Anfang des Art. 31 Bundesverfassung festgestellt ist. Die Kommission hat ohne lange Diskussion mit entschiedener Mehrheit diesem neuen Antrag des Bundesrates zugestimmt. Es war einzig der Sprechende, welcher seine Bedenken dagegen äusserte, dass dem Bund ein so unbeschränktes Recht der Gesetzgebung gegeben werde, ohne dass er noch irgendwie sich an den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit zu halten hätte. Es wurde mir jedoch entgegengehalten, dass ja durch unsere republikanischen Institutionen, namentlich durch das Referendum eine Schutzwehr dagegen geboten sei, dass der Bund mit seinem Recht allzusehr die Handels- und Gewerbefreiheit beeinträchtige. So habe ich mich denn, weil ich zudem ganz allein stand, dazu bestimmen lassen, meine Opposition gegenüber der neuen Vorlage des Bundesrates aufzugeben. Eine Minderheit der Kommission wollte jedoch noch weiter gehen als der Bundesrat. Sie wollte auch den Kantonen eine grössere Freiheit in Bezug auf die Gesetzgebung im Gebiet des Gewerbewesens einräumen. Sie beantragte, den Schlusssatz des Art. 31 folgendermassen zu fassen: «Die kantonalen Erlasse dürfen jedoch den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit selbst nur aus Gründen des öffentlichen Wohls beeinträchtigen.»

So standen die Dinge in der Junisession. In der Zwischenzeit hat nun der Bestand der Kommission eine erhebliche Aenderung erfahren. Drei Mitglieder sind aus- und drei Mitglieder sind eingetreten. Als wir nun letzte Woche eine Sitzung hielten und berieten, fanden wir, dass mit einer Aenderung des Art. 31 und mit all den redaktionellen Anträgen, die in der Kommission vorgebracht wurden, eine grosse Komplikation geschaffen werde, und so ist

schliesslich die Kommissionsmehrheit wiederum dazu gelangt, von einer Revision des Art. 31 abzusehen und dem Rate zu beantragen, einfach dem ständerätlichen Beschluss zuzustimmen, das heisst die Revision auf den Art. 34 zu beschränken.

Als Berichterstatter der Kommissionsmehrheit erlaube ich mir nun, den Standpunkt der Kommission näher zu begründen. Wir sind alle, wie ich bereits sagte, darin einig, Eintreten auf die Vorlage zu beantragen. Wir anerkennen alle und auch Sie werden dies thun müssen, dass auf dem Gebiete des Gewerbewesens arge Uebelstände bestehen, welche dringend der Abhülfe bedürfen. Ich erinnere z. B. an die Uebelstände im Lehrlingswesen, wie die Lehrlinge nur zu häufig von ihren Meistern statt für berufliche Arbeit für häusliche Verrichtungen aller Art, für Wartung der Kinder und Botendienste, benützt werden und wie viel zu wenig Zeit auf ihre eigentliche berufliche Bildung verwendet wird. Ich erinnere an die traurige Lage der Arbeiterinnen der Konfektionsbranche und des weiblichen Dienstpersonals in den Wirtschaften, wie diese Leute oft in dumpfen, schlecht ventilierten Lokalen vom frühen Morgen bis tief in die Nacht hinein streng arbeiten müssen, so dass sie nur zu häufig körperlich und sittlich zu Grunde gehen. Andere Punkte, die ich anfangs genannt habe, sind allerdings zweifelhaft. Aber wenn ich nur diese beiden Uebelstände im Lehrlingswesen und in Bezug auf die weiblichen Arbeiterinnen berücksichtige, so muss ich dazu kommen zu sagen, es lohne sich schon deshalb eine Revision der Bundesverfassung.

Wir sind nun, indem wir für Eintreten auf die Vorlage sind, auch mit dem Bundesrate einig, dass in erster Linie dem Bund das Recht der Gesetzgebung in Sachen eingeräumt werden soll. Das Gebiet der Kantone ist räumlich zu eng begrenzt, als dass es anginge, in einem so engen Gebiete die Verhältnisse des Gewerbes so und so zu reglieren, während unmittelbar über der Grenze in einem andern Kanton die gleichen Verhältnisse vielleicht ganz anders geregelt werden. Es erfordert das Gedeihen der Industrie, dass die gleichartigen Verhältnisse auch in einem weiteren Rayon gleichmässig geregelt werden. Dagegen müssen wir allerdings anerkennen, dass es auch Verhältnisse gibt, welche mehr nur eine lokale Bedeutung haben und die darum besser der Gesetzgebung der Kantone, vielleicht sogar der Gemeinden, überlassen werden. Ich erwähne z. B. die Bergführer, die Droschkiers- und Dienstmänneranstalten u. s. w. Alle diese Institute haben nur eine lokale Bedeutung.

Wir sind deshalb mit dem Ständerate einverstanden, dass gesagt werden soll, «auf dem Gebiete des Gewerbewesens» und nicht «über das Gewerbewesen», um damit zu betonen, dass der Bund nicht verpflichtet ist, das ganze Gewerbewesen gesetzgeberisch zu ordnen; wir wollen ihm das Recht einräumen, gewisse Ausnahmen zu machen, welche der Gesetzgebung der Kantone unterliegen.

Wir gehen mit dem Bundesrate auch darin einig, dass keine Bestimmungen in Bezug auf die obligatorischen Berufsgenossenschaften in die Gesetzgebung aufgenommen werden sollen. Von Mitgliedern der Kommissionsminderheit sind nämlich die obligatorischen Berufsgenossenschaften verlangt worden, allein gerade die Frage der Einführung derselben ist eine so viel umstrittene und heikle, dass wohl

die wenigsten Mitglieder unseres Rates jetzt schon imstande sind, sich ein klares Urteil in Sachen zu bilden und dass wir befürchten müssen, dass wenn jetzt schon in der Verfassung die Einführung der obligatorischen Berufsgenossenschaften als Aufgabe des Bundes erwähnt wird, sich in unserem Rate und noch mehr im Volke eine energische Opposition gegen die Vorlage erheben und dieselbe wahrscheinlich zu Falle bringen wird. Unter diesen Umständen halten wir es für richtig, dem Bunde einfach das Recht der allgemeinen Gesetzgebung zu wahren, sodass wir eventuell auch das Recht haben, die obligatorischen Berufsgenossenschaften einzuführen. Aber wir wollen uns jetzt nicht die Hände binden, wir wollen uns nicht jetzt schon zu Massnahmen verpflichten, über deren Zweckmässigkeit und Notwendigkeit wir noch nicht im reinen sind und die wir später bereuen würden. Wir wollen successive vorgehen, wir wollen zunächst diejenigen Verhältnisse regulieren, über deren Notwendigkeit und Zweckmässigkeit wir einiggehen. Unterdessen wollen wir auch andere Fragen studieren und wenn wir hier wieder einig sind, werden wir neue Massnahmen treffen.

Eine Hauptfrage ist aber noch die: soll der Artikel 31 der Bundesverfassung, welcher die Handels- und Gewerbefreiheit ausspricht, geändert werden? Hier habe ich Ihnen schon gesagt, dass sich gegen eine solche Aenderung des Art. 31 schwere Bedenken erheben. Der Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit hat die Entwicklung unserer Industrie und damit die Verbesserung der Lebensverhältnisse unserer Bevölkerung so mächtig gefördert, dass wir wohl allen Grund haben, ernstlich zu prüfen, ob ein solcher Grundsatz, der so wohlthätige Folgen hatte, wieder über Bord geworfen werden soll. In der Freiheit der Industrie und des Gewerbes, wo jeder sich derjenigen Thätigkeit widmen konnte, zu der ihn Neigung und Beruf hinzog und bei der er die Konkurrenz zu berücksichtigen hatte, hat sich die Findigkeit, die Energie und die Leistungsfähigkeit aufs höchste angespannt und unsere Industrie infolgedessen einen staunenswerten Aufschwung genommen und eine ungeahnte Blüte erreicht. Eine Menge von Gegenständen, die früher gar nicht oder nur zu den höchsten Preisen für einzelne Privilegierte der Menschheit erhältlich waren, sind nunmehr so zahlreich und wohlfeil geworden, dass sie sozusagen Gemeingut der Menschheit geworden sind, dass ihr Besitz als unumgänglich notwendig für ein menschenwürdiges Dasein erscheint. Es darf gesagt werden, dass infolge der Entwicklung unserer Industrie heute der gemeine Mann einen Komfort geniesst, wie früher in vielen Beziehungen selbst der Reichste nicht.

Nun ist es richtig, dass diese Freiheit, wie jede menschliche Institution, auch ihre Nachteile hat. In dieser Freiheit hat sich eine illoyale Schmutzkonkurrenz entwickelt, welche ihre Konkurrenten dadurch zu besiegen suchte, dass sie den Lohn der Arbeiter auf ein unzulängliches Mass heruntersetzte und die Kundsame durch billige aber auch schlechte Ware schädigte. So wurden die loyalen Gewerbetreibenden, welche ihren Arbeitern einen anständigen Lohn geben und ihren Kunden gute und dafür teurere Waren liefern wollten, schwer geschädigt. Es ist daher nur zu begreiflich, wenn sich gegenüber diesen Uebelständen der Ruf nach Abhilfe erhebt und diese

Abhilfe in den obligatorischen Berufsgenossenschaften gesucht wird. Die Erfahrungen, welche wir in der Ostschweiz in der Stickereiindustrie und in der Westschweiz in der Uhrenindustrie gemacht haben, lassen diesen Ruf nur zu gut begreifen. Aber wir müssen uns doch fragen, ob die Vorteile, die wir durch die Einschränkung der Gewerbefreiheit erreichen würden, durch die Nachteile, welche die Aufhebung dieses Grundsatzes der Gewerbefreiheit zur Folge hätte, nicht weit überwogen würden. Hier nun komme ich auf die obligatorischen Berufsgenossenschaften zu sprechen. Ich will nicht die Befürchtung äussern, dass diese obligatorischen Berufsgenossenschaften sich zu Ringen heranbilden, welche den Preis der Ware auf ein unerträgliches Mass steigern, aber die Möglichkeit und die Gefahr liegt nahe, dass der vermeintliche, durch die obligatorischen Berufsgenossenschaften angestrebte Schutz viele Gewerbetreibende in eine gewisse Sicherheit wiegt, ihre Findigkeit und Thatkraft und damit die Leistungsfähigkeit erlahmen wird, wie dies in ganz ähnlicher Weise der Fall ist, wenn eine Industrie durch allzugrosse Schutzzölle gesichert wird. Dieser Nachteil wird vielleicht für die Gesamtheit ein viel grösserer sein als der Schutz, der den betreffenden Gewerbetreibenden zuteil wird. Denn schliesslich ist die Zahl der Konsumenten viel grösser als die der Produzenten und alle Produzenten sind wieder Konsumenten und zu den Konsumenten gehören gerade auch die ärmsten unserer Bevölkerung, unsere Arbeiter.

Nun frage ich mich weiter, ob nicht die Majorisation der Minderheit, welche in den obligatorischen Berufsgenossenschaften angestrebt wird, zu einer Schädigung unserer Industrie führe. Schliesslich sind eben die Intelligenten, die Sachkundigen, welche imstande sind, die Lage und die Bedürfnisse einer Industrie zu kennen, in der Minderheit; wenn sie nun majorisiert werden können, so glaube ich, kann sehr leicht eine schwere Schädigung unserer Industrie eintreten.

Ich frage mich ferner: Wie soll die Zuteilung der einzelnen Berufsarten zu einer Genossenschaft vorgenommen werden? Wer soll entscheiden? Diejenigen, die Sachkenntnis haben, sind Partei, wie es auch bei den Verhandlungen in unserm Rate der Fall ist; diejenigen, die unparteiisch sind, haben in der Regel auch kein Verständnis für die Sache.

Denken Sie ferner an die Arbeitsteilung, die sich bei allen Industriezweigen und Berufsarten immer mehr und mehr in Spezialitäten trennt. Ist da nicht denkbar, dass in einer Genossenschaft verschiedene Spezialitäten, deren Interessen ganz auseinandergehen, und wo die Interessen der Spezialitäten mit denen der gesamten Genossenschaft nicht übereinstimmen, zusammen vereinigt würden?

Ich frage mich ferner, ob der Vorteil der Genossenschaft auch wirklich ein solcher ist. Schliesslich werden auch innerhalb der Genossenschaften die Intelligenten, die Erfindungsreichen, die Kapitalkräftigen immer imstande sein, durch gehörige Organisation ihres Gewerbes, durch Anschaffung neuer Maschinen, durch Auffindung richtiger Absatzquellen ihre Mitkonkurrenz zu schlagen. Wenn diese Konkurrenten nun nicht imstande sind, durch Reduktion des Arbeitslohnes oder durch Verlängerung der Arbeitszeit jenen Vorsprung auszugleichen, so ist jedenfalls die Gefahr gross, dass der minder Intelli-

gente, der minder Kapitalkräftige einfach zugrunde geht. Ich habe z. B. die Statuten der Typographia in Sachen näher angesehen und habe mit einem hervorragenden Vertreter des Buchdruckereigewerbes hierüber Rücksprache genommen. Derselbe hat sich als Grossindustrieller mit denselben vollkommen einverstanden erklärt, aber als ich ihn fragte, wie er sich denke, dass die Lage der kleinen Buchdrucker sein werde, hat er mir mit Achselzucken geantwortet: es werde sehr leicht möglich sein, dass diese kleinen Buchdrucker nicht bestehen können. Es zeigt dies, dass wir möglicherweise durch diese Einführung der obligatorischen Berufsgenossenschaften gerade das Kleingewerbe zugrunde richten. Auch die Erfahrungen, die wir in der Schweiz mit den freiwilligen Genossenschaften gemacht haben, sind nicht gerade ermutigend. Es ist auch in der Schweiz eingetreten, dass Mitglieder solcher Berufsgenossenschaften sich durch Schliche und Umgehung der Bestimmungen der Genossenschaft gegenüber ihren Genossen Vorteile verschafften. Auch die Erfahrungen, die in Oesterreich gemacht worden sind, sollen nicht so befriedigend sein, wie man ursprünglich glaubte.

Nun will ich doch nicht sagen, dass wir nicht dazu kommen können, obligatorische Berufsgenossenschaften einzuführen, aber wir wollen sie einstweilen wenigstens nicht in der Vorlage aufnehmen und uns nicht jetzt schon zu ihrer Einführung verpflichten. Was ich vor allem verhindern möchte, ist das, dass sich diese Berufsgenossenschaften zu grossen geschlossenen Gesellschaften umgestalten, so dass die Ausübung eines Berufes auf eine bestimmte Zahl von Personen beschränkt würde. Wenn einmal unsere Kinder auf diesem Standpunkt stehen, dann werden sie dazu kommen, dass sie sagen: es ist eine Revision des Art. 31 nötig.

Es wird nun zweckmässig sein, auch den Art. 31 der Bundesverfassung näher anzusehen. Es ist die Fassung dieses Artikels eine sehr ungeschickte. Er stellt nämlich in seinem Anfange den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit auf. Von diesem Grundsatz werden sodann Ausnahmen gemacht und am Schlusse des Artikels heisst es dann: «Diese Verfügungen dürfen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit selbst nicht beeinträchtigen.» Im Anfang wird also ein Grundsatz aufgestellt; von diesem Grundsatz werden Ausnahmen gemacht und in Bezug auf die Ausnahmen wird wiederum der im Anfang aufgestellte Grundsatz als massgebend erklärt. Es ist das an und für sich ein Widersinn, insofern Sie nicht annehmen, dass unter der Gewerbefreiheit am Schlusse des Artikels etwas ganz anderes zu verstehen ist als unter der Gewerbefreiheit am Anfang. Sie können wirklich zweierlei Begriffe der Handels- und Gewerbefreiheit konstruieren. Erstens den Begriff der absoluten Freiheit, wonach ein jeder berechtigt ist, jeden beliebigen Beruf zu wählen und auszuüben und sich dabei keinerlei Schranken gefallen zu lassen. Aber Sie können die Freiheit auch so verstehen, dass jeder zwar berechtigt ist, einen Beruf zu wählen und auszuüben, sich aber an gewisse Schranken halten muss, welche die Gesetzgebung und Verfassung im Interesse der Mitmenschen aufstellt. In diesem letztern Sinne ist der Schlussatz des Art. 31 zu verstehen.

Es kann nun die Frage sich erheben, worauf

sich eigentlich dieser Grundsatz beziehe, ob auf alle in Art. 31 aufgezählten Vorbehalte oder nur auf den letzten Vorbehalt desselben. Mit Rücksicht darauf, dass er als selbständiger Satz erscheint, sollte man glauben, er beziehe sich auf alle Vorbehalte; allein mit Rücksicht auf die Natur der Sache muss man glauben, es beziehe sich die Bestimmung nur auf das Lemma e. Unter litt. a ist das Salz- und Pulverregal erwähnt und das schliesst die Gewerbefreiheit absolut aus; somit kann sich der Schlussatz nicht darauf beziehen.

Diese meine Auffassung vom Schlusslemma des Art. 31 wird auch bestätigt durch die Praxis des Bundesrates. Wenn Sie die bundesrätlichen Entschiede betreffend die Gewerbefreiheit durchgehen, so finden Sie eine ganze Menge von kantonalen Erlassen, welche die Handels- und Gewerbefreiheit beschränken und doch vom Bundesrate als zulässig erklärt wurden. Es ist vom Bundesrate zulässig erklärt worden, dass die Ausübung eines Gewerbes an eine Konzession und guten Leumund geknüpft werden kann. Dieses System besteht in Bezug auf theatralische Aufführungen, für den Beruf von Geschäftsagenten, Börsenagenten, Sensalen, für Dienstboten, Placierungsbureaux, Esswarenhandlungen und Zündhölzchenfabriken. Es kann ferner ein sittlicher Leumund verlangt werden für den Betrieb von Pfandleihanstalten. Es sind ferner Beschränkungen der Handels- und Gewerbefreiheit als zulässig erklärt worden in Bezug auf den Ort des Geschäftsbetriebes; die Dynamitfabriken und Fabriken von Explosivstoffen dürfen nur in einer gewissen Entfernung von menschlichen Wohnungen erstellt werden. Es ist der Schlachthauszwang als zulässig erklärt worden, wonach der Metzger verpflichtet ist, sein Vieh in einem gewissen Schlachthause zu schlachten. Ferner sind Verfügungen zulässig erklärt worden in Bezug auf die Art der Geschäftsführung. Die Sensale und Pfandleihanstalten sind pflichtig, Bücher zu führen, Trödler und Pfandleihanstalten sind pflichtig, Anzeige bei der Polizei zu machen, wenn ihnen verdächtige Objekte zum Kaufe oder zur Verpfändung angeboten werden. Es ist verboten worden die Verwendung von Bierpressionen; es ist der Grundsatz aufgestellt worden, dass in Bezug auf Honig, Milch und Wein eine richtige Deklaration erfolgen müsse, dass den Bäckern vorgeschrieben werden dürfe, dass sie ihr Brot in einem bestimmten Gewichte backen, sich eine Kontrolle über die Qualität des Brotes gefallen lassen müssen. Ja es ist sogar bestimmt worden, dass die Ausübung eines Berufes auf eine gewisse Zahl von Personen beschränkt werden könne, z. B. bei den Kaminfeuern, und es sind gewisse Thätigkeiten des Gewerbes geradezu untersagt worden und der Bundesrat hat das genehmigt, so der Vorkauf von Waren. Allerdings war hier ursprünglich ein anderer Grundsatz aufgestellt worden; später wurde aber der Vorkauf untersagt.

Im Kanton Uri wurde das Tragen und der Verkauf gefährlicher Waffen mit Zustimmung des Bundesrates verboten. Ferner ist zulässig das Verbot des Verkaufes von Lotterielosen. Die Trödler und Leihanstalten dürfen nicht mit Minderjährigen Geschäfte abschliessen; endlich dürfen Arzneien nur durch Apotheker abgegeben werden. Selbst unsere Bundesverfassung stellt Beschränkungen der Handels- und Gewerbefreiheit auf, z. B. im Artikel über die Fabrik-

gesetzgebung und im Gesetz über die Auswanderungsagenten, ohne dass diese Bestimmungen als Vorbehalte des Art. 31 der Bundesverfassung erwähnt worden sind.

Wenn Sie also auf diese Praxis zurückblicken, so werden Sie sagen müssen, dass der Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit in arger Weise durchlöchert worden ist und dass wir den Schlusssatz des Art. 31 dieser Praxis gemäss einfach so interpretieren müssen, dass durch die Verfügungen niemanden die Ausübung eines Gewerbes verboten werden darf und dass jedenfalls alle diejenigen, welche die gleichen Bedingungen erfüllen, gleich zu halten sind. So, ungefähr in diesem Sinne, ist der Begriff der Handels- und Gewerbefreiheit im Schlusssatz des Art. 31 aufzufassen; dass etwas anderes gemeint ist als im Anfange, darauf deutet das Wörtlein «selbst». Und es scheint diese Praxis des Bundesrates vollkommen der Sache zu entsprechen.

Sie alle werden einig gehen mit mir, dass unsittliche, rechtswidrige Handlungen nicht geduldet werden dürfen trotz der Handels- und Gewerbefreiheit; die Hehler und Kuppler dürfen sich nicht auf diesen Grundsatz berufen, und wenn Sie das anerkennen, so werden sie noch weiter gehen und sagen: nicht bloss die eigentliche rechtswidrige Handlung, die eigentlich unsittliche Handlung kann sich nicht auf Art. 31 berufen, sondern auch schon andere Handlungen, die lediglich eine Gefährdung des Rechts, der Sittlichkeit enthalten, dürfen verboten werden, ohne dass damit eine Beeinträchtigung der Handels- und Gewerbefreiheit ausgesprochen ist.

So sind wir nun also dazu gekommen, zu sagen: es ist nicht nötig, den Art. 31 der Bundesverfassung umzuändern, wenn wir auch eine Gewerbegesetzgebung in weitgehendem Masse durchführen wollen.

Wir wollen den Art. 31, wenn er schon in Bezug auf die Redaktion mangelhaft ist, doch stehen lassen, weil wir uns überzeugt haben, dass eine andere Redaktion sehr grosse Schwierigkeiten bietet; wir haben nach verschiedenen verbessernden Redaktionen gesucht und sind nicht dazu gekommen, uns zu einer derselben zu entschliessen. Der Sprechende selbst hat sich alle Mühe gegeben, einen Antrag auszuarbeiten, welcher sich aber ebenfalls nicht stichhaltig erwiesen hat. Unter solchen Umständen wollen wir den Art. 31 der Bundesverfassung einstweilen nicht antasten. Wir können immerhin eine richtige Gewerbegesetzgebung möglicher Weise durchführen; wenn es sich zeigt, dass es notwendig ist, so wird uns immerhin später noch das Recht zustehen, dem Volke eine Aenderung des Artikels zu beantragen.

Das sind die Gründe, welche die Kommissionsmehrheit zu dem Antrage geführt haben, einfach dem Beschlusse des Ständerates zuzustimmen. Ich bin in Sachen etwas weitläufig geworden; aber ich glaubte auf den Verlauf der Verhandlungen in der Kommission über die etwas unklaren Gesetzesbestimmungen eintreten und Sie auf die schwierigen Verhältnisse, auf die Schwierigkeiten namentlich einer Aenderung des Art. 31 aufmerksam machen zu sollen. Ich hoffe, dass wir uns dann bei der Detailberatung um so kürzer fassen können. Einstweilen beantrage ich im Namen der in dieser Richtung einstimmigen Kommission Eintreten auf die Vorlage.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

(Ici le débat est interrompu.)

Bundesbeschluss betreffend Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens. BB vom 20. Dezember 1893. I. Vorlage (verworfen)

Arrêté fédéral concernant l'adjonction, à la Constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers. AF du 20 décembre 1893. Ier projet (rejeté)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1893
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1893_002
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.12.1893 - 15:00
Date	
Data	
Seite	343-354
Page	
Pagina	
Ref. No	20 026 581

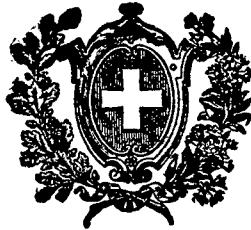
Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Amtliches
stenographisches Bulletin

der
schweizerischen Bundesversammlung



N^o 27

BULLETIN

STÉNOGRAPHIQUE OFFICIEL

DE
L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE SUISSE

Abonnements: Jährlich Fr. 1. 50 für die Schweiz, Fr. 3. 50 für das übrige Postvereinsgebiet. In der Schweiz kann nur bei der Post abonniert werden.
Abonnements: Un an: Suisse 1 fr. 50, Union postale 3 fr. 50. On s'abonne en Suisse exclusivement aux offices postaux.

Nationalrat. — Conseil national. 11

Sitzung vom 19. Dezember 1893, vormittags 9 Uhr. — Séance du 19 décembre 1893, à 9 heures 12

Vorsitzender: } Brenner.
Président: }

Tagesordnung: — *Ordre du jour*:

Bundesbeschluss

betreffend

Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens.

Arrêté fédéral

concernant

l'adjonction, à la constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers.

Fortsetzung der Beratung über die Eintretensfrage.

Suite de la discussion sur l'entrée en matière.

(Siehe Seite 343 hievor. — Voir page 343 ci-devant.)

Dr. Ming, Berichterstatter der Kommissionsminderheit: Die Mehrheit und die Minderheit der Kommission sind darin einig, dass Sie Ihnen Eintreten in die Materie empfehlen. Es möchte daraus scheinen, dass es nicht notwendig wäre, dass sich auch die Minderheit der Kommission in der Eintretensfrage ausspreche. Aber der französische Berichterstatter der Kommissionsmehrheit, Hr. Comtesse, hat Ihnen gestern empfohlen, auf den Vorschlag der Mehrheit der Kommission einzutreten. Es ist daher an uns, Ihnen zu empfehlen, auf den Vorschlag der Minderheit einzutreten. Ueberdies haben die Berichterstatter der Kommissionsmehrheit sich gestern ziemlich tief in die Materie der ganzen Sache eingelassen und es ist deshalb auch notwendig, dass die Minderheit Ihnen die Gesichtspunkte darlegt, auf welche sie ihren Antrag stützt.

Sowohl die Mehrheit als die Minderheit der Kommission sind darin vollständig einig, dass sie gewissen Schutzforderungen, welche das Kleingewerbe heute an die Gesetzgebung stellt, voll und ganz gerecht werden wollen. Es ist da vor allem vom Schutz gewisser Branchen und Arbeiter — man hat gestern die Konfektionsbranche genannt — die Rede. Auch wir sind einverstanden, dass es absolut notwendig ist, dass für den Schutz derselben etwas gethan werde. Sie erinnern sich, dass vor nicht gar langer Zeit auch für die Kellnerinnen bei uns petitioniert worden ist; auch da ist die Kommission einig, dass dieser Zweig von Arbeiterinnen des Schutzes der Gesetzgebung bedarf. Es ist auch sicher, dass in einzelnen Hausindustrien das Mass der Uebearbeitung einen solchen Grad erlangt hat, dass es absolut notwendig ist, auch für den Schutz dieser Industrien einzutreten. Die Minderheit der Kommission ist auch damit einverstanden, dass für die Berufsbildung, für den Schutz der Lehrlinge noch mehr gethan werden muss, als auf Grund unserer Verfassung gegenwärtig gethan werden kann. Worin aber Mehrheit und Minderheit wesentlich auseinandergehen, das ist die Frage der Berufsgenossenschaften. Sie haben gestern gehört, dass der fran-

zösische Berichterstatter der Kommissionsmehrheit gerade nichts gegen die Berufsgenossenschaften einwendet, dass er sich denselben gegenüber aber mit Vorsicht verhalten will. Dann aber haben Sie gehört, dass der deutsche Berichterstatter der Kommissionsmehrheit von den Berufsgenossenschaften, namentlich von den obligatorischen, nichts wissen will und deshalb die Revision der Bundesverfassung nicht so weit ausdehnen möchte, wie die Minderheit der Kommission es für notwendig erachtet. Es ist im Verlauf der Kommissionsverhandlungen von meiner Wenigkeit der Antrag gestellt worden, dass die Möglichkeit der Bildung von obligatorischen Berufsgenossenschaften expressis verbis in den neu zu schaffenden Verfassungsartikel aufgenommen werde. Man hat uns damals gesagt, bei der Fassung, in welcher der Art. 31 in die Bundesverfassung aufgenommen werden solle, sei das gar nicht nötig, denn auf Grund dieser Fassung sei die Bildung der Berufsgenossenschaften möglich. Die Minderheit der Kommission hat sich damit zufrieden gegeben. Aber dann nahm der Gang der Verhandlungen eine ganz andere Wendung; es bildete sich eine Mehrheit der Kommission, welche von einer Revision des Art. 31 gar nichts wissen wollte und wir nehmen nun wenigstens an, dass das bei einigen Mitgliedern der Kommission mit Zielbewusstsein geschah, indem diese von solchen Berufsgenossenschaften gar nichts wissen wollen und ihnen darum den Eingang in die Gewerbegesetzgebung von vorneherein verschliessen möchten. Die Kommissionsminderheit sagt aber: wir wissen noch gar nicht, inwiefern diese obligatorischen Berufsgenossenschaften nützlich wären; die Frage liegt noch gar nicht so, dass wir uns darüber aussprechen könnten. Aber die meisten der Eingaben, auf welche sich unsere Verhandlungen stützen, sagen zum vorneherein: wir wollen obligatorische Berufsgenossenschaften oder wenigstens die Möglichkeit, solche einzuführen. Nun hat sich die ganze Diskussion auf diese Forderungen gestützt und der Tenor der Diskussion ging dahin, man sollte diesen Forderungen gerecht werden. Wenn wir aber beim Antrag der Kommissionsmehrheit stehen bleiben, so kommen wir dieser Forderung nur auf halbem Weg, — nein, nicht einmal auf halbem Weg entgegen; denn was durch unsere Arbeit konstitutionell ermöglicht würde, das kann höchstens Flickwerk, das können höchstens Schönplästerchen sein, die man, wie man zu sagen pflegt, auf gewerbliche Wunden legen will.

Ich sage nämlich: der Art. 34^{ter}, wie er Ihnen von der Kommissionsmehrheit vorgeschlagen wird, ermöglicht absolut nicht ein gründliches Eingreifen ins Gewerbewesen. Der Art. 34^{ter} sagt nur in allgemeinen Ausdrücken: « Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens einheitliche Vorschriften aufzustellen. » Wenn Sie diesen Artikel annehmen, so werden Sie bei all den Massregeln, welche Sie in Zukunft zu treffen gedenken, immer und zu jeder Zeit am Art. 31, Absatz 1, Anstoss nehmen müssen, welcher lautet: « Die Freiheit des Handels und der Gewerbe ist im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft gewährleistet. » Wenn Sie irgend ein Gesetz zu Gunsten des Gewerbes aufstellen, so wird man schon während der Beratung immer wieder den Massstab dieses ersten Absatzes von Art. 31 an Ihre gesetzgeberische Massregeln anlegen und immer und immer wieder sagen:

was Sie uns da vorschlagen, ist nicht berechtigt, es ist wider den Art. 31 der Bundesverfassung. Es ist von vorneherein selbstverständlich, dass, wenn Sie dem Gewerbebestand Hülfe leisten und gründlich in das Gewerbewesen eingreifen wollen, dies nicht durch so allgemeine Massregeln geschehen kann, sondern dass das Recht statuiert werden muss, die Freiheit des Einzelnen zum Nutzen des Ganzen zu beschränken. Man hat uns freilich in der Kommission gesagt: warum sollte das nicht möglich sein, nachdem wir ja schon eine Gesetzgebung dieser Art, die Fabrikgesetzgebung haben, welche auf den Art. 34 der Bundesverfassung basiert ist? Wenn Sie den Art. 34 der Bundesverfassung mit dem Art. 34^{ter} vergleichen, welchen der Ständerat angenommen hat und den die Kommissionsmehrheit Ihnen ebenfalls anzunehmen empfiehlt, so werden Sie indessen sofort gewahr werden, wie ganz verschieden diese Artikel sind. In Art. 34 ist das Gebiet der Gesetzgebung, das der Bund durch diesen Artikel erhält, näher umschrieben. Es sind ihm die Ziele vorgesteckt, welche er bei seiner Gesetzgebung zu befolgen hat. Es heisst da: « Der Bund ist befugt, einheitliche Bestimmungen über die Verwendung von Kindern in den Fabriken und über die Dauer der Arbeit erwachsener Personen aufzustellen. Ebenso ist er befugt, Vorschriften zum Schutze der Arbeiter gegen einen die Gesundheit und Sicherheit gefährdenden Gewerbebetrieb zu erlassen. » Sie haben also in Art. 34 ein vollständiges Programm. Vergleichen Sie nun aber den Art. 34^{ter}, so sehen Sie, dass Sie da kein Programm haben, sondern einfach eine Phrase, die da sagt: « Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens einheitliche Vorschriften aufzustellen. » Wenn nun diese einheitlichen Vorschriften derart wären, dass sie gar nicht erlassen werden könnten, ohne dass der Grundsatz der Gewerbefreiheit durchbrochen würde, so gebe ich zu, dass es dann selbstverständlich wäre, dass der Grundsatz der Gewerbefreiheit ohne weiteres durchbrochen wäre. Aber das ist an Hand der Verfassung gar nicht selbstverständlich; denn es lässt sich ganz gut eine Art und Weise der Gewerbegesetzgebung denken, durch welche der Grundsatz des Art. 31 gar nicht durchbrochen wird. Aber allerdings wäre das dann eine Gesetzgebung, für welche uns diejenigen, die eine solche Gesetzgebung fordern, durchaus keinen Dank wüssten, weil sie ihnen eben nichts nützen würde. In den Verfassungsartikeln, welche Sie in den letzten Jahren angenommen haben, zeigt sich auch die Analogie, welche Ihnen klarlegt, wie Sie vorzugehen haben, um den Art. 34^{ter} so einzurichten, dass er wirklich dem Zwecke genügt, für welchen Sie ihn aufstellen wollen. Wenn Sie den Art. 31 sich ansehen, so sehen Sie, dass allerdings als Hauptgrundsatz die Freiheit des Handels und der Gewerbe aufgestellt ist, dass aber dann eine ganze Anzahl von Ausnahmen festgestellt sind, welche sagen, wie weit und unter welchen Bedingungen dieser Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit durchbrochen werden dürfe. Ich mache Sie nur auf den Art. 31, littera b, aufmerksam, welche littera vor verhältnismässig kurzer Zeit in den Artikel aufgenommen worden ist. Danach sind die Fabrikation und der Verkauf gebrannter Wasser nach Massgabe des Art. 32^{bis} als Ausnahme vom Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit zu betrachten. Ja, meine Herren, hätte man nun damals nicht einfach den Art. 32^{bis}

in die Bundesverfassung einfügen und sagen können: nach diesem Artikel haben wir nun das Recht der Gesetzgebung? Man hat damals gefunden: nein, das können wir nicht; wir müssen logischerweise expressis verbis im Artikel 31 schon sagen, dass wir diese Ausnahme von der Handels- und Gewerbefreiheit festsetzen und dann erst können wir gestützt auf diese Ausnahme den Art. 32^{bis} festsetzen und nur so haben Bund und Kantone die nötigen Kompetenzen. Was Ihnen die Minderheit der Kommission heute vorlegt, ist gar nichts anderes als eine Analogie dessen, was wir damals gethan haben. Auch die Minorität der Kommission sagt: wenn wir den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit in der Gewerbegesetzgebung durchbrechen wollen — und wir müssen ihn durchbrechen — so müssen wir das schon im Art. 31 sagen. Deshalb empfiehlt Ihnen die Kommission die Einfügung eines littera e, welches als Vorbehalt anführt: «gesetzliche Bestimmungen auf dem Gebiete des Gewerbes nach Massgabe von Art. 34^{ter}.»

Ich weiss nun ganz gut, dass nicht nur unter den Mitgliedern der Kommissionsmehrheit, sondern auch unter den übrigen Mitgliedern des Rates viele sind, welche einen gewissen Schrecken haben, wenn man das Prinzip der Handels- und Gewerbefreiheit irgendwie antasten will. Die Minderheit der Kommission teilt diese Bedenken durchaus nicht. Auch die Minderheit der Kommission ist mit dem deutschen Berichterstatter der Mehrheit einverstanden, dass der Wohlstand des Volkes in den letzten Jahrzehnten sehr zugenommen hat; aber die Minderheit der Kommission sagt sich, es sei dann noch die Frage, wieviel von diesem Wohlstande der Handels- und Gewerbefreiheit zu verdanken ist und wieviel den Fortschritten in den Naturwissenschaften, dem Gewerbe und dem Handel zukommt. Könnte man die volkswirtschaftlichen Faktoren von einander trennen, wie man das in den experimentellen Naturwissenschaften zu thun pflegt, so würde sich jedenfalls zeigen, dass nicht die Handels- und Gewerbefreiheit die grössten Verdienste hat, sondern dass es die Fortschritte in den Naturwissenschaften sind, welchen diese Verdienste zugeschrieben werden müssen. Dann aber kann man auch, wenn man vom Wohlstand eines Volkes spricht, sehr verschiedener Ansicht sein. Man hat schon oft Vergleiche gezogen zwischen einst und jetzt und hat gesagt: ja Karl der Grosse hatte bloss zwei Hemden und heute hat doch jeder Handwerksmeister eine ganze Schublade voll Hemden; also ist es sicher, dass der Wohlstand heute viel grösser ist als zur Zeit Karls des Grossen. Man hat ferner gesagt: bei Ausgang des Mittelalters hatte der Doge von Venedig nicht eine Gabel, mit der er sein Fleisch essen konnte; heute würde sich jeder Arbeiter bedanken, keine Gabel zu haben; so hat die Kultur zugenommen. Ich glaube nicht, dass der Arbeiter von heute gewohnt ist, seine Lage an derjenigen Karls des Grossen und der Dogen von Venedig zu messen, sondern er misst seine Lage eben nach der gegenwärtigen Lebensauffassung und der Lebenslage, welche die jetzige Kultur überhaupt bringt und da kommt er allerdings nicht immer gut weg. Wenn wir z. B. bedenken, welchen Lohn sich diese Konfektionsarbeiterinnen in Zürich, Bern und andern Grossstädten durch eine 12-, 15- und 18stündige

Arbeit verdienen können, so glaube ich, wenn wir zwischen den Arbeitern des Mittelalters und diesen Arbeitern und Arbeiterinnen von heute eine Parallele ziehen, würde sie jedenfalls zu Ungunsten der letztern ausfallen. Es ist ja ganz sicher, dass die Einführung der Gewerbefreiheit mit gewissen Missbräuchen aufgeräumt, dass sie Zustände beseitigt hat, welche einmal nicht mehr haltbar waren. Man hat aber die Gewerbefreiheit ganz richtig verglichen mit einem tropischen Klima. Dort sind scheinbar die Lebensbedingungen so sehr günstig; alle Pflanzen, alle Tiere, welche dem Menschen zu Diensten sein könnten, entwickeln sich da mit einer grossen Lebenskraft. Aber leider pflegen auch gerade in jenem Klima Menschenrassen aufzutreten, welche die üble Gewohnheit haben, Individuen ihrer Gattung aufzufressen. Ich will nun diesen Vergleich keineswegs weiter ausmalen; denn ich würde Sie da auf Gemeinplätze führen, welche längst ausgetreten sind. Aber Sie brauchen nicht etwa die sozialdemokratische Presse von heute zu Rate zu ziehen, brauchen nicht die Beratungen der Sozialdemokraten zu lesen, um dort Kritiken zu finden über die Folgen der heutigen Gewerbefreiheit, welche sehr weitgehend sind, sondern Sie können Kritiken lesen in der gewöhnlichen politischen Tagespresse, welche von dem Verdachte des Sozialismus sehr weit entfernt ist. Wenn wir daher wirklich wollen, was wir durch eine Gewerbegesetzgebung tendieren, so müssen wir diese Gewerbefreiheit beschränken, ich sage keineswegs aufheben, und dass diese Gewerbefreiheit durch einen Art. 31 e nicht aufgehoben würde, dafür ist absolute Garantie vorhanden. Wenn Sie heute festsetzen, dass wirklich die Gewerbefreiheit in dieser Richtung beschränkt werden kann, so haben Sie damit noch keineswegs gesagt: sie wird beschränkt, sondern Sie haben bloss die Möglichkeit gegeben, dass infolge der Untersuchungen, welche vorzunehmen Sie noch Gelegenheit genug haben werden, dann dasjenige auf dem Gebiete der Gesetzgebung gethan werden kann, was wirklich zu thun absolut notwendig ist. Und wenn Sie nun Befürchtungen haben, es werden wieder mittelalterliche Zustände kommen, es werden wieder die Zünfte einkehren mit dem ganzen Schrecken, den Sie vielleicht vor denselben haben, so ist diese Furcht eine völlig unbegründete. Wenn wir die Geschichte der Zünfte lesen, so sehen wir, dass auch dort durchaus nicht alles Gold war. Wenn wir die Geschichte der Zünfte verfolgen bis ins letzte Jahrhundert, wo sie ihr Grab gefunden haben, so müssen wir sagen, es war wirklich gut, dass sie abgeschafft wurden. Es waren Körperschaften, deren Kleid nicht mehr für den Körper genügte, der sich darin bewegte, und wenn wir heute wieder etwas hervorrufen wollten, was damals nicht mehr lebensfähig war, so hätte das keinen grössern Wert, als wenn man einen Kadaver galvanisieren wollte. Was wir heute wollen und was die Gesellschaften wollen, welche die Revision dieses Artikels gefordert haben, sind nicht mehr Zünfte, sondern obligatorische Berufsgenossenschaften, gewerbliche Einrichtungen, welche die Fortschritte der Neuzeit in Betracht ziehen müssen, welche auch die Ansichten von der Handels- und Gewerbefreiheit durchaus nicht ignorieren dürfen, welche überhaupt mit einem Worte als Gebilde sich erweisen müssen, welche in die heutige Zeit passen; sonst

werden sie sehr schnell von der heutigen Zeit weggefegt werden.

Also in dieser Richtung brauchen Sie keine Angst zu haben. Sie dürfen die Bundesverfassung entsprechend abändern, weil daraus keine Gefahr entsteht, und Sie müssen sie abändern, wenn Sie denjenigen entgegenkommen wollen, welche wirklich vor Ihnen dastehen, den vielen Gesellschaften und Vereinen, dem grössten Teile der gewerblichen Bevölkerung der Schweiz, welche absolut Massregeln verlangt, die das zerfahrene Gewerwesen einmal ordnen.

Wir beantragen Ihnen also, wie schon gesagt, diese erste Aenderung in Art. 31; wir beantragen Ihnen aber noch eine fernere Abänderung des Art. 31 und das ist nun eine Aenderung, welche sich an das littera f des genannten Artikels anfügt. Es thut mir nur leid, dass übersehen worden ist, die Abänderung, welche wir geben wollen, in Kursivschrift einzusetzen; es ist in gewöhnlicher Schrift geschehen und darum nicht so übersichtlich, wie es zu wünschen wäre. Der jetzige Art. 31e heisst: «Verfügungen über Ausübung von Handel und Gewerbe, über Besteuerung des Gewerbebetriebes und über die Benutzung der Strassen. Diese Verfügungen dürfen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit selbst nicht beeinträchtigen.» Es ist nun dieser letztere Satz, welchen die Minderheit der Kommission angreift und welchen sie verändert wissen möchte; sie möchte diesen letzten Satz dahin abändern, dass gesagt würde «nur soweit beeinträchtigen, als das öffentliche Wohl dies erfordert.» Sie werden nun höchst wahrscheinlich in Ihrer Mehrheit sagen: ja da guckt wieder der föderalistische Pferdefuss heraus; da sind wieder die Kantone, welche sich etwas für die Gesetzgebung retten möchten. Ich glaube, dass die Namen Wild und Vogelsanger vollständig Garantie bieten, dass wenigstens diese zwei Mitglieder nicht der Ansicht sind, dass die Kantone dabei irgend etwas profitieren sollen. Was nun Herrn Benziger und mich anbelangt, so würden Sie, wenn ich Ihnen sagen wollte, dass wir nicht für den Föderalismus sind, das höchst wahrscheinlich nicht glauben. Aber das kann ich sagen und das werden Sie auch Herrn Benziger und mir glauben, dass unsere volkswirtschaftliche Ueberzeugung wenigstens soweit vorgeschritten ist, dass wir uns sagen müssen: mit einem solchen Artikel wird jedenfalls für Schwyz und Obwalden in Souveränitätsrechten nicht sehr viel herauschauen, denn soviel wissen wir, dass in den kleineren Kantonen und zum Teil auch in den grösseren nicht Massregeln getroffen werden können, welche die Gewerbefreiheit derart binden, dass sie irgendwie gegen die Gewerbe ausser ihren Marken konkurrenzunfähig würden. Nein, wir tendieren absolut nicht eine Stärkung der kantonalen Souveränität und haben das auch nicht nötig. Aber wir tendieren die Möglichkeit, dass der Kanton der Bundesgesetzgebung in die Hände arbeiten kann und dass er auf vielen Gebieten die Massregeln, welche der Bund nicht treffen kann oder nicht treffen will, doch innerhalb gewisser Rahmen zu treffen im Stande ist. Wenn Sie wirklich eine fruchtbare Bundesgesetzgebung auf diesem Gebiete wollen, so ist es absolut nötig, dass diese gewissermassen vorbereitet wird. Der französische Berichtstatter der Kommissionmehrheit hat Ihnen gestern schon aufgeführt, was die Kantone bisher auf diesem Gebiete gethan haben und hat schon darauf aufmerksam gemacht,

dass alles, was gethan worden ist, auch Ihnen gewissermassen für eine eidgenössische Gesetzgebung vorarbeitet. Die Versuche, welche da gemacht wurden, für Einführung freiwilliger Berufsgenossenschaften, haben dem Gedanken einer weitergehenden Gesetzgebung Boden gegraben. Sollen wir nun auf einmal den Kantonen es verwehren, mit diesen Vorarbeiten fortzufahren? Können Sie denjenigen, welche so dringend Ordnung des Gewerbewesens von Ihnen verlangten, versprechen, dass in den nächsten Jahren schon ihrer Bitte nachgekommen werde? Ich glaube durchaus nicht. Es wird darum nötig sein, dass Sie auch den Kantonen ein gewisses Arbeitsgebiet überlassen, damit wenigstens so in kleinern Kreisen diese Vorarbeiten gemacht werden können und damit auch in diesen kleineren Kreisen auf eine viel weniger schädliche Weise, als dies durch grosse Experimente geschehen könnte, Versuche gemacht und Erfahrungen gesammelt werden können. Es gibt aber gewisse Gebiete der Gesetzgebung, welche vom Bunde absolut nicht in Arbeit genommen werden können, sehr schwierige Gebiete, deren Notwendigkeit nur durch gewisse geographische Grenzen umschrieben werden, dass wir den Kantonen absolut die Möglichkeit geben müssen, auf diesen Gebieten die Gesetzgebung in den Händen zu behalten und wirklich auszubilden. Ich glaube, es war in der Junisession, als Herr Nationalrat Scherrer-Fülle- mann Sie durch eine Motion auf ein Gebiet aufmerksam machte und die Bundesgesetzgebung auf ein Gebiet führen wollte, das vorher und seither sehr viel von sich reden machte; es ist das Gebiet, welches in der Volkssprache mit dem bezeichnenden Namen Güterschlächtereie belegt wurde, und es ist ganz sicher, dass in einzelnen Gegenden der Schweiz diese Güterschlächtereie in einer Art überhand genommen hat, welche am Wohlstande des Volkes ein Krebsübel bedeutet. Können Sie nun wohl ein eidgenössisches Gesetz über Güterschlächtereie sich denken? Ich glaube nicht. Es ist sogar für einen grossen Kanton diese gesetzgeberische Materie sehr schwierig; denn die städtischen Verhältnisse und die Landverhältnisse müssen ganz verschieden in Betracht gezogen werden. Was für einen ausschliesslich agrikolen Kanton eine glückliche Bestimmung wäre, könnte für ein städtisches Gemeinwesen eine hemmende Bestimmung sein; Sie könnten da auf eine Gesetzgebung stossen, welche durchaus nicht den Zweck erreichen würde, welchen Sie tendieren, sondern welche einfach das bringen würde, was die Mehrheit der Kommission immer von einer Beschränkung der Gewerbefreiheit sich vorstellt. Es ist also, wenn Sie auf diesem Gebiete etwas thun wollen — und Sie müssen etwas thun wollen, weil die Volkswohlfahrt es erfordert — nötig, dass der Kanton dieses Gebiet in seiner Macht behalte und auch für dieses Gebiet der Gesetzgebung gestattet sei, den Grundsatz der Gewerbefreiheit zu durchbrechen.

Es ist Ihnen dann ferner gestern schon gesagt worden, dass wohl verschiedene Berufsarten in städtischen Gemeinwesen bestehen, für die eine Spezialgesetzgebung ganz besonders notwendig sei; es war der Kaminfegerberuf, der Droschkierberuf und Packträgerberuf gemeint. Auch in dieser Beziehung wird die Eidgenossenschaft nicht Vorschriften erlassen wollen; wenigstens ist der Erlass solcher Verordnungen in nächster Zeit für die ganze Schweiz

durchaus nicht dringend, aber dringend ist dieser Erlass jederzeit für diejenigen Gemeinwesen, welche sich solcher Berufe vor allem bedienen müssen. Ich mache Sie ferner aufmerksam auf eine bestimmte Kategorie von Verordnungen und Reglementen, welche hauptsächlich für die agrikolen Kantone Bedeutung haben; es sind das die Viehreglemente; wenn diese wirklich von Erfolg begleitet sein sollen, so müssen sie eine ganze Menge von die Verkehrsfreiheit beschränkenden Bestimmungen enthalten, und es sind wirklich schon viele solcher Reglemente eingeführt worden, welche jedenfalls mit Art. 31, erster Absatz auf ganz gespanntem Fusse stehen würden. Wenn Sie also diese Möglichkeit wollen, so müssen Sie auch zu Gunsten der Kantone eine Ausnahme vom ersten Absatz des Art. 31 feststellen. Ich glaube nun, dass die Fassung des Art. 31 respektive die Art und Weise, wie wir diese Ausnahmen für die Kantone konstatieren wollen, absolut nicht zu weitgehend ist, dass sie durchaus nicht soweit geht, um auch den Mitgliedern der Mehrheit der Kommission, um auch den Gegnern der Kantonsouveränität irgendwie zu Befürchtungen Veranlassung geben zu können. Wir sagen ja, Ausnahmen sollen nur soweit gestattet werden, als das öffentliche Wohl dies erfordert. Wir haben schon einmal eine ähnliche Revision vorgenommen und zwar mit grosser Mehrheit der Räte und unter Akklamation des ganzen Schweizervolkes. Wir haben sie vorgenommen, indem wir den Art. 31 dahin revidierten, dass wir in litt. c sagten: «ausgenommen sind das Wirtschaftswesen und der Kleinhandel mit geistigen Getränken, in dem Sinne, dass die Kantone auf dem Wege der Gesetzgebung die Ausübung des Wirtschaftsgewerbes und des Kleinhandels mit geistigen Getränken durch das öffentliche Wohl geforderten Beschränkungen unterwerfen können.» Auch da ist das öffentliche Wohl als der springende Punkt hervorgehoben worden, auch da ist das öffentliche Wohl als die Grenze festgesetzt worden, wie weit die Kantone in Ausübung ihrer Gesetzgebung gehen dürfen.

Was haben Sie für Erfahrungen mit diesem Artikel gemacht? Ich habe, soweit meine Erfahrung geht, in der Praxis der Bundesversammlung bei den ständigen Rekursen immer gesehen, dass der Grundsatz der Gewerbefreiheit gegenüber den Wirtschaften noch vollständig hoch genug gehalten wird, dass die Annahme des öffentlichen Wohles noch gründlich und überzeugend bewiesen werden musste, bevor man Massregeln der Kantone gestützt auf diesen Paragraphen bestätigt hat.

Die Minderheit der Kommission will in Bezug auf das Gewerbewesen gar nichts anderes als was Sie in Bezug auf das Wirtschaftswesen bereits festgestellt haben. Sie will, dass in den Verfügungen, welche die Kantone gegenüber dem Gewerbewesen treffen, das öffentliche Wohl massgebend sei. Wenn nun solche Verfügungen nicht gefallen, dann ist wieder das Rekursrecht da, ganz gleich wie jetzt beim Wirtschaftswesen. Jeder hat das Recht, sich zu beschweren und dann ist von Fall zu Fall die Frage zu stellen: verlangt wirklich das öffentliche Wohl, dass diese oder jene Massregel getroffen werde? Wo ist da die Gefahr, wo ist da die übermässige Ausdehnung der kantonalen Souveränität? Ich vermag sie nirgends zu sehen. Aber wir haben

dadurch dasjenige unterstützt, was überall als die Hauptsache hingestellt wird, das öffentliche Wohl. Es hat Ihnen schon gestern der verehrte deutsche Berichterstatter der Kommissionsmehrheit gesagt: so etwas ist eigentlich gar nicht notwendig, denn die gegenwärtige Bundespraxis ist schon so weit gegangen, dass sie alle möglichen Massregeln, welche die Gewerbefreiheit betreffen, aus Erwägungen, welche sie aus der Auslegung des Art. 31 zog, bestätigt hat. Er hat da allerdings einen Standpunkt eingenommen, welchen ich nicht ganz teilen könnte. Er hat Ihnen gesagt: es ist schon wahr, dass der Grundsatz der Gewerbefreiheit an der Stirne von Art. 31 steht, aber litt. c enthält gegenwärtig schon einen ganz anderen Begriff der Handels- und Gewerbefreiheit als denjenigen, wie er an der Stirne des Artikels steht. Unter dem Ausdruck der Gewerbefreiheit selbst wird etwas ganz anderes verstanden als die absolute Gewerbefreiheit. Er hat z. B. gesagt: es ist schon wahr, die Kantone sind befugt, gewisse Bedingungen aufzustellen, nach denen sich die Gewerbetreibenden zu richten haben, aber jedermann, der diese Bedingungen erfüllt, muss die Ausübung des Gewerbes gestattet werden. Das geht aber aus der bisherigen Bundespraxis nicht hervor. Das ist freilich seiner Zeit beim Rekurs auf Basel betreffend das Apothekergewerbe so gehalten worden. Dort wollte man die Zahl der Apotheken beschränken, aber da sagte der Bund: das ist euch nicht gestattet, sondern es ist absolut im Sinne der Auslegung der Gewerbefreiheit, dass jeder, der ein Patent beibringt, der die wissenschaftlichen Bedingungen erfüllt, zur Ausübung des Berufes zugelassen werde. Anders ist allerdings bei gewissen Berufsarten entschieden worden. Es ist gesagt worden, dass das Droschkenkutschergewerbe, das Kaminfegergewerbe und andere in der Zahl der Ausübenden beschränkt werden dürfen. Das war aber nicht im Sinne der Auslegung des Art. 31, die der Herr Berichterstatter der Kommissionsmehrheit Ihnen angegeben hat, sondern das war die Auslegung des Artikels der Bundesverfassung in dem Sinne wie litt. c dieses Artikels sie Ihnen gibt und wie auch die Kommissionsminderheit sie Ihnen geben will. Der Bundesrat konnte nichts anderes thun als dass er sich sagte: eine Auslegung der Gewerbefreiheit, wie diese Rekurrenten es wollen, wäre eine Auslegung, welche dem öffentlichen Wohl widerstreben würde, und es kann nicht im Sinne des Art. 31 sein, dass eine Auslegung desselben stattfindet, welche dem öffentlichen Wohle widerstrebt. Wenn man einen Artikel so auslegt, kann man sich doch in den verschiedensten Kreisen fragen: ja, gilt denn dieser allgemein aufgestellte Grundsatz noch oder ist das, was ihr auslegt, nicht vielmehr ein überwundener Standpunkt! Ich glaube also, sowohl die Mehrheit der Kommission als die weitaus überwiegende Mehrheit des Rates kann damit einverstanden sein, dass wir den Art. 31 so fassen, wie er bis jetzt ausgelegt worden ist, dass wir ihn so fassen, dass er zu keinem Missverständnis Gelegenheit geben kann, indem wir einfach sagen: massgebend für die Gesetzgebung der Kantone ist das öffentliche Wohl.

Verlangen wir denn damit eigentlich etwas Unrechtes? Nein, durchaus nicht. Wenn seiner Zeit Art. 31, erster Absatz, in die Verfassung aufgenommen wurde, so geschah das zu keinem andern Zweck, als um das öffentliche Wohl zu fördern auf eine Art

und Weise, wie man damals das öffentliche Wohl eben zu fördern gedachte. Die Gewerbefreiheit ist nicht eine jener Freiheiten, welche auf dem Wege metaphysischer Deduktion der Würde des Menschen aufgestellt wurde, wie die Rechtsgleichheit, die Rechte des Individuums u. s. w., sondern sie wurde ganz allein nur auf Erwägungen, wie sie die Frage des öffentlichen Wohles etwa mit sich bringt, aufgestellt. Die physiokratische Schule des vorigen Jahrhunderts, welche diesen Grundsatz der Gewerbefreiheit und zwar einer sehr weitgehenden Gewerbefreiheit in die Volkswirtschaftslehre eingeführt hat, that es durchaus nicht auf dem Wege metaphysischer Deduktion der Menschenwürde, sondern sagte einfach: räumen wir alle Schranken weg, lassen wir alles gehen, wie es geht, dann wird auf dem Wege der Konkurrenz durch gegenseitig sich antreibende Erwerbsthätigkeit das öffentliche Wohl viel mehr gefördert, als durch alle diese Schranken. Sie wollte also die materielle Seite des öffentlichen Wohles fördern und dieser Grundsatz der Gewerbefreiheit hat auf diesem Wege auch ganz Europa durchwandert, immer gestützt auf die Erwägung: das öffentliche Wohl, das materielle Wohl der Menschheit wird am allerbesten gefördert, wenn wir die Kräfte allseitig entfesseln; wenn wir ihnen allen Platz geben, sich zu entfalten, dann werden eine Masse Güter produziert, dann wird der Wohlstand allseitig gefördert. Ich brauche diese Phrasen hier durchaus nicht zu wiederholen. Jetzt hat es sich gezeigt, dass dieses materielle Wohl dadurch eben nicht in dem Masse gefördert wurde, wie man es bisher hoffte. Es hat sich gezeigt, dass auch das ethische Wohl der Menschheit unter dieser Gewerbefreiheit viel mehr leidet als gefördert wird. Sollen wir dennoch diesem Grundsatz der Gewerbefreiheit als absolut unantastbar darstellen? Nein! Schaffen wir die Gewerbefreiheit nicht ab; in gewissen Beziehungen ist sie sehr nützlich und notwendig, aber setzen wir an stelle dieses Grundsatzes einen andern, der wirklich das sagt, was man schon durch Art. 31, erster Absatz, sagen wollte, setzen wir an dessen Stelle das öffentliche Wohl. Um das öffentliche Wohl zu fördern, wollen wir die Gewerbefreiheit benutzen, wo wir sie benutzen können. Wo sie mehr schädlich als nützlich ist, wollen wir aber das Recht haben, sie zu beschränken, und das können wir nur dann, wenn wir den Art. 31 in diesem Sinne revidieren. Diese Revision schlägt Ihnen die Kommissionsminderheit vor durch die Fassung, wie sie Ihnen vorliegt. Diese Revision fasst allerdings den Vorschlag der Minderheit der Kommission wie den der Mehrheit derselben in sich; denn auch wir wollen den Art. 34, wie die Mehrheit der Kommission, aber wir wollen ihn erweitern, seine Wirksamkeit erhöhen.

Es sind dann noch einige redaktionelle Verbesserungen anzubringen, die aber weniger in Betracht kommen. So wäre in Art. 34^{ter} zu sagen statt: «Dieser Zusatz ist der . . .»: «Diese Fassung . . .» Das wird sich dann bei der endgültigen Redaktion schon machen.

Wenn Sie wirklich das alles wollen, was auch die Mehrheit der Kommission teilweise als erstrebenswertes Ideal darstellt, wenn Sie den Schutz des kleingewerblichen Arbeiters, den Schutz der Lehrlinge, die Möglichkeit der Einführung von Berufsgenossenschaften, ganz besonders die Einführung der obligatorischen Berufsgenossenschaften, welche

durch so viele Gesellschaften, durch so viele Angehörige des Gewerbestandes der ganzen Schweiz ausdrücklich von Ihnen gefordert werden, wollen, so müssen Sie dem Antrage der Kommissionsminderheit zustimmen und auf die Revision des Art. 31 der Bundesverfassung eingehen. Ich empfehle Ihnen diesen Antrag der Minderheit der Kommission.

Wild: Gestatten Sie mir als Mitglied der Kommissionsminderheit, Ihnen mit kurzen Worten noch einige Gedanken, welche mich bewogen haben, mich dieser Minderheit anzuschließen, vorzulegen. Ich habe es gethan als Nachfolger meines Vorgängers Herrn Blumer-Egloff, der seiner Zeit auf ganz gleicher Basis sich ebenfalls der Minderheit der Kommission angeschlossen hatte. Mein Standpunkt in dieser Frage ist weniger durch Erwägungen detaillierter Natur bedingt. Ich habe nicht die Absicht, mich irgendwie in Einzelheiten, welche durch die Annahme des Mehrheits- oder Minderheitsantrages beeinflusst würden, einzulassen! Im Gegenteil, ich stehe geradezu auf dem entgegengesetzten Standpunkt und sage: Wir können uns über diese Einzelheiten gar kein richtiges Bild machen. Die ganze Frage der Gewerbegesetzgebung ist eine so neue, die Art der Lösung eine so manigfache und die Klarheit über das, was sein soll und was nicht sein soll, so wenig gegeben, dass ich aus diesem Momente meine Ansicht schöpfe. Ich will keine bestimmten Schranken und Häge aufstellen, die sich unter Umständen, wenn man auf die Materie eingeht, als schädlich für die Gesetzgebung erweisen und dann wieder weggeräumt werden müssen. Würden wir auf einem Gebiete stehen, auf welchem alle Berichterstatter der Kommission und alle, die an der Diskussion teilnehmen, mit ganz bestimmten, abgeschlossenen Ideen vor den Rat treten könnten, so wäre es sehr begreiflich, von jenem Standpunkte aus zu urteilen, dass man die Verfassungsrevision in eine ganz bestimmte Form bringe; aber ich glaube, sowohl der deutsche wie der französische Berichterstatter der Kommissionsmehrheit werden auch in ganz ähnlicher Weise, wie der Berichterstatter der Minderheit, sagen müssen: die Angelegenheit ist eine solche, die der näheren Prüfung im vollen Umfang bedarf. Darum halte ich dafür, dass wir alles zur Mitarbeit aufrufen sollen, was dazu dienen kann, das Gebiet aufzuklären, sei es auf dem Wege der Beratung einheitlicher Vorschriften in Erlass eines eidgenössischen Gesetzes, wie es Art. 34^{ter} vorsieht, sei es auf dem Wege der Beratung der Angelegenheit im Schosse der Kantone.

Was die Kommissionsminderheit im fernern beantragt, dass der Art. 31 als solcher in seiner Eigenart abgeschafft werden müsse, habe ich aus der gleichen Erwägung mitunterschrieben. Schon der Berichterstatter der Kommissionsmehrheit, Herr Dr. Bachmann, hat ganz offen gesagt: das ist ein durchlöcherter Artikel, er besteht eigentlich nur noch aus Ausnahmen. Voran steht ein Grundsatz, nackt ausgesprochen, dann kommen zahlreiche Ausnahmen und hinterdrein noch einmal der gleiche Grundsatz. Dabei ist es ganz beachtenswert, dass litt. e, wie sie in der Fassung des Art. 31 dasteht, anders lautet als wie sie in der frühern Fassung dasteht, indem dieser wiederholte Zusatz: die Handels- und Gewerbefreiheit darf nicht verletzt werden, an litt. e

angehängt wurde, während er früher selbständig am Schlusse des Artikels stand. Der Berichterstatter der Kommissionsmehrheit hat also vollständig Recht, wenn er sagt: die Repetition dieses Grundsatzes bezieht sich nur auf das spezielle Alinea e und überall sonst ist er durchbrochen. Darum sage ich: schaffen wir auch nach dieser Richtung freie Bahn. Dann wird sich zeigen — ich stimme hier mit Herrn Dr. Ming vollständig überein — inwiefern die Anwendung dieser Freiheit des Legiferierens sich als thunlich erweist und inwiefern man davon absieht. Ich möchte es nicht erleben und ich glaube, es wäre für die ganze Angelegenheit eine schlimme Sache, wenn man beginnen wollte, auf Grund der beschränkten Anträge der Mehrheit der Kommission in die Sache gesetzgeberisch einzutreten, wenn man gewissen Verlangen, die gestellt werden, die aber bei näherer Prüfung sich als unerfüllbar erweisen, Rechnung tragen wollte und dann auf einmal vor dem immer wieder ausgesprochenen Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit Halt machen müsste. Dann würde es heissen: diese Revision ist nichts wert, ist nur Schein, nicht Wirklichkeit, ist nur formell und nicht effektiv. Das möchte ich vermieden wissen.

Endlich ist nicht abzuleugnen, dass im Votum des Herrn Dr. Ming die Wahrheit enthalten ist, dass manches, was auf dem Gebiete der Gewerbe der Regelung bedarf, nicht eidgenössisch geregelt werden kann. Man hat uns schon in der Kommission gesagt: seid doch ruhig, es gibt schon jetzt eine Menge von Möglichkeiten, dass die Kantone dies oder jenes thun; es ist dies jedenfalls nötig. Wenn es aber nötig ist, warum es nicht geradezu sagen, warum nicht diese gesetzgeberischen Organe, welche die Kantone in der Schweiz von Alters her darstellen, benutzen und es dadurch nach Möglichkeit vermeiden, dass der Bund entweder in seiner Gesetzgebung zu weit geht, indem er etwas Positives und Einschneidendes ausrichten will und dass er da an manchen Orten anstösst, Dinge regelt, in Bezug auf die die Leute ausserordentlich empfindlich sind und die einen wahren Sturm des Hasses und des Widerstandes hervorrufen, oder dann auf der andern Seite, wenn er sich vor einer derartigen Situation fürchtet, wenn er denkt, er wolle das nicht riskieren, sich gleich auf das mindeste beschränkt und manches nicht thut, das er gerne gethan hätte, weil er sagt: es würde an einigen Orten gut wirken, an andern Orten aber ebenso schädigend sein. Da treten die Kantone in den Riss, aber sie müssen auf dem gleichen Boden arbeiten dürfen wie der Bund. Denn gerade wo die Kantone in den Riss treten sollen, wird es sich darum handeln, den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit nicht vollauf aufrecht zu erhalten, sondern zu beschränken. Diesen Grundsatz nicht mehr als nötig zu beschränken, das wird dadurch ermöglicht, dass man den Kantonen diese Vollmacht gibt. Wenn die Kommissionsmehrheit sagt: wir wollen die Freiheit des Handels und der Gewerbe im Art. 31 stehen lassen und dann stellen wir einen andern Artikel auf, wo wir dem Bund die Kompetenz geben, über das Gewerbewesen einheitliche Vorschriften zu erlassen, so heisst das soviel als: der Bund muss sich kolossal in Acht nehmen, bevor er mit seiner Gewerbesetzgebung den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit irgendwie beschränkt. Es erscheint mir sehr zweifelhaft und jedenfalls ganz

und gar nicht klar, ob es mit dem Art. 34^{ter} wirklich ermöglicht wird, etwas Wirksames in dieser Richtung zu thun. Die Befürchtung, dass dabei seitens der Kantone in ungeeigneter Weise vorgegangen werden könnte, teile ich vorderhand nicht. Man sagt, das öffentliche Wohl sei hier eine Schranke, welche nichts bedeute. Ja, was ist eigentlich — sagen Sie's mir! — das öffentliche Wohl? Das öffentliche Wohl ist eben das öffentliche Wohl, d. h. die Auffassung, welche die Gesamtheit davon hat, was ihr frommt. Das öffentliche Wohl ist eine Schranke der Gesetzgebung so wie so. Wenn Sie das Wort nicht gern hören, so darf daran erinnert werden, dass sich das Wort bereits in der Verfassung (Art. 31, litt. c) befindet und dort für gut genug befunden worden ist. Es gibt ja noch eine andere Einrichtung der Vernichtung der Freiheit des Einzelnen, die Expropriation, wo auch das öffentliche Wohl die Grenze bildet. Was gibt es nun Schärfere, als einem Menschen sein Eigentum gegen seinen Willen zu entziehen? Und doch hat man für diesen schärfsten Eingriff des Staates in die Rechte der Personen keine präzisere Schranke für nötig gefunden, als diejenige des öffentlichen Wohles. Das öffentliche Wohl ist also doch eine Schranke, mit der man auskommt und die der Sache am besten entspricht. Aus diesen Gründen darf sich die Kommissionsminderheit mit ihrem Antrag wohl sehen lassen.

Ich habe mich mit Absicht nicht in die Details eingelassen, denn ich gestehe Ihnen offen, dass ich über das eine oder andere noch nicht im Klaren bin. Die Frage der Berufsgenossenschaften, des Arbeiterschutzes, der Feststellung der Lohnverhältnisse u. s. w. sind für mich Dinge, von denen ich nicht glaube, dass sich viele der anwesenden Mitglieder eine ganz klare Meinung davon gemacht haben; wenigstens habe ich in Privatgesprächen diese Ueberzeugung gewinnen müssen. Aber gerade wenn man noch so wenig Sicheres weiss, soll alles aufgeboten werden, was zur Aufklärung beiträgt. Wir haben allerdings im Kanton St. Gallen und den umliegenden Kantonen eine Erscheinung gehabt, welche Sie alle mehr oder weniger kennen, — den Stickereiverband, der gerade gezeigt hat, wie es, wenn solche die Gewerbefreiheit beschränkende Bestimmungen aufgestellt werden könnten, gewisse Teile der Schweiz gibt, wo das am Platze wäre, wo man genau weiss, was man will, wo man weiss, wo der Schuh drückt und wie man dem Druck abhelfen kann, während es andere Gegenden gibt, wo dasselbe Gesetz gar keine Bedeutung hätte. Diese einzige Erfahrung, welche ja in einzelnen Fällen durchaus keine glückliche ist, ist mir umsomehr massgebend, mich auf einen andern Standpunkt zu stellen. Aus den erwähnten Gründen grundsätzlicher Natur erlaube ich mir, Ihnen den Antrag der Kommissionsminderheit zur Annahme zu empfehlen.

Vogelsanger: Der Mehrheitsantrag will den Pelz waschen, ohne ihn nass zu machen. Er statuiert das Recht zum Erlass gesetzlicher Vorschriften über das Gewerbewesen nicht vorbehaltlos, sondern nur innert der Schranken des Art. 31 der Verfassung. Dieser verunmöglicht aber einen Eingriff in die Gewerbefreiheit und erschwert damit auch eine richtige Gewerbesetzgebung. Der Art. 31 enthält allerdings

Ausnahmen von der durch ihn gewährleisteten Handels- und Gewerbefreiheit, allein diese Ausnahmen gehen nur in bestimmter Richtung; es sind Ausnahmen zu Gunsten bestimmter Regalien und staatlicher Monopole: Salzregalien, Alkoholmonopol u. dgl., Ausnahmen gesundheits- und sicherheitspolizeilicher Natur, nach der Richtung der Lebensmittelpolizei und dem Wirtschaftswesen etc. «Diese Ausnahmegesetzbestimmungen sind als solche strikte auszulegen», sagt in seinem Rechtsgutachten über die Eingabe der Buchdruckereibesitzer betreffend obligatorische Berufs-Syndikate Herr Professor Dr. Zürcher in Zürich, «sie können nicht analog ausgedehnt werden, und es ist nach allem klar, dass irgend ein Zwang, der im Interesse des Gewerbes selber und zur Einschränkung der freien Konkurrenz aufgestellt würde, unvereinbar wäre mit der Bundesverfassung.»

Nun meine ich: wenn wir revidieren wollen, dann wollen wir es recht thun; dann dürfen wir dem Bund die Hände nicht binden; wir müssen es ihm möglich machen, die im Art. 31 gezogene Grenze zu überschreiten. Der Bund soll, wenn er über das Gewerbewesen gesetzliche Vorschriften aufstellt, nicht unbedingt an das Prinzip der Gewerbefreiheit gebunden sein; er soll sie begrenzen, beschränken oder, wie die Verfassung sagt: «beeinträchtigen» können. Nur so kommen wir zu etwas Rechtem, so auch machen wir den Weg frei für obligatorische Berufsgenossenschaften.

Ein ähnliches Recht soll den Kantonen zustehen. Auch der strengste Zentralist — ich bekenne mich hier als Zentralist — muss zugeben, dass die Kantone jedenfalls auf gewissen Einzelgebieten des Gewerbewesens selbständig Aufgaben zu lösen haben. Es giebt eine ganze Menge gewerblicher Verhältnisse, die nur kantonaler, ja nur lokaler Natur sind und welche gar nicht zur Regelung gebracht werden könnten, wenn alles auf dieselbe Karte gesetzt werden müsste: auf die Hoffnung auf die Bundesgesetzgebung.

Der Bund kann naturgemäss nur ordnen, was allgemeine Verhältnisse beschlägt; er stellt Bestimmungen auf, wozu ein allgemeines Bedürfnis drängt; wo das Bedürfnis nur ein lokal empfundenes ist, wo es sich um gewerbliche Verhältnisse bloss lokaler Natur handelt, entschlägt er sich der Pflicht zum Eingreifen. Deshalb geht es nicht an, einzig auf den Bund abzustellen; es müssen, soweit der Bund es nicht thut, auch die Kantone vorgehen und über gewisse Gewerbegebiete Bestimmungen festsetzen können.

Wenn dies aber geschieht, soll es dann geschehen im Sinne der Kommissionsmehrheit oder der Minderheit? Die Mehrheit beanstandet zwar die schon bisher bestandene formelle Kompetenz nicht, aber sie hält fest an der Einschränkung, dass die kantonalen Erlasse auf jeden Fall den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit nicht beeinträchtigen dürfen. Da die Mehrheit auch für den Bund es ablehnt, einen Vorbehalt, der ihm gestattet, bei Ausführung von Art. 34 sich nicht strikte an das Prinzip der Gewerbefreiheit zu halten, in den Art. 31 aufzunehmen, ist dieser Standpunkt nicht inkonsequent, aber was man da mit der einen Hand giebt, wird mit der andern zur Hälfte wieder genommen.

Soweit, meine Herren, geht mein Respekt vor der Gewerbefreiheit nicht. Ich verkenne durchaus nicht die Errungenschaften, die wir der gewerblichen

Freiheit verdanken; aber den Auswüchsen der letztern sollen Bund wie Kantone steuern können in wirksamer Art, wo nötig durch Eingriffe in das Prinzip selbst. Es besteht keine Gefahr, dass dabei etwas wirklich Gutes zu Grunde gehe; man wird hier wie dort nur diejenige Freiheit «beeinträchtigen», die ein Schaden ist am Volkskörper; diejenige Freiheit, welche der Ausbeutung als Mittel dient, um auf Kosten der Menge wenige zu bereichern oder wo vitale öffentliche Interessen ein Abgehen vom Prinzip der Gewerbefreiheit fordern. Der Minderheitsantrag öffnet hiezu dem Bund und den Kantonen den Weg, ohne anderseits ernstlich dem Bedenken zu rufen, dass zu weit gegangen werden könnte; wo vorgeschrieben wird, dass zu einem Eingriff in die Gewerbefreiheit nur die Förderung des öffentlichen Wohles berechtige, da ist für alle, die zur Wahrung dieses öffentlichen Wohles berufen sind — und das sind nicht bloss die Mitglieder der eidg. Räte, sondern auch diejenigen der Kantonsräte — jede Befürchtung unbegründet.

Auf Grund des Antrages der Minderheit wird es möglich werden, dem gemeingefährlichen Liegenschaftswucher, welchem ein Antrag des Herrn Scherrer-Füllemann zu Leibe steigen will, Schranken zu ziehen; es gestattet derselbe, den Auswüchsen im Konsumwesen, von denen im Juni Herr Kollega Steiger, St. Gallen, gesprochen, entgegenzutreten; er ermöglicht, die monopolistischen Ringgebilde, die alle Kleinen auffressen, am Kragen zu nehmen; er ermöglicht, der masslosen Lehrlingszüchtereier in einzelnen Gewerben und ähnlichen Auswüchsen den Riegel zu stecken; er macht es auch möglich, dass, wo das Bedürfnis dazu vorhanden, die Gemeinden gewisse Betriebe selbst besorgen. Ich gestatte mir, auf letztern Punkt besonderes Gewicht zu legen und darauf aufmerksam zu machen, dass z. B., wenn der Mehrheitsantrag dahin verstanden werden muss, dass die Gewerbefreiheit nicht angetastet werden dürfe, es nicht einmal möglich wäre, Gemeinderegale für den Betrieb von Wasser- und Gasversorgungswerken und dergleichen zu schaffen oder festzuhalten — selbst dann nicht, wenn das öffentliche Interesse zweifellos einen derartigen Eingriff in die gewerbliche Freiheit, d. h. die freie Konkurrenz fordern würde.

Zum Schluss noch eine kurze Erklärung. Es hat Herr Schubiger früher einen Antrag eingereicht, der im neuen Verfassungsartikel ausdrücklich auch der obligatorischen Berufsgenossenschaften Erwähnung gethan wissen will. Ich bin persönlich durchaus ein Freund solcher Berufsgenossenschaften; sie werden nach meiner Ansicht die Basis einer demokratischen Organisation des Gewerbes und der Arbeit bilden müssen; deren richtige Gliederung und zweckmässige Kompetenzausrüstung vorausgesetzt, sind sie die Vorbedingung einer gesunden, nicht bloss bürokratischen Reform überhaupt. Trotzdem glaube ich, dass es besser ist, in der Verfassung die Berufsgenossenschaften jetzt nicht zu nennen, weil die Frage noch zu sehr der Abklärung bedarf und wir mit der Zusammenkuppelung dieses Punktes mit dem Art. 34 den Abstimmungswagen nur unnötig erschweren würden.

Der Hauptzweck der heutigen Revision ist der, das Thor zu öffnen für eine zweckentsprechende Regelung des Gewerbewesens. Ist das Thor offen, so ist auch die Kompetenz des Bundes zur Schaffung

von Berufsgenossenschaften gegeben. Es erscheint darum gar nicht nötig, heute schon zu spezialisieren, wie der Antrag Schubiger es thut; wir erschweren dadurch nur die Hauptsache, weil wir erschweren, was einfach und allen verständlich bleiben sollte: die Ermöglichung der Gewerbe reform in ihrer Totalität und in ihren einzelnen Teilen; erschweren durch Anhängsel, die noch streitig und über deren Umfang, Charakter und Konsequenzen wir selbst noch nicht genügend orientiert sind und nicht allseitig und ausreichend orientiert sein können. Ich empfehle Eintreten auf Grund des Minderheitsantrages.

Dr. Decurtins: Ich spreche mein tiefes Bedauern aus, dass die Petition der Arbeitervereine, welche am Tage in Biel sich fanden, auf Einführung der obligatorischen Berufsgenossenschaften, hier nicht eingereicht worden ist, und ich erlaube mir ein kurzes Wort zur Einleitung über die Geschichte des Begehrens auf Berufsgenossenschaften, welches von Seite der schweizerischen Arbeiterschaft erhoben worden ist.

Die Bewegung für Einführung der Berufsgenossenschaften geht nicht von dem konservativen Bruchteile unserer Arbeiterbevölkerung aus, was man annehmen könnte, wenn man die Bewegung für die Berufsgenossenschaften nur aus den Büchern und Schriften der Nationalökonomien kennt. Die Einführung der Berufsgenossenschaften ist auch nicht eine Forderung der revolutionären Sozialdemokratie, sondern sie gieng von jenen Kreisen aus, welchen die Erhaltung des Mittelstandes am Herzen liegt, von jenen Kreisen aus, welche glauben, die beste Wehr gegen die andringende revolutionäre Flut sei die Erhaltung jener Stände, welche dazwischen stehen zwischen Proletariat und Grosskapital. In der Schweiz verlangten zuerst die Arbeiter der Uhrmacherei die Einführung der Berufsgenossenschaften. Die Bewegung wurde nicht künstlich gemacht und sie ist auch nicht die Frucht theoretischer Studien, sondern der praktischen Erfahrung. Die soziale Lage der Handwerker und Kleingewerbetreibenden, ich möchte sagen, gerade derjenigen Handwerker, welche man auch im weitern Sinne Künstler nennen kann, der intelligentesten, tüchtigsten sozialunabhängigsten Arbeiter — die Erfahrungen dieser Arbeiter veranlassten sie, einer Organisation zu rufen, welche dem Handwerkerstande und Kleingewerbe Schutz gegen die rücksichtslose Konkurrenz der Grossindustrie böte. Es war Hr. Ständerat Cornaz, welcher, als er sah, dass diese Bewegung die Arbeiter des Kantons Neuenburg ergriffen hatte, zum Wortführer derselben wurde. Er beantragte im Ständerate die Einführung der Berufsgenossenschaften und er hat diese Anschauung in Olten vertreten. In Olten stund noch die Mehrheit der schweizerischen Handwerker und Kleingewerbetreibenden, soweit sie im Arbeiterbund vertreten waren, diesem Verlangen der Uhrmacher sehr kühl gegenüber. Zwei Ursachen waren es, welche sie diese Reserve einnehmen liessen. Erstens der theoretische Satz der revolutionären Demokratie, welche in diesen Kreisen ja vielfach Verbreitung gefunden hat, dass das Handwerk so wie so dem Untergange geweiht und dass es ein nutzloses Bemühen sei, das Kleingewerbe zu erhalten. Ja es

wurde offen gesagt, es sei gut, wenn diese Mittelgebilde verschwinden, damit nur die zwei Heere einander gegenüberstehen: Hier Proletariat, hier Grosskapital!

Aber es zeigte sich nach drei Jahren bei der Versammlung in Biel, dass in die weitesten Kreise der schweizerischen Handwerker und Kleingewerbetreibenden die Einsicht gekommen war, es sei ein Kampf um die Existenz noch möglich und es solle dieser Kampf geführt werden. Als in Biel die gleichen Anträge, wie in Olten, gestellt wurden, da entschieden viele der Männer des Handwerkes und des Gewerbes dahin, man solle an die Bundesversammlung gelangen und sie ersuchen, auf dem Wege des Gesetzes eine Reorganisation des Handwerks möglich zu machen.

Merkwürdigerweise sprachen am Arbeitertage in Biel die Vertreter aller Vereine, welche zusammen etwa 120,000 schweizerische Arbeiter vertreten, sich einstimmig dahin aus, es möchte eine Petition auf Einführung der obligatorischen Berufsgenossenschaften bei Gelegenheit der Ausarbeitung des Gewerbesgesetzes an die Bundesbehörden eingereicht werden. Und kein Antrag wurde so einstimmig und mit der Begeisterung angenommen wie der, diese Petition an Ihre Behörde zu richten. Nicht dass die Redner nur dafür gesprochen hätten und dass unter dem Eindruck der Reden abgestimmt worden wäre. Nein, es wurden die verschiedenen Gesichtspunkte erörtert und darauf aufmerksam gemacht, dass die Berufsgenossenschaften absolut nicht alles erfüllen können, was die Kleinhandwerker und Kleingewerbetreibenden erwarten. Es war der Redner, der heute zu Ihnen spricht, der darauf aufmerksam machte, dass die Einführung eines überall gültigen Minimallohnes auch bei der Bildung von Berufsgenossenschaften nicht erreicht werde, dass im Gegenteil der Weltmarkt die Lohnansätze feststelle. Hr. Seidel hat auf verschiedene Bedenken aufmerksam gemacht; noch andere haben die Schattenseiten der Berufsgenossenschaften hervorgehoben und so wurde erst nach reiflicher allseitiger Ueberlegung von den Vertretern der Arbeiterschaft diese Petition beschlossen. Im Rate des Arbeiterbundes wurden dann mehrere Herren mit der Ausarbeitung der Petition beauftragt und es sollte dieselbe hier sein. Leider fehlt sie heute auf unserem Tische. Aber seien Sie versichert, dass sie in der nächsten Session eingebracht sein und ausgeteilt werden wird, und ich führe das Ausbleiben derselben auf folgenden Grund zurück: Verschiedene statistische Erhebungen waren nötig und es musste ein möglichst reiches, thatsächliches Material zusammengestellt werden; ich glaube, es hängt mit der Verzögerung dieser Erhebungen zusammen, dass die Petition noch nicht da ist. Aber das glaube ich gleich im Eingang meines Votums betonen zu dürfen, dass die Arbeiter, sowohl in Olten wie in Biel, sich einstimmig dahin aussprachen, dass nur auf dem Boden der Berufsgenossenschaften eine richtige Ordnung des Gewerbeswesens möglich sei. Ich erinnere Sie daran, dass spätere Versammlungen in grössern Städten, wie in Basel, Zürich und Luzern, wo die Sache allseitig diskutiert wurde, sich vielfach für die Einführung der obligatorischen Berufsgenossenschaften aussprachen.

Der verehrte deutsche Berichterstatter der Majorität hat hervorgehoben, welche wohlthätigen und

segensreichen Folgen die Gewerbefreiheit gerade für unser Land gehabt habe. Ich will dies gar nicht leugnen, nur erlaube ich mir, Sie daran zu erinnern, dass die Gewerbefreiheit in unser Grundgesetz niedergelegt wurde zu einer Zeit, wo sie ihre Blüteperiode bereits hinter sich hatte, wo sie von der Wissenschaft nicht mehr als der Talisman, der die soziale Frage löse, anerkannt wurde. Die Gewerbefreiheit wurde zu einer Zeit in die Verfassung hineingeschrieben, wo man in der Wissenschaft nicht mehr jene Illusionen teilte, wie sie Bastiat in den « Harmonies » ausgesprochen und sie wurde bei uns auch nie ganz ausgeführt. Ich erinnere an die Hebammen- und Aerzteordnungen, an die Kaminfegeordnungen u. s. w. Diese blieben bestehen, wenn sie auch der Gewerbefreiheit widersprachen. Ja, was die Eidgenossenschaft selber betrifft, so geht sie betreffend die Prüfung der Aerzte und Apotheker über die absolute Gewerbefreiheit hinaus. Ist ja die Gewerbefreiheit das Produkt einer bestimmten Entwicklung und nicht etwas Absolutes. Zu allen Zeiten wechseln Autorität und Freiheit. Auch die Autorität hat grossartiges geleistet; ich erinnere Sie an die Zünfte des Mittelalters, wo der Staat in eine Anzahl von selbständigen Organisationen auseinanderging. Das Mittelalter hat für seine Zeit die grosse Aufgabe, die Arbeit zu organisieren, gelöst und vorzüglich gelöst, so dass Produktion und Konsumation in richtigem Verhältnis standen. Auch für die Zünfte kam die Zeit des Verfalles, wie für alles Menschliche; man hoffte, die absolute Freiheit werde allen Uebelständen abhelfen.

Die Aufhebung des Zunftzwanges wurde seiner Zeit in Paris unter Turgot mit Freudenfesten gefeiert. Aber es zeigte sich, dass vieles, was eine Schranke war, auch als Wehr diente. Wenn man sagte: Gut, ihr könnt alle nach einem Ziele hinstürmen, zeigte es sich, dass die einen vierspännig dahinfuhren, während die andern, mit den Ketten des Elendes belastet, einfach zu Boden sanken, dass die Hunderttausende, die ins Proletariat hinuntersanken, den Boden bildeten, auf dem die wenigen sich zu glänzenden Stellungen aufschwangen. Geben wir uns keinen Illusionen hin!

In keiner Zeit, ausgenommen die Zeit der antiken Kultur, sind der unabhängigen Existenzen so viele weggerissen und ins Proletariat hinuntergedrückt worden wie gerade in der Gegenwart. Die Maschine ist etwas Gutes; aber sie kann Segen und Fluch sein. Sie ist wie ein Pferd; richtig geleitet von kräftiger Hand, trägt es den Reiter dahin; wenn aber der Reiter dahinstürmen kann, wie er will, so stürzt er durch die Masse und zahllos sind diejenigen, die er zu Boden stampft. Deshalb haben die Arbeiter das Bedürfnis gefühlt, sich zu organisieren im Kampfe gegen die Kapitalmacht. Erinnern Sie sich der Trades Unions in England, an unsere schweizerischen Arbeitervereine, welche mehr oder weniger, der Natur unseres Landes entsprechend, einen politischen Charakter haben. Der Staat hat sich bis jetzt um diese Arbeiterorganisationen gar nicht bekümmert, während er die Schöpfungen des Kapitals, z. B. die anonymen Aktiengesellschaften, bis ins kleinste Detail gesetzlich geregelt und alles mögliche gethan hat, um diese Gesellschaften in ihren Rechten zu schützen. Wir haben es ja erlebt, dass die Eisenbahngesellschaften

in einzelnen Kantonen Steuerfreiheit genossen. Aber um die Organisation der Arbeiter zu regeln, dafür geschieht nichts. Ein hervorragender österreichischer Jurist hat mit Recht gesagt, unser modernes Privatrecht trage überall den Charakter des Sachenrechts, es habe die einseitige Tendenz, das Eigentum zu schützen; nach dem Menschen und seiner Arbeit habe es sehr wenig gefragt.

Der verehrte deutsche Berichterstatter der Mehrheit der Kommission hat einige Bemerkungen gemacht, auf welche ich etwas näher eintreten muss. Er sagte: Wenn Sie auch Berufsgenossenschaften einführen, wenn diese allerlei wohlthätige Verordnungen erlassen, wohlthätige Einrichtungen treffen, wenn sie auch den Mitgliedern dieses und jenes vorschreiben, so werden sich immer Mitglieder finden, welche diese Verordnungen, diese Beschlüsse umgehen. Ja, das kann man von jedem Gesetze sagen. Alle Gesetze, welche Sie hier schaffen, werden umgangen, und man wird immer Mittel und Wege finden, das eine oder andere Mal über das Gesetz sich hinweg zu setzen. Der Italiener sagt ja: Fata la legge, trovato l'inganno.

Dieser Vorwurf ist, glaube ich, nicht so stichhaltig, dass man die obligatorischen Berufsgenossenschaften deshalb nicht einführen sollte.

Es hat dann Hr. Dr. Bachmann auseinandergesetzt, es seien gerade die mittelmässigen und zurückgebliebenen Arbeiter, welche bei den Berufsgenossenschaften schlecht wegkommen; es werden nur die bessern, die geschulten Arbeiter ihr Interesse finden. Er hat die Typographia als Beispiel angeführt. Verzeihe mir Hr. Dr. Bachmann, aber ich glaube, er hätte kein unglücklicheres Beispiel auführen können. Gerade das Beispiel, die Typographia, beweist, was eine geschlossene Gesellschaft für den mittelmässigen, sogar für den schlechten Arbeiter leisten kann. Durch ihren Korpsgeist, durch ihre Disziplin ist es der Typographia möglich geworden, auch dem schlechter geschulten und minder bezahlten Arbeiter einen bestimmten Wochen- oder Stücklohn zu sichern. Nomina sunt odiosa, sonst könnte ich Ihnen mehrere Namen von grossen Arbeitgebern nennen, welche kein Mitglied der Typographia in ihr Haus aufnehmen, so sehr fürchten sie eine gute und geschlossene Organisation der Arbeit. Was die Typographia auf beschränktem Gebiet erreicht hat, ist eben das, was die Arbeiter durch die Berufsgenossenschaften auf weitester Basis erreichen wollen. Wir wissen, dass einem gutgeschulten Arbeiter, der sein Handwerk durch tüchtige Lehre so recht sich angeeignet hat, die Berufsgenossenschaft verhältnismässig weniger bringt; aber dem mittelmässigen und schwächer bezahlten Arbeiter, dem, der in der Ausbildung seines Handwerks zurückgeblieben ist, sichert die Berufsgenossenschaft eine menschenwürdige Stellung und eine gerechte Lohnung.

Man hat auch den Vorwurf erhoben, die Berufsgenossenschaften werden zu geschlossenen Gesellschaften werden. Ich glaube das nicht, und der Staat hat Mittel genug, dem vorzubeugen. Das österreichische Gewerbegesetz, das man als ein Mustergesetz bezeichnen kann, hat dafür gesorgt, dass jeder, der sein Handwerk richtig erlernt und einen Fähigkeitsausweis erlangt hat, dasselbe betreiben kann. Es wurde ferner gesagt: Wie kann man das Handwerk von der Grossindustrie trennen, wie wollen wir den Begriff des Handwerkes feststellen,

welche Handwerker sollen zur Mitgliedschaft der Berufsgenossenschaften angehalten werden? In der zweiten Frage liegt schon die Richtigstellung der ersten. Den Begriff Handwerk können wir nicht juristisch genau fixieren und in einer allgemeinen Formel sagen, wer unter den Begriff fällt. Nein, die Handwerke müssen speziell und besonders angeführt werden, wie in den Ausführungsbestimmungen zum österreichischen Gewerbegesetz. Es genügt, wenn man die grossen historischen Berufsklassen dem Gesetze unterstellt.

Dann käme allerdings die Frage: Wie weit wollen wir gehen der Fabrik gegenüber, und hier möchte ich Sie daran erinnern, dass das österreichische Gesetz folgende vortreffliche Bestimmung getroffen hat: «Der Inhaber eines Handelsgewerbes im engeren Sinne darf die handwerksmässige Herstellung oder Verarbeitung von Gewerbezeugnissen nur dann betreiben, wenn er den Vorschriften des § 14 bezüglich der handwerksmässigen Gewerbe entsprochen hat.» § 14 bestimmt: «Zum Antritte von handwerksmässigen Gewerben ist unter Beobachtung der Vorschriften der §§ 11, 12, 13 überdies der Nachweis der Befähigung erforderlich.» Die Wirkungen gerade dieses Gesetzes waren sehr gute und haben in der Konfektionsbranche der Ausbeutung der Lehrlinge, vorzüglich des Frauenpersonals Schranken gezogen. Allerdings haben die Konfektionsinhaber alles mögliche gethan, damit das Gesetz nicht ausgeführt werde. Aber den energischen Ausführungsorganen ist es gelungen, es zu erreichen, dass auch in den Konfektionswerkstätten derjenige, der dem Geschäft vorsteht und der Lehrlinge annimmt, sich darüber ausweisen muss, dass er das Handwerk kennt. Es ist ein Hohn auf eine richtige Regelung des Lehrlingswesens, wenn wir erlauben, dass Männer und Frauen einem Handwerk vorstehen, von dem sie keine Ahnung haben. Wer einer Werkstätte vorsteht, von dem dürfen wir verlangen, dass er sich als des Handwerkes kundig und als des Handwerkes Meister ausweisen soll.

Das österreichische Gesetz, wurde behauptet, hätte nicht alle Hoffnungen erfüllt, welche man auf dasselbe setzte. Ueber das österreichische Gesetz spricht man sich sehr verschieden aus. Vor uns liegt das Ergebnis der Enquête, für welche Arbeiter aus ganz verschiedenen Provinzen, Arbeiter ganz verschiedener Parteien, die Sozialdemokraten, die christlichsozialen, die liberalen Arbeiter einvernommen wurden und ich glaube betonen zu dürfen, dass diese parlamentarische Enquête ergeben hat, dass die österreichischen Arbeiter die obligatorischen Berufsgenossenschaften beibehalten und dass sie dieselben ausbilden wollen.

Aus allen Provinzen haben wir die Stimme gehört, dass die obligatorischen Berufsgenossenschaften viel zur Erhaltung und Hebung des Handwerkes beigetragen haben. Was gewünscht wird, ist eine Mehrung der obligatorischen Berufsgenossenschaften in ihren Rechten, nicht nur in ihren Pflichten. Wenn die Arbeiter in Oesterreich klagen, so klagen sie darüber, dass das Gewerbegesetz einseitig, bürokratisch ausgeführt werde. Machen wir eine bessere Organisation der Berufsgenossenschaft und beschränken wir die Thätigkeit der Bureaukratie, welche überall mit der gleichen starren harten Hand; mit dem gleichen Ellstock eingreift, auf ein Minimum. Lassen Sie die obligatorischen Berufsgenossenschaften orga-

nisch hervorwachsen und sorgen Sie dafür, dass die Arbeiter, deren Interessen Sie verteidigen wollen, selber im Gewerbegesetz mitinteressiert seien, denn am besten ist es, wenn die interessierten Kreise die Ausführung des Gesetzes besorgen.

Wenn Sie ein Gewerbegesetz von hier aus diktiert, so gleicht es einem dünnen Baum, während, wenn Sie in demselben eine lebendige Organisation der Arbeit geben, es zu einem grünen Baum wird, unter dessen Schatten das Handwerk und Kleingewerbe Schutz finden.

Solch ein kräftiger Baum sollte unsere Gewerbegesetzgebung sein, aber dann muss auch eine richtige Grundlage gelegt werden und diese Grundlage ist die obligatorische Berufsgenossenschaft.

Cramer-Frey: Ich spreche mich für den Antrag der Kommissionsmehrheit, d. h. für den Beschluss des Ständerates aus, weil ich darin die glücklichste Lösung finde, welche unter den gegenwärtigen Verhältnissen überhaupt gedacht werden kann. Der Beschluss des Ständerates lässt uns für die künftige Gewerbegesetzgebung die nötige Bewegungsfreiheit, im Gegensatz zu den Vorschlägen der Kommissionsminderheit, welche uns in der litt. e des Art. 31 nichts anderes als völlige Abschaffung der Gewerbefreiheit, d. h. Ausmerzung desjenigen Passus in Art. 31, welcher an der Spitze desselben steht, bietet. Ich frage mich — und ich erlaube mir gerade, auch an Herrn Ming diese Frage zu richten — warum die Minderheit der Kommission nicht konsequenterweise dazu gekommen ist, uns auch zu beantragen, den Eingang des Art. 31, soweit er auf die Freiheit des Gewerbes Bezug hat, auszumerzen. Warum hat sie das nicht gethan? Ich denke, es geschah deshalb nicht, weil sie dachte, das Schweizervolk möchte es sich noch zweimal überlegen, bevor es den mit goldenen Buchstaben in unsere Bundesverfassung eingeschriebenen Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit vollständig aus der Welt schafft. Ich will mich nicht über den Zusatz, welchen die Kommissionsminderheit mit Bezug auf die Verfügungen der Kantone in litt. f einschieben will, aufhalten, aber das muss ich sagen: soll das öffentliche Wohl, sollen diese zwei Worte wirklich das Kriterium für die künftige Gesetzgebung bilden, sollen sie die Grenze bilden, bei welcher der Gesetzgeber stehen bleiben kann oder stehen bleiben soll, wenn er in die Freiheit des Gewerbes eingreifen will? Ich glaube nein. Heute können wir glauben, der und der Beschluss werde im Interesse der Allgemeinheit gefasst und bei unserer kurzlebigen Zeit und bei der gegenwärtigen Wirtschaftsbewegung können wir uns bereits nach zwei Jahren sagen: dieser Grundsatz des öffentlichen Wohles, das wir bei der Beschlussfassung über den neuen Artikel, der ins Grundgesetz aufgenommen werden soll, vorangestellt haben, ist heute etwas anderes, d. h. was man heute als öffentliches Wohl betrachtet, läuft dem, was wir vor zwei Jahren als solches angesehen haben, schnurstraks entgegen. Die Anträge der Kommissionsminderheit beweisen ganz deutlich, wie unvollkommen jeder Versuch sein muss, den Art. 31 den gegenwärtigen Bedürfnissen des Gesetzgebers, d. h. den gegenwärtigen Bedürfnissen einer Zeit, in welcher eine grosse wirtschaftliche Bewegung im Flusse ist,

anzupassen. Ich erlaube mir also, diesen Artikel einstweilen auf der Seite zu lassen.

Meines Erachtens genügt der Art. 34 vollkommen für die zunächstliegenden, absehbaren Bedürfnisse des Gesetzgebers. Aber warum will die Kommissionsminderheit etwas anderes? Sie hat es deutlich gesagt. Sie will in der Bundesverfassung die Kompetenz des Bundes für die obligatorischen Berufsgenossenschaften niederlegen. Das ist ein Hauptpostulat unserer Gewerbetreibenden und auch einer der Glaubenssätze unserer Sozialdemokratie. Es ist gesagt worden, dass die Gewerbetreibenden zur Stunde nicht wissen, wie diese obligatorischen Berufsgenossenschaften aussehen sollen. Allerdings hat man die deutsche und die österreichische diesbezügliche Gewerbegesetzgebung zitiert. Herr Decurtins findet diese österreichische Gewerbegesetzgebung ausgezeichnet. Er sagt, sie habe ihren Zweck erreicht. Andere Kreise von Gewerbetreibenden wissen aber alles mögliche daran auszusetzen und der beste Beweis, dass sie eben denjenigen Zweck nicht erreicht hat, den die Initianten seiner Zeit in Aussicht genommen hatten, ist der, dass nach 10 Jahren eine neue Enquête, welche weitergehende Ziele verfolgt, veranstaltet wurde. Aber wenn im allgemeinen die Gewerbetreibenden, ich will auch gleich sagen, der schweizerische Gewerbeverein, der in vielen Versammlungen über diese Frage diskutierte und Resolutionen fasste, nicht wissen, wie diese obligatorischen Berufsgenossenschaften aussehen sollen, so haben wir wenigstens eine Vorlage, welche uns ziemlich genau sagt, was man will. Es ist das ins Detail ausgearbeitete Projekt der schweizerischen Buchdrucker. Ich glaube, dieses Projekt und die Organisation, welche dasselbe uns im Detail bringt, dürften für das, was die übrigen gewerbetreibenden Berufszweige uns künftig etwa bieten wollen, typisch sein. Welches sind die Kardinalpunkte dieser Organisation der Buchdrucker?

Ich finde sie in erster Linie in der Forderung des Befähigungsnachweises und in zweiter Linie in der Zweiteilung, welche jenes Projekt vorsieht, nämlich in der Zweiteilung, nach welcher eine Organisation für die Patrone und eine Organisation für die Gehülfen, für die Arbeitnehmer geschaffen werden soll.

Was bedeutet einmal dieser Befähigungsnachweis? Er bedeutet ein Monopol zu Gunsten der Interessen einzelner Berufsklassen. Man will die Konkurrenz zurückdrängen, man will die schwächeren Elemente aus dem Beruf ausschliessen, man will höhere Preise für seine Erzeugnisse erzielen, man bekümmert sich nicht darum, dass die Konsumenten die Zeche zu bezahlen haben. Dieser Befähigungsnachweis, den wir in den obligatorischen Berufsgenossenschaften finden, ist das Pendant zu den Schutzzöllen. Wir sind dem schweizerischen Gewerbe mit Bezug auf die Schutzzölle ziemlich weit entgegengekommen, d. h. soweit als wir überhaupt mit unseren Verhältnissen verträglich gefunden haben, aber diese Schutzzölle sind lange nicht so hoch, dass nicht etwa die fremde Konkurrenz noch gleichartige Produkte über unsere Grenzen einführen könnte. Nun sage ich: wenn der Befähigungsnachweis auch die Folge hat, dass der Stimulus für Neuerfindung, für Verbesserung der Produktionsmethode herabgemindert wird, so wird auch die auswärtige Konkurrenz auf unserem Boden viel

leichtern Spielraum haben, als dies jetzt der Fall ist. Viele Gewerbe werden erdrückt werden, viele werden verschwinden und nun frage ich: wollen sich unsere Gewerbetreibenden wirklich diese Zwangsjacke anlegen, bloss um sich einige inländische Pfuscher vom Leibe zu halten?

Wir müssen aber auch noch an die weitern Folgen denken. Nicht nur eine Reihe von gewerblichen Berufszweigen wird diese Organisation und diesen Schutz wollen, sondern es wird sich auch der Handel mit der gleichen Forderung einstellen. In Oesterreich ist es der Handel und speziell der Kleinhandel, welcher jetzt mit dem Begehren auftritt, dass in demselben verschiedene Klassen gebildet werden, sodass derjenige, welcher Schuhe verkauft, keine Strümpfe verkaufen soll u. s. w. Und mit dem ganz gleichen Recht erhebt jetzt auch die Grossindustrie in Oesterreich dieselben Ansprüche. Es existieren dort seit längerer Zeit Verbände der grossen Eisenproduzenten. Diese Kartelle beruhen auf freiwilligen Vereinigungen und haben zum Zwecke, im Inlande die Preise hoch zu halten und nach dem Auslande viel billiger zu verkaufen. Glücklicherweise, im Interesse des Landes, gehen derartige, auf freiwilliger Vereinigung beruhende Kartelle ab und zu in die Brüche. Nun frage ich mich: soll der Staat, wie das neuerdings von den österreichischen Eisenindustriellen beabsichtigt wird, was auch bei uns eintreten würde, derartigen, Unternehmungen einen Schutz angedeihen lassen? Ich glaube nein.

Aber das ist noch lange nicht alles. Nach dem Projekt des Syndikats der Buchdrucker soll, wie ich schon gesagt habe, eine Zweiteilung in Aussicht genommen werden. Es soll ein Verband der Arbeitgeber und ein Verband der Arbeitnehmer gebildet werden. Was bedeutet das? Das bedeutet den Krieg der Gewerkschaft gegen die Patrone einerseits und einen Feldzug der Patrone gegen die Gehülfen andererseits, welche letztere mittelst der Meisterprüfung verhindert werden sollen, sich zu emanzipieren und selbständig zu werden. Wenn man sich fragt, wie kommt es, dass dennoch die Buchdrucker-Patrone und -Gehülfen sich auf einem gemeinsamen Boden zusammengefunden haben, so kann ich mir nichts anderes denken, als das, dass jede Partei eben glaubt, sie werde dann das Messer, die Macht in die Hände bekommen.

Am letzten schweizerischen Arbeitertag, der im November in Zürich stattgefunden hat, hat Herr Prof. Beck von Freiburg in einem mit grossem allgemeinem Beifall aufgenommenen Referat über die unentgeltliche Krankenpflege zum Schlusse folgendes gesagt: «Die drei grossen Postulate, welche der schweizerische Arbeiterbund an den bisherigen Arbeitertagen in Sachen der inländischen Sozialreform auf sein Banner geschrieben hat, stehen unter sich in engem Zusammenhang. Die Revision des Fabrikgesetzes im Sinne der Verkürzung der Arbeitszeit verlangen wir im Interesse der geistigen Hebung und Entlastung der Arbeiterschaft; die unentgeltliche Krankenpflege muss unserem Volke die leibliche Gesundheit und Kraft sichern, die obligatorische Berufsgenossenschaft endlich ist das Mittel, um den Ring des ehernen Lohngesetzes zu sprengen.»

So hat ein hervorragender Vertreter der katholischen Sozialreformer gesprochen und ich erlaube mir, das dem Herrn Decurtins ins Gedächtnis zurückzurufen. Aber Herr Prof. Beck hat noch etwas

vergessen. Er hat vergessen, dass noch ein anderes, ein viertes wichtiges Postulat, das bereits durch die Initiative, mit der wir uns ja nächstens zu befassen haben werden, eine konkrete Gestalt angenommen hat, auf der Tagesordnung ist. Ich spreche vom Postulat betreffend das Recht auf Arbeit. Ich bewundere den idealen Schwung, der bei vielen Führern der sozialdemokratischen Partei zu treffen ist, aber dennoch sage ich mir immer wieder: es thut sehr not, sich die positiven Vorschläge dieser Herren genau bei Lichte zu besehen und namentlich in der Richtung zu besehen, ob es möglich sei, sie auch praktisch durchzuführen. Mit dem ersten Postulat will man die schwächeren Arbeitskräfte vom Wettbewerb in diesem oder jenem Berufe ausschliessen und mit dem andern Postulate überbindet man dem Staate die Pflicht, für die Arbeitslosen, für diese Ausgeschlossenen zu sorgen. Ich frage Sie: ist das nicht ein grosser Widerspruch?

Damit glaube ich schliessen zu dürfen. Ich schliesse damit, dass ich sage: die obligatorischen Berufsgenossenschaften bedeuten nicht viel anderes als Schutz der Interessen einzelner Berufszweige gegenüber den Interessen der Gesamtheit. Es scheint mir — ich muss das noch beifügen —, sowohl der Arbeiterschaft als den Gewerben könne auf andere Weise wirksamer geholfen werden. Der Art. 34^{ter}, wie er von der Mehrheit der Kommission vorgeschlagen wird, gibt der Bundesgesetzgebung den notwendigen Raum, um mit Bezug auf den Arbeiterschutz, das Lehrlingswesen u. s. w. zu legiferieren. Was die Interessen der Handwerker und Kleingewerbetreibenden anbetrifft, so ist es notwendig, sie darauf aufmerksam zu machen, dass sie in erster Linie bei sich selbst anfangen sollen, dass sie darauf sehen sollten, ihre technische Bildung weiter zu fördern, dass sie aber auch mehr das Gefühl bei sich stärken sollten, dass sie gerade wie die Grossindustriellen Wert darauf legen, gegenüber den Kunden bei Ausführung der Bestellungen genau und pünktlich zu sein. Sie sollten sich erinnern, dass gerade in dieser Beziehung im ganzen Schweizerland herum gegenüber dem inländischen Gewerbe Klagen erhoben werden und dass deshalb manche das ausländische Gewerbe vorziehen. Aber neben dieser Selbstzucht, neben dieser Aufgabe, welche dem Einzelnen obliegt, gibt es ja auch noch Aufgaben, welche freiwilligen Vereinen zukommen. Und neben den freiwilligen Vereinen ist auch der Staat bereits in weitgehender Weise mit seiner Unterstützung eingetreten. Will der Staat noch weiter gehen, so gibt ihm dazu der Art. 34^{ter}, welcher in die Bundesverfassung eingefügt werden soll, nach allen Richtungen die ausreichenden Kompetenzen. Ich empfehle Ihnen ebenfalls Eintreten auf den Antrag Ihrer Kommissionsmehrheit.

Schubiger: Hr. Vogelsanger hat in seinem Votum meinen Antrag berührt. Dies veranlasst mich, schon bei der Eintretensfrage die Erklärung abzugeben, dass ich den Antrag, den ich im März eingereicht habe, zurückziehe, in der Meinung, dass ich im Antrag der Kommissionsminderheit einen genügenden Ersatz für denselben erblicke und Ihnen also Eintreten auf die Vorschläge der Minderheit empfehle. Gestatten Sie mir, diese Erklärung mit einigen Bemerkungen zu begleiten. Mein Antrag

lautete: «Der Bund ist befugt, gesetzgeberische Vorschriften aufzustellen über die Ausdehnung des Arbeiterschutzes auf die nicht fabrikmässigen Gewerbebetriebe, ferner über Berufsgenossenschaften, Gewerbeberichte, das Lehrlingswesen und den Arbeitsvertrag.» Der Zweck meines Antrages war also der, die Materie der künftigen Gewerbegesetzgebung einigermaßen zu präzisieren. Ich ging nämlich von dem Gedanken aus, dass die Worte «Gewerbewesen» und «Gewerbegesetzgebung» eine sehr verschiedene Auslegung zulassen. Was versteht man unter Gewerbe? Im engern Sinne das Handwerk und die Kleinindustrie, im weitesten Sinne jede auf Erwerb gerichtete Berufsthätigkeit. Ich denke, dass die künftige Gewerbegesetzgebung weder nach dem engern noch nach dem weitern Sinne geschaffen werde, sondern dass die Grenze wohl zwischen diesen beiden Extremen liegt. Nun suchte ich einige Hauptpostulate, die bisher auf diesem Gebiete aufgestellt worden sind, als Gegenstand der Gesetzgebung zu bezeichnen und namentlich auch ausdrücklich die Berufsgenossenschaften anzuführen. In zweiter Linie sagte ich mir, dass die Artikel 31 und 34^{ter}, zusammengehalten, zu vieldeutigen Auslegungen Veranlassung geben können. Artikel 31 sagt: «Die Freiheit des Handels und der Gewerbe ist im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft gewährleistet.» Der neu vorgeschlagene Art. 34^{ter} lautet: «Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens einheitliche Vorschriften aufzustellen.» Diese beiden Bestimmungen lassen, zusammengehalten, ganz wohl die Interpretation zu, dass durch die vorgeschlagene Verfassungsrevision einfach eine vermehrte Kompetenz des Bundes geschaffen werden soll, über das Gewerbewesen zu legiferieren, ohne den im Art. 31 ausgesprochenen Grundsatz der Gewerbefreiheit zu verletzen. Mein Antrag zielte dahin, diesem Zweifel ein Ende zu machen. Nun ist aber seitdem vom Bundesrat eine neue Vorlage eingegangen, welche mit dem Antrag der Kommissionsminderheit, wenigstens in Bezug auf den ersten Punkt, identisch ist. Auf dieses Moment muss ich meinerseits um so mehr Gewicht legen, als gerade dieser Antrag des Bundesrates mich veranlasste, meinen im März eingereichten Vorschlag zurückzuziehen. Der Antrag des Bundesrates, welcher uns allerdings nicht gedruckt ausgeteilt wurde, sondern einfach an die Kommission ging, lautete dahin, dem Art. 31 als lit. e beizufügen: «Vorbehalten sind: auf Grund von Art. 34^{ter} erlassene Vorschriften über das Gewerbewesen.» Das ist also ganz dasselbe, was die Kommissionsminderheit vorschlägt. Ein nicht mehr im Amt stehendes Mitglied der nationalrätlichen Kommission hatte die Güte, mir das Begleitschreiben des Bundesrates zu seinem Antrag an die nationalrätliche Kommission mitzuteilen, und ich erachte es als durchaus angezeigt, dass von diesem Begleitschreiben nicht nur der Versammlung Kenntnis gegeben werde, sondern dass dasselbe auch Aufnahme in das stenographische Bulletin finde, denn ich erblicke darin eine durchaus zutreffende Rechtfertigung des Antrages der Kommissionsminderheit. Dieses Schreiben lautet:

«Hochgeehrte Herren!

«Es haben sich bei Behandlung unserer Vorlage vom 25. November 1892, betreffend die Einführung des Rechtes der Gesetzgebung über das Gewerbewesen, Zweifel erhoben, ob nicht der neue

Art. 34ter mit dem ersten Satz von Art. 31 der Bundesverfassung kollidiere, und ob dieser nicht speziell die allfällige Einführung obligatorischer Berufsgenossenschaften hindern würde. Man kann in der That die Ansicht vertreten, dass der vorgeschlagene Art. 34ter, neben Art. 31 gestellt, und zwar unter Beibehaltung des Eingangssatzes und des Schlusssatzes (von lit. e) dieses letztern, zufolge seiner allgemeinen Fassung den Bund zu gesetzgeberischen Erlassen nicht berechtige, die den Grundsatz der Gewerbefreiheit beeinträchtigen, und dass, um die Ausnahme konstitutionell möglich zu machen, sie als solche kenntlich gemacht und in der Verfassung ausdrücklich genannt werden müsse.

Die Möglichkeit, die verfassungsmässige Gewerbefreiheit einzuschränken, muss nun der künftigen Gewerbegesetzgebung des Bundes durchaus gewahrt werden, wenn auch zur Stunde nicht zu bestimmen ist, in welchem Masse jenes der Fall sein dürfte. Es ist deshalb angezeigt, keine Unklarheit bestehen zu lassen und die Revision der Verfassung so zu gestalten, dass die Gesetzgebung freien Spielraum hat. Da wir nun die Einführung obligatorischer Berufsgenossenschaften, um die es sich besonders handelt, nicht ausdrücklich vorsehen möchten, so bleibt, um jenen Zweck zu erreichen, nichts anderes übrig, als in Art. 31 der Bundesverfassung die eidgenössische Gewerbegesetzgebung vorzubehalten. Wir schlagen Ihnen deshalb vor . . . etc.»

Der Bundesrat konstatiert also seinerseits, dass wirklich, wenn in Art. 31 kein Vorbehalt gemacht wird, Zweifel darüber entstehen könnten, ob eine wirksame Gewerbegesetzgebung möglich sei. In dieser Auffassung, dass Zweifel möglich wären, bestärkt mich besonders auch eine Aeusserung des Referenten der ständerätlichen Kommissionmehrheit, des Hrn. Dr. Stössel, welcher in seinem Referate ausdrücklich sagte, dass für den Fall, dass man irgendwie die Einführung der obligatorischen Berufsgenossenschaften plane, vorher der Art. 31 der Bundesverfassung abzuändern wäre. Das sei, wird in diesem Referat gesagt, selbstverständlich. Was heisst das? Hr. Stössel sagte, das Obligatorium der Berufsgenossenschaften würde eine Einschränkung der Gewerbefreiheit bedeuten und deshalb müsste, wenn man dieses Obligatorium einführen wollte, der Art. 31 zuerst abgeändert werden. Diese zwei That-sachen wollte ich hier erwähnen: den Brief des Bundesrates und die Auffassung des Sprechers der ständerätlichen Kommissionmehrheit, deren Antrag unsere Kommissionmehrheit zum ihrigen machte, um darzuthun, dass, wenn wir den Zusatz, den die Minderheit beantragt, nicht aufnehmen, Zweifel darüber bestehen können, ob überhaupt irgend eine Beschränkung der Gewerbefreiheit möglich sei. Ich glaube doch, dass die grosse Mehrheit dieses Rates damit einverstanden ist, dass, wenn die Bundesverfassung revidiert wird, wir das Thor für diejenigen Einschränkungen der Gewerbefreiheit öffnen wollen, welche nach der Ansicht des künftigen Gesetzgebers das öffentliche Wohl erheischt.

Ich weise schliesslich noch darauf hin, dass die Herren Referenten der Kommissionmehrheit sich offenbar widersprochen haben, indem der deutsche Bericht-erstatte am «Palladium der Gewerbefreiheit» durchaus festhielt, während der französische Referent sagte: wir

wollen in der künftigen Gewerbegesetzgebung die Einschränkung der Gewerbefreiheit im Sinne der Aufstellung gewisser Schranken ermöglichen, aber es ist nicht nötig, den Vorbehalt in den Art. 31 aufzunehmen, und indem er sogar für gewisse Industrien den obligatorischen Berufsgenossenschaften rief. Ich konstatiere also, dass selbst die Mehrheit unserer Kommission in ihrer Auffassung nicht einig ist. Es ist das für mich ein weiterer Grund, mit der Kommissionsminderheit es zu ermöglichen, dass der Gesetzgeber später alles das thun kann, was er für das öffentliche Wohl als notwendig erachtet. Ich will weitere Bemerkungen unterdrücken. Es sind von andern Rednern in ausgezeichnete Weise die Gründe auseinandergesetzt worden dafür, dass der Nationalrat den Antrag der Kommissionsminderheit annehmen muss, wenn er sich nicht in Widerspruch setzen will mit den volkswirtschaftlichen Ueberzeugungen, welche sich in den letzten Jahrzehnten gebildet haben und mit denjenigen der interessierten Volkskreise der Schweiz.

M. Gobat: L'arrêté fédéral qui vous est soumis est un complément nécessaire de l'article 34 de la constitution fédérale. Après avoir donné à la Confédération la compétence de statuer des prescriptions uniformes sur le travail des enfants dans les fabriques, sur la durée du travail et la protection des ouvriers, il était indispensable qu'on lui accordât le même droit pour les établissements qui ne sont pas considérés par la constitution comme étant des fabriques, mais qui tous leur ressemblent extrêmement soit quant au mode de travail, soit quant aux conséquences que le travail peut avoir pour les ouvriers.

Or il existe en Suisse une inégalité absolument blessante à ce sujet. Je connais un grand nombre d'ateliers qui emploient des ouvriers, femmes et enfants, comme les fabriques, mais qui ne sont pas soumis à la loi sur les fabriques et ne sont par conséquent pas placés sous la surveillance des inspecteurs fédéraux ni sous celle des autorités cantonales spécialement chargées de veiller à ce qu'il ne se passe rien de mauvais.

Dans ces ateliers qui ne sont pas placés sous la loi, parce qu'ils ne remplissent pas toutes les conditions voulues, parce que le nombre des ouvriers n'atteint pas le chiffre prévu, parce qu'il n'y a pas de moteur, on emploie des enfants astreints à la fréquentation de l'école sans qu'il soit possible d'appliquer une disposition pénale quelconque au chef d'atelier. Il arrive souvent que des femmes et des enfants sont entassés dans des locaux insuffisants et tout à fait mal aménagés au point de vue de l'hygiène.

Nous devons donc tous saluer l'avènement d'un nouvel ordre de choses et nous féliciter de ce que l'industrie tout entière, qu'elle soit grande ou petite, qu'elle s'exerce dans de vastes ateliers ou dans de petits, dans des chambres ou dans des salles, soit soumise aux mêmes conditions. Nous devons nous féliciter de ce que dorénavant il sera possible de protéger les apprentis, les ouvriers, femmes et enfants, non seulement dans les grandes fabriques, mais aussi dans celles qui ne portent pas ce nom et qui cependant, en somme, en sont aussi. Mais il faudrait cependant savoir de quelle manière la compétence

de la Confédération en cette matière doit être inscrite dans la constitution ?

J'ai suivi avec beaucoup d'attention les débats d'hier et d'aujourd'hui et les explications qui ont été données par les membres de la majorité et de la minorité de la commission et j'avoue que je n'ai su voir aucune différence entre les explications des uns et des autres. La minorité de la commission a l'air de dire que la majorité exclut doré et déjà les syndicats professionnels, tandis que par sa rédaction elle veut les réserver. On a abordé aujourd'hui la grande question des syndicats obligatoires que nous connaissons pour l'avoir étudiée individuellement, mais qui n'a fait l'objet d'aucun rapport, d'aucune enquête du conseil fédéral. Or je vous le demande, irons-nous dès aujourd'hui voter le principe des syndicats obligatoires sans que le conseil fédéral ait soumis à l'assemblée fédérale le moindre rapport, la moindre enquête sur cette grave question ?

C'est à tort que la minorité de la commission prétend que sa rédaction comporte doré et déjà la compétence d'instituer des syndicats professionnels obligatoires et que celle de la majorité l'exclut. La minorité nous propose ceci — je prends l'article 31 dès le commencement pour faire comprendre l'enchaînement des idées — : « La liberté de commerce et d'industrie est garantie dans toute l'étendue de la Confédération. Sont réservés :

e. Les dispositions législatives concernant les arts et métiers conformément à l'article 34^{ter}. »

Puis vient l'article 34^{ter} dans la rédaction de la majorité de la commission.

Du moment que la minorité, pour expliquer dans quelle mesure et dans quel sens il est apporté des réserves à la liberté de commerce et d'industrie, renvoie purement à la rédaction de la majorité, il est évident que sa proposition ne va pas plus loin.

La majorité de la commission, propose conformément à l'article 34^{ter} adopté par le conseil des états, de remettre purement et simplement à la Confédération le soin de réglementer les métiers conformément à cet article 34^{ter}.

Il n'y a par conséquent, aucune différence entre la majorité et la minorité de la commission et lorsque la minorité dit qu'elle veut dès maintenant donner à la Confédération la compétence d'instituer des syndicats obligatoires, elle se trompe en revendiquant ce privilège pour sa proposition; cette compétence est également comprise dans la proposition du conseil des états et dans celle de la majorité de la commission; si elle ne l'était pas dans cette dernière, elle ne le serait pas non plus dans la proposition de la minorité de la commission. Mais ce n'est pas là la seule innovation que propose la minorité de la commission; à la lettre f de l'article 31 elle propose une disposition que je trouve inacceptable et réactionnaire.

En effet: « Les dispositions des cantons concernant l'exercice des professions commerciales et industrielles, les impôts qui s'y rattachent et la police des routes sont réservées. »

Ici on a ajouté les mots: « des cantons ». Ainsi non seulement la Confédération aura le droit d'édicter des dispositions uniformes qui pourront, dans une certaine mesure, affecter la liberté du commerce et de l'industrie, mais encore les cantons auront aussi le droit de le faire !

Je ne sais pas dans quel état de barbarie, dans

quel galimatias nous allons entrer en Suisse, si la Confédération et les cantons ont le droit de limiter le principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Comment pourra-t-on séparer le domaine fédéral des lois cantonales, comment sera-t-il possible de faire des lois cantonales qui n'empiètent pas sur le domaine fédéral et des lois fédérales qui respectent les cantonales ?

Au lieu de faire une loi qui soit un bienfait pour le commerce et l'industrie, si vous accentuez la compétence des cantons pour apporter des restrictions au principe de la liberté, vous aurez gravement compromis les intérêts et la prospérité du commerce et de l'industrie.

La seconde phrase du même alinéa dit: « Ces dispositions ne peuvent renfermer des restrictions à la liberté du commerce et d'industrie qu'autant que le bien public l'exige. »

Voilà encore une restriction. Les mots: *autant que le bien public l'exige* ont été ajoutés par la minorité de la commission, ils n'existent pas dans l'article de la constitution. Nous savons ce que signifie cette expression: le bien public; le plus souvent, il ne s'agit que des intérêts d'un important personnage qui, par sa position, sa fortune et sous le prétexte qu'il est le grand pivot de l'état, que tout repose sur ses épaules, demande que son industrie ou ses intérêts soient protégés, — naturellement au détriment de ceux qui sont moins importants que lui.

Il serait extrêmement regrettable que les chambres entrassent dans cette manière de voir et insérassent dans la constitution un texte qui pût restreindre le principe de la liberté du commerce et de l'industrie. La véritable notion du bien public n'est pas encore trouvée et il serait dangereux d'en abandonner la définition à l'arbitraire cantonal.

En somme, la manière dont la question qui nous occupe doit être réglée dans la constitution, nous est indiquée par le mode qui a été suivi à propos du droit de la Confédération de légiférer en matière de fabriques, de protection des ouvriers, etc.

Ici on a dit: « La Confédération a le droit de statuer des prescriptions uniformes sur le travail des enfants dans les fabriques, sur la durée du travail qui pourra y être imposé aux adultes... »

Les conditions de la grande et de la petite industrie sont les mêmes; ce que l'on veut faire pour l'une est avantageux pour l'autre. Pourquoi donc chercher un autre procédé! Que l'art. 34 de la constitution fédérale nous serve de modèle. Il ne faut pas compliquer les choses, comme la minorité de la commission le propose. La majorité a eu parfaitement raison de rédiger sa proposition comme l'article 34.

Pour tous ces motifs je voterai la proposition de la majorité de la commission.

Une autre observation que j'ai à présenter, touche à une question de rédaction. Il faudrait s'entendre au sujet du domaine que l'on veut placer dans la compétence de la Confédération.

Il y a une différence très sensible entre le texte allemand et le texte français de l'art. 34^{ter}.

Le texte allemand dit:

« Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens einheitliche Vorschriften aufzustellen »

et le texte français:

« La Confédération a le droit d'édicter des pres-

criptions uniformes dans le domaine des *arts et métiers*. »

Ce n'est pas la même chose. Je sais parfaitement bien qu'en France où l'on aime les titres ronflants, le moindre institut professionnel s'appelle *conservatoire des arts et métiers*.

Mais ici, il s'agit de la revision d'une loi, de la rédaction d'un texte constitutionnel et il s'agit d'être clair. Si nous conservons ces deux mots *arts et métiers*, nous tombons dans l'équivoque, nous soumettons à la réglementation fédérale des institutions que certainement nous n'avions pas l'intention de lui abandonner. Les écoles d'arts appliqués à l'industrie par excellence sont des établissements artistiques et industriels en même temps, où l'art et le métier sont réunis, où l'on ne sait trop lequel des deux prédomine, l'art ou le métier; nous avons en Suisse de ces établissements-là. Si nous maintenons la dénomination indiquée plus haut, nous ne pourrions pas nous refuser à soumettre les établissements d'arts appliqués à l'industrie à la compétence fédérale; par conséquent, la Confédération pourra édicter à leur égard des prescriptions uniformes. Ce n'est certainement pas ce qu'on a voulu faire. Ce n'est pas là le sens dans lequel les travaux préliminaires relatifs à l'arrêté qui nous occupe ont abouti. Il n'y a qu'à lire le message du conseil fédéral et le texte des nombreuses pétitions adressées à l'assemblée fédérale par plusieurs sociétés d'utilité publique, pour se convaincre que ce que l'on demande, c'est l'intervention de la Confédération dans la petite industrie, c'est-à-dire dans le contrat d'apprentissage, dans le domaine de la protection des femmes et des enfants travaillant dans de petits ateliers qui ne sont pas des fabriques, dans la réglementation du travail, etc., etc. Mais jamais on n'a eu l'idée de faire entrer les établissements d'arts appliqués à l'industrie dans la catégorie des métiers. Et ce qui a été dit hier me confirme dans ma manière de voir. A plusieurs reprises, M. Comtesse a dit que c'était la petite industrie qu'on voulait protéger. Or, les établissements d'arts et métiers ne sont pas du domaine de la petite industrie; ils se rapprochent plus de l'art que de l'industrie.

Afin qu'il n'y ait pas d'équivoque et que nous nous trouvions en présence d'un texte conforme en allemand et en français, je vous propose de supprimer le mot *art* dans le texte français et de dire par conséquent:

« La Confédération a le droit d'édicter des prescriptions uniformes dans le domaine des métiers. »

Au surplus, je vous recommande d'accepter la proposition d'entrée en matière et d'accepter le texte de la majorité de la commission.

Dr. Hilty: Ich ergreife das Wort, um die Angelegenheit auf ihren jetzigen Standpunkt zurückzubringen und namentlich die sog. Zukunftsmusik ein wenig auszuschliessen, die in diese Frage hineingetragen worden ist und die den Einen ebenso unangenehm wie den Andern vielleicht unangenehm klingt. Damit kommen wir über die Hauptfrage nicht hinaus und ich meine, es sollte jetzt die ganze Frage der Berufsgenossenschaften aus dem Spiele gelassen werden. Wir wollen uns mit Bezug auf

diesen sehr wesentlichen Punkt unsere Meinung absolut vorbehalten. Die Berufsgenossenschaften können nach meiner Auffassung etwas sehr Gutes sein und sie können, je nachdem sie ausgeführt werden, etwas äusserst Gefährliches sein: ein Staat im Staat, eine Veränderung des gegenwärtigen Staatswesens. Wir haben darüber genügende historische Erfahrungen. Es hat ja eine Zeit in der alten Eidgenossenschaft gegeben, wo eigentliche Zunftverfassungen in verschiedenen Kantonen existierten. Diese Zünfte waren ursprünglich nicht politische Institutionen, sondern bloss Berufsgenossenschaften, gerade wie man solche jetzt wieder schaffen will. Die Natur der Sache führte dazu, dass diese Zünfte nach und nach die Elemente des Staates wurden und dass der Staat ein Zunftstaat wurde. Aus diesem Grunde wurden am Ende des 14. Jahrhunderts die Zünfte von der alten Berner Regierung streng ausgeschlossen und galt im Berner Staatsrecht der Grundsatz ganz allgemein, Zünften sei zu wehren und man dürfe unter keinen Umständen in einem Staate Zünfte aufkommen lassen, weil dieselben nachher ein wesentliches Element des Staates bilden. Ich sage also: man kann diese Berufsgenossenschaften verschieden auffassen. Sie können ganz gut sein, aber sie können auch eine Gestalt annehmen, in welcher sie für unser Staatswesen gefährlich sein würden. Das können wir aber im jetzigen Augenblick unmöglich entscheiden. Alle Redner, die bisher gesprochen haben, scheinen mir von dem einen oder dem andern Standpunkt ausgegangen zu sein. Diejenigen, welche die Zünfte für gefährlich halten, sind dagegen und die andern, die sie für ungefährlich oder gar für zweckmässig halten, sind dafür. Von dieser Frage wollen wir also absehen. Für mich ist heute die Frage einfach die: ist eine Veränderung des jetzigen Art. 31 der Verfassung logisch notwendig, wenn wir den Art. 34 annehmen, worüber, wie ich glaube, nur eine Meinung besteht? Wenn dies der Fall ist, so müssen wir die Aenderung vornehmen; ist sie aber logisch nicht notwendig, so wollen wir sie unterlassen. Diese Frage ist also zu untersuchen. Nun finde ich, dass die Littera e des Art. 31, wie sie die Kommission minderheit vorschlägt, logisch notwendig ist. Wenn Sie den Art. 34^{ter} annehmen, so müssen Sie konsequenterweise auch in den Art. 31 eine Bestimmung aufnehmen, welche sagt, dass gesetzliche Bestimmungen auf dem Gebiet des Gewerbewesens nach Massgabe von Art. 34^{ter} möglich sind. Es ist immer besser, wenn man solche Dinge klar ausspricht und sie nicht der Interpretation überlässt. Dieser Punkt scheint mir ziemlich klar zu sein.

Schwieriger ist die andere Frage, ob die Littera f, die bisherige Litt. e, verändert werden soll. Diese Littera e hat bereits 1885 eine Aenderung erfahren. Im Jahre 1874, als die Verfassung geschaffen wurde, war der Satz «Diese Verfügungen dürfen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit selbst nicht beeinträchtigen» ein Nachsatz, der den ganzen Art. 31 betraf. Alle diese Vorbehalte des Artikels 31 durften die Handels- und Gewerbefreiheit nicht beeinträchtigen. Im Jahre 1885, wo der Artikel betreffend das Alkoholmonopol eingeführt wurde, wurde dieser letzte Satz nur an die Littera e angeschlossen, so dass er fortan nur zu Littera e und nicht zu den sämtlichen Vorbehalten gehörte. Und nun will die Minderheit der Kommission noch eine Veränderung eintreten lassen, indem sie nicht mehr sagen will,

«Diese Verfügungen dürfen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit selbst nicht beeinträchtigen,» sondern sie dürfen sie nur «soweit beeinträchtigen, als das öffentliche Wohl dies erfordert.» Das ist der Punkt, über den wir noch zu reden haben.

Nun glaube ich von vornherein, dass dieser Antrag der Kommissionsminderheit ohne Zweifel eine grosse Logik für sich hat. Wenn man den Art. 34^{ter} annimmt, so scheint mir, müsse die Littera e oder künftige littera f des Artikels 31 auch eine Veränderung erleiden. Irgend eine Aenderung muss stattfinden, sonst kann dies nicht mehr mit dem künftigen Art. 34^{ter} stimmen. Dagegen scheint mir die Ausdrucksweise im Vorschlage der Minderheit doch eine etwas mangelhafte zu sein; denn das öffentliche Wohl ist doch ein gar zu elastischer Begriff; man kann darunter allerlei verstehen und ich brauche bloss daran zu erinnern, was vor hundert Jahren, was 1793 in Paris unter «salut public», und zwar gewiss in guten Treuen und nach der vollkommenen Ueberzeugung des berühmten Wohlfahrtsausschusses verstanden wurde. Das öffentliche Wohl also ist ein sehr elastischer Begriff, den man soweit möglich einschränken sollte. Mindestens sollte man also einen andern Ausdruck wählen als den jetzigen, den die Minderheit der Kommission gewählt hat, und daher erlaube ich mir, Ihnen ein Amendement vorzuschlagen in dem Sinne, es solle, wenn der Antrag der Minderheit angenommen wird, am Schlusse dieser Littera f gesagt werden: «Diese Verfügungen dürfen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit nur soweit beeinträchtigen, als das öffentliche Wohl dies unumgänglich notwendig macht.» Wenn wir da eine sehr starke Verschärfung eintreten lassen, ist der Artikel nicht so gefährlich, wie es augenblicklich scheint. Aber diese Verschärfung würde ich meinerseits zur Bedingung meiner Zustimmung machen. Wenn man dagegen in den Satz den Gedanken legt: dasjenige, was unumgänglich notwendig ist, dürfe eingeführt werden, so halte ich dafür, es sei die Gefahr nicht mehr so gross, wenn wir den Artikel annehmen. Wenn wir sie einführen können und darin keine bedeutende Gefahr erblicken, so müssen wir, glaube ich, diese Aenderung eintreten lassen; dann kommen wir auf den richtigen Standpunkt und dann sind in Artikel 31 die Aenderungen da, welche die Logik erfordert; es ist aber auch nicht mehr da und namentlich sind alle diese Zukunftsgedanken bezüglich der Berufsgenossenschaften dem vollkommen freien Ermessen anheimgestellt. Es ist durchaus kein Präjudiz weder für das eine noch für das andere geschaffen, und das ist, was ich in diesem Augenblick vorschlagen möchte.

Präsident: Nachdem Herr Gobat sowohl als Herr Hilty Anträge redaktioneller Natur, einerseits zum französischen Text von Artikel 34 und andererseits zu Artikel 31 gestellt haben, mache ich darauf aufmerksam, dass wir zunächst die Eintretensfrage zu erledigen haben in dem Sinne, dass Sie sich entscheiden, ob Sie auf der Basis der Kommissionsmehrheit oder der Kommissionsminderheit es für nötig erachten, den Artikel 34 oder nach dem Antrag der Minderheit die Artikel 31 und 34 in Revision zu ziehen. Nach Erledigung der Eintretensfrage

würden Sie diese soeben gestellten Anträge betreffend redaktionelle Aenderungen bei den einen oder andern Artikeln in Diskussion ziehen. Ich möchte also die folgenden Redner bitten, sich im Verlaufe der Diskussion nur über die grundsätzliche Eintretensfrage auf der Basis der Mehrheit oder Minderheit auszusprechen.

Curti: Ich möchte Sie bitten, noch einen Augenblick Ihre Aufmerksamkeit dem geschichtlichen Teil in dieser Frage zuzuwenden, weil ich glaube, dass daraus für die Fassung, welche wir dem neuen Artikel der Bundesverfassung geben sollen, einige Aufklärung erwachsen kann. Mir will es scheinen, als ob, wenn hier von der Gewerbefreiheit die Rede ist, dieses Wort in einem viel zu ausgedehnten Sinne genommen werde, welcher mit dem wirklichen eidgenössischen Staatsrecht in Widerspruch steht. Nach meinem Dafürhalten wäre es gar nicht nötig, die vorgeschlagenen Bestimmungen überhaupt in die Verfassung hineinzusetzen, wenn wir uns an das wirkliche Staatsrecht der Eidgenossenschaft gehalten hätten — und wenn nicht die Doktrinen der Gewerbefreiheit, wie sie in den Lehrbüchern der Volkswirte, wie sie in den Auffassungen der Kaufleute, wie sie vielleicht infolge dessen im Volkbewusstsein selbst allmähig Wurzel gefasst haben, den wirklichen Inhalt und Willen der Verfassung überwuchert hätten.

Als im Jahre 1848 der Artikel geschaffen worden ist, welchen wir jetzt als denjenigen über die Freiheit des Handels und der Gewerbe bezeichnen, hat niemand daran gedacht, ihm die Bedeutung zu unterlegen, welche ihm jetzt gegeben wird. Es ist sehr bemerkenswert, dass damals von einer Gewerbe- und Handelsfreiheit in dem Artikel gar nichts stand und im Text der Verfassung von 1848 sich dieses Wort nicht findet; es ist sehr bemerkenswert, dass damals der Artikel ganz im Zusammenhange mit der Zollfrage, mit der Abschaffung der Binnenzölle behandelt wurde und dass man, als diese Verhandlungen ihren Gang nahmen, immer auf die Zölle, Weggelder u. s. w. zu sprechen kam. Was man mit diesem Artikel damals wollte, war die Herstellung der Freiheit von Kauf und Verkauf, die Verkehrsfreiheit, aber nicht eine Gewerbefreiheit in dem Sinne, dass nun jedes Gewerbe ohne Einmischung des Staates, der Kantone oder des Bundes sich eine Organisation vollständig frei geben könne. Der Artikel war damals Artikel 29 der Verfassung und er lautete: «Für Lebensmittel, Vieh und Kaufmannswaren, Landes- und Gewerbeerzeugnisse jeder Art sind freier Kauf und Verkauf, freie Ein- und Ausfuhr von einem Kanton in den andern gewährleistet.» Die interkantonale Verkehrsfreiheit für eine gewisse Anzahl von Gegenständen des Handels, von Produkten der Gewerbe, das war der Inhalt des damaligen Artikels und davon hat man dann ausgenommen z. B. a) in Beziehung auf Kauf und Verkauf das Salz- und Pulverregal. Wenn Sie diese Worte Salz- und Pulverregal ins Auge fassen, so wird Ihnen nun auch klar, warum man nur gerade diese zwei Monopole ausgenommen hat und nicht auch andere Monopole, welche die Kantone seither bewahrt oder wieder eingeführt haben, z. B. die Brandversicherung, welche in den Kantonen fort dauerte und nicht etwa aus der

Gewerbefreiheit herausgenommen werden konnte, oder die staatliche Mobiliarversicherung, welche einige Kantone mittlerweile eingeführt haben. So oft von der Einführung der staatlichen Mobiliarversicherung in den Kantonen die Rede war, hat man erklärt, das dürfen die Kantone nicht thun, das verstösst gegen die Bundesverfassung und doch hat es der Bund geduldet, eben deswegen, weil im Jahre 1848 gar niemand daran dachte, Institutionen wie die Brandversicherung, sich nicht staatlich organisieren zu lassen, sondern sie Aktiengesellschaften zu überlassen, und weil auch später die Vorstellung noch weiter lebte, dass man jene Mobiliarversicherung einführen dürfe, ohne dass damit die Gewerbefreiheit im verfassungsmässigen Sinne durchbrochen sei. Dass nur das Pulver- und Salzregal ausgenommen worden ist, beweist eben, dass es sich damals nur um Kauf und Verkauf und nicht um die ganze gewerbliche Ordnung gehandelt hat. Wollte man dem Geiste derjenigen Männer treu bleiben, welche zu jener Zeit die Verfassung machten, so hätte man niemals behaupten dürfen, die Gewerbefreiheit hindere die gewerbliche Organisation oder Vorschriften über die Ausübung der Gewerbe, welche von Kantonen oder vom Bunde getroffen werden. Und ich mache darauf aufmerksam, dass ja auch die Bundesverfassung ein Fabrikgesetz nur darum hat vorsehen müssen, weil eben der Bund das nicht machen konnte, aber die Kantone vorher diese Kompetenzen gehabt haben und dass sie unter dieser angeblich vollkommenen Gewerbefreiheit Eingriffe in das Gewerbe ausgeübt haben, indem sie Fabrikgesetze machten. Unter der Herrschaft der Verfassungen von 1848 und nachher von 1874 sind Fabrikgesetze mit Vorschriften über die Arbeit in den Fabriken, sind Massregeln über die gewerbliche Thätigkeit getroffen worden, ohne dass man geglaubt hätte, es sei dadurch die Gewerbefreiheit untergraben. Die Kantone hatten sich trotz dieses Artikels und allerdings im Einklange mit den Worten des Artikels aus dem Jahre 1848 vorbehalten, über das Gewerbe in seinen verschiedenen Formen Massregeln zu treffen. Darum sage ich: es ist heute noch, wenn man den historischen Gang verfolgt, ersichtlich, dass die Kantone niemals darauf verzichtet haben, in das Wesen des Gewerbebetriebes einzugreifen und mehr als das, was in der littera f des Art. 31 vorgesehen ist, haben die Kantone in Wahrheit besessen. Nur der Bund hat das nicht besessen, aus dem einfachen Grunde, weil der Bund jedesmal sich ein Recht nur dann geben konnte, wenn die Kantone darauf verzichteten, weil wir in unserm föderativen Staate solche allgemeine Verbindlichkeiten nur dann festzusetzen in der Lage waren, wenn wir durch eine Volks- und Ständeabstimmung die ganze Nation dazu verpflichten konnten.

Sie sehen, glaube ich, dass die Gewerbefreiheit nicht so verstanden worden ist, wie man sie nun landläufig versteht; sie ist in der Verfassung nicht so verstanden worden, wie ihre striktesten Anhänger sie im Volke dargestellt haben, als etwas, gegen das man gar nicht aufkommen könne, gegen das die Kantone und der Bund nicht im Stande seien, sich zu stellen und zu wehren. Aber es ist allerdings die Vorstellung von dieser Gewerbefreiheit eine so allgemeine geworden, dass darüber die verfassungsrechtliche Entwicklung des Begriffes zurückgetreten ist und wir angefangen haben zu vergessen, wie

viel die Kantone an solchen Souveränitätsrechten noch besitzen. Es ist dieses Souveränitätsrecht der Kantone nach der Verfassung noch bedeutend, aber in der öffentlichen Meinung so verblasst, weil man immer und immer die Gewerbefreiheit so dargestellt hat, als ob der Staat hier gar nichts mehr zu sagen hätte, als ob die Privaten und die Aktiengesellschaften hier alles thun und unternehmen können.

Wenn Sie nun den Artikel nach der Fassung der Minderheit annehmen, so habe ich die Ueberzeugung, dass nichts geschieht, was nicht eigentlich schon da wäre, wenn man sich nicht eben von der rechten Auffassung vom Inhalt des Art. 31 der Bundesverfassung im Laufe der Zeit entfernt hätte. Aber ich glaube, es ist eben gerade darum, weil wir vielleicht nicht anders denken, aber weil sich diese öffentliche Meinung fälschlich gegenüber der Verfassung gebildet hat, notwendig, dass man endlich in der Verfassung wieder sage, was Rechtens ist und dass man den früheren Zustand wieder herstellt und da reicht nun der Artikel, wie ihn die Mehrheit will, nicht aus; derselbe lässt alles in dem Zustande der Verschwommenheit. Wenn der Artikel im Sinne der Mehrheit gefasst wird, dann wird man Ihnen nachher sagen: ja, aber der Art. 31, so wie wir ihn bis jetzt verstanden haben, besteht neben dem Artikel 34 und schränkt denselben ein. Wir haben den Art. 34 so zu interpretieren, wie Art. 31 nach der bisherigen Interpretation, wenn sie auch eine unrichtige war, uns das lehrt. Sie müssen also in der That im Art. 31 den Art. 34 besonders erwähnen und müssen sagen, dass entgegen dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit Vorschriften über das Gewerbe durch den Bund gemacht werden können. Wir haben ja den ganzen Streit dann wieder, wenn wir einmal den Art. 34 ausführen wollen; dann kommen die einen und sagen: nach dem Art. 34 kann man obligatorische Berufsgenossenschaften machen, und die andern sagen: keine Rede; denn nur insofern gelten die Vorschriften über das Gewerbe oder sind solche möglich, als sie den Grundsatz der Gewerbefreiheit nicht tangieren. Nach meiner Ansicht ist allerdings schon jetzt den Kantonen nicht verboten, solche Bestimmungen zu treffen; so gut sie über eine Reihe von andern Dingen haben Bestimmungen treffen können, welche sie in dieser allgemeinen Vorstellung von der Gewerbefreiheit nicht treffen, so gut sie staatliche Brand- und Mobiliarversicherungsanstalten einführen konnten, so gut sie Handel und Gewerbe in dieser oder jener Weise zu regulieren im Stande waren, so gut sie Fabrikgesetze machen konnten, ehe wir ein einheitliches Fabrikgesetz hatten, so gut dürfen sie auch andere Bestimmungen über die Organisation des Gewerbes treffen.

Aber weil eine grosse Partei im Lande eine andere Auffassung hat, so thun wir doch sehr gut und es ist geradezu notwendig, in einem Verfassungsartikel auszusprechen, dass wir hier das Thor offen lassen für alle möglichen Massnahmen mit Bezug auf das Gewerbe, auch für Einführung der Berufsgenossenschaften.

Was haben nun alle die Meister und Gesellen, die Fabrikanten und Arbeiter — denn diese Bewegung ist nicht etwa nur eine sozialdemokratische, sondern ist vom Kleingewerbe

ausgegangen — davon, wenn Sie diesen Verfassungsartikel so bilden, wie die Mehrheit der Kommission es will? Man kann heute Vorschriften über das Gewerwesen machen, morgen aber kommt man und sagt: ja, man hat es nicht so gemeint, die Frage der Berufsgenossenschaften ist gar nicht mehr diskutierbar, weil, als der Artikel gemacht wurde, die Mehrheit sie ausdrücklich nicht einschliessen wollte. Diejenigen also, welche einen entschiedenen Schritt thun wollen, werden Ihnen sehr dankbar sein, wenn Sie ihnen diesen Artikel so bieten. Ich sage daher: Sie müssen in Art. 31 diese Ausnahme nach dem Sinne der Kommissionsminderheit treffen, damit genau verstanden ist, was der Art. 34^{ter} sagen will, welchen Umfang er hat und dass man jetzt nichts davon ausschliesst. Ob Sie dann später Berufsgenossenschaften wollen oder nicht, ist eine andere Frage. Darüber können Sie immer noch bestimmen. Aber Sie müssen den bösen Schein vermeiden, als ob Sie dieselben jetzt ausscheiden wollen, als ob Sie jetzt einen Kautschukparagraphen schaffen wollen, den man später so oder anders zu drücken imstande wäre.

Was den andern Absatz, wo vom öffentlichen Wohl die Rede ist, anbetrifft, so muss ich bekennen, es ist mir da der Unterschied zwischen der Minderheit der Kommission und dem Amendement des Herrn Hilty nicht sehr wichtig. Man kann in der Spezialdebatte dann noch davon reden. Ob man aber sage «soweit das öffentliche Wohl es erfordert» oder: «soweit das öffentliche Wohl dies unumgänglich notwendig macht», scheint mir für den Gesetzgeber angesichts der Willkür, mit welcher der Gesetzgeber oft in solchen Dingen handelt, ein unbedeutender Unterschied zu sein.

Was die Sache selbst angeht, halte ich dafür, dass den Kantonen da nicht mehr gegeben werde, als sie bisher faktisch gehabt haben, eben darum, weil die Kantone jetzt schon eine Reihe von Massnahmen über Handel und Gewerbe getroffen haben, welche ganz entschieden nur aus dem Gesichtspunkte, dass das öffentliche Wohl dadurch gefördert wurde, ins Leben gerufen worden sind und welche der Gewerbefreiheit in jenem allzuweiten Sinne vollständig widersprachen. Es ist also auch da keine Gefahr vorhanden, wenn Sie das aufnehmen und gewissermassen denjenigen Standpunkt sanktionieren, den man nie hätte verlassen sollen, der nur dadurch schwankend geworden ist, weil der Artikel viel zu weit, viel zu lax interpretiert wurde und weil man unter Gewerbefreiheit mehr verstanden hat, als darunter zu verstehen ist. Denn auch im Jahre 1872 hat man den Art. des Jahres 1848 fast wörtlich wieder aufgenommen. In den Protokollen findet sich nirgends — wenigstens habe ich es nirgends gefunden — dass man eine weitere Gewerbefreiheit schaffen wolle, als damals im Jahre 1848 beabsichtigt war. Man hat nur die Eingangswendung in eine allgemeine Form zusammengezogen und gesagt: die Freiheit von Handel und Gewerbe, statt dass man früher speziell Lebensmittel, Vieh- und Kaufmannswaren u. s. w. aufzählte. Damit wurde allerdings Gelegenheit zu einer verhängnisvollen Auslegung dieses Artikels gegeben.

Ich denke, es ist nicht unwichtig, wenn auch diese Betrachtung eine theoretische sein musste, dass wir einmal darüber ins Klare kommen und uns bewusst werden, wie unrichtig es ist, wenn man

meint, das Staatsrecht der Eidgenossenschaft und der Kantone habe eine so vollständige und durch nichts eingeengte Gewerbefreiheit geschaffen. Dagegen spricht die Geschichte des Artikels, dagegen sprechen eine Reihe von Thatsachen, Gesetzen, Verordnungen und Massnahmen, die in den Kantonen getroffen worden sind und noch bestehen.

Deshalb bitte ich Sie, keine Gefahr darin zu erblicken, wenn Sie nach dem Antrag der Minderheit eintreten, weil dieser Antrag der Minderheit nur das klare eidgenössische Verfassungsrecht will. Dieses Eintreten auf den Antrag der Minderheit verlangt aber ein klares Vorgehen. Wenn wir nicht die betreffende Formel in Art. 31 aufnehmen, vor allem wenn wir nicht die Ausnahme für den Art. 34^{ter} treffen, so haben wir nichts Rechtes gemacht, nichts gethan, was Befriedigung erwecken könnte und da, wo wir eigentlich versprochen, die Bahn frei zu machen, die Bahn verschlossen.

M. Comtesse, rapporteur français de la commission:

Je voudrais encore, avant le vote sur l'entrée en matière, donner quelques brèves explications sur la pensée qui a dirigé la commission, lorsqu'elle a admis comme suffisant le texte adopté par le conseil des Etats pour permettre à la Confédération d'intervenir par la législation dans le domaine des arts et métiers et lorsqu'elle a été amenée à reconnaître que ce but pouvait être atteint sans toucher à l'art. 31 de la constitution fédérale.

La commission a été guidée avant tout par les considérations suivantes: Elle a constaté que les exceptions, les dérogations et les restrictions qui ont été apportées par la loi fédérale sur les fabriques au principe de la liberté du commerce et de l'industrie n'avaient point été réservées dans l'art. 31. Le constituant n'a point éprouvé le besoin, lorsqu'il a discuté et adopté l'art. 34, d'introduire à l'art. 31 des réserves comme celles qui figurent sous les lettres a, b, c de cet article et comme celles que propose la minorité de la commission. On a ainsi donné à la Confédération la compétence nécessaire pour qu'elle puisse restreindre dans une certaine mesure le principe de la liberté du commerce et de l'industrie par la loi sur les fabriques, pour qu'elle puisse intervenir dans le domaine de la grande industrie, en réglementer le travail et même le paiement des salaires, sans rien réserver dans l'article 31. Si donc l'on a pu introduire, par l'art. 34, une exception et une dérogation au principe de la liberté de l'industrie et du commerce inscrit dans l'art. 31, sans qu'on ait éprouvé alors le besoin de faire des réserves, il nous paraît logique d'agir de même et de placer à la suite de cet art. 34 une nouvelle exception qui, en définitive, n'est que le corollaire de celle que cet article consacre déjà et de dire en conséquence que la Confédération aura le droit de statuer des prescriptions uniformes dans le domaine de la petite industrie et des métiers, ainsi qu'elle en édicte déjà dans le domaine de la grande industrie. Pour qu'il n'y ait pas à ce sujet de malentendu, d'équivoque possible, celui qui vous parle admet — et le conseil fédéral l'admet de même et vous le déclarera par l'organe du chef du département de l'industrie — que cette nouvelle disposition de l'article 34 de la cons-

titution n'exclut nullement la possibilité d'instituer à un moment donné les syndicats obligatoires, lorsque cette question sera posée, et si tel est alors le vœu de l'assemblée fédérale et de la majorité du peuple suisse; nous ne fermons pas la porte à cette innovation.

En résumé, si l'on compare les propositions de la minorité de la commission avec celles de la majorité, on peut, avec raison, soutenir que les secondes, pas plus que les premières, n'excluent la possibilité des syndicats obligatoires. Mais nous pensons qu'il est sage cependant — et c'est aussi la pensée du conseil fédéral, — de ne pas aller aussi loin que le voudrait la minorité de la commission qui obéit, croyons-nous, à des préoccupations, qui ne sont pas dans le programme de cette révision. Nous voulons simplement nous borner à donner satisfaction au besoin qu'on éprouve maintenant de protéger aussi par des dispositions législatives les ouvriers et les apprentis dans la petite industrie. Nous voulons donner à la Confédération la possibilité d'assurer cette protection aussi largement qu'elle le fait pour les ouvriers de la grande industrie. Mais nous ne reconnaissons pas la nécessité de permettre aux cantons — comme le voudraient plusieurs de nos collègues — d'apporter sur leur territoire toutes espèces de restrictions au principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Cette compétence cantonale, nous estimons qu'elle serait dangereuse, que nous arriverions par là à la négation complète d'un droit assuré par la constitution et que nous entrerions dans le chemin de la réaction, ce que nous ne voulons pas.

On a mêlé à cette question pourtant bien simple toutes espèces de préoccupations. A la faveur de cette disposition on verrait les législations cantonales qui, cela a été dit dans la commission, veulent arriver à réduire le nombre des aubergistes, à limiter le nombre de certaines professions, à introduire toutes espèces de dispositions spéciales, sous le prétexte du bien public. Si vous adoptiez cette disposition, il est certain qu'au bout de quelques années nous serions dans un véritable état d'anarchie en ce qui concerne la liberté du commerce et dans bien des cantons on se laisserait entraîner à des mesures réactionnaires.

Nous ne pouvons donc pas suivre la minorité de la commission, avec laquelle nous sommes cependant d'accord sur d'autres points. Nous ne voulons pas toucher à l'article 31 et donner aux cantons la compétence de limiter et de restreindre, selon les exigences du moment, le principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Nous voulons nous borner à donner à la Confédération, par une adjonction à l'article 34, une compétence semblable à celle que lui confère déjà ce même article et nous ne trouvons pas nécessaire pour cela de toucher à l'article 31, pas plus qu'on a cru devoir le faire pour l'introduction de l'article 34.

Bundesrat Deucher: Ich bin im Falle, aus zwei Gründen zur Sache zu sprechen, einmal weil dieselbe an und für sich so wichtig ist, dass es sich wohl gebührt, die Ansicht des Vertreters des Bundesrates hier zur Geltung zu bringen, dann aber auch deshalb, weil der Bundesrat in dieser Angelegenheit

Ihnen zwei verschiedene Anträge vorgelegt hat. Da ich bemerkt habe, dass der zweite Antrag des Bundesrates vielleicht sich nicht gerade unter Ihren Augen befindet, muss ich Sie bitten, denselben unter Ihren Akten wieder hervorzusuchen, da es mir nach dem Gang der Diskussion möglich erscheint, dass derselbe mit Bezug auf die endgültige Entscheidung von massgebender Bedeutung sein wird, namentlich in Bezug auf litt. f der Kommissionsminderheit, amendiert von Herrn Prof. Hilty, welchem gegenüber der zweite Antrag des Bundesrates, wie der erste, eine ganz positive Stellung einnimmt und sich wie bis anhin ganz positiv auf den Boden der Gewerbefreiheit stellt. Ich bin so frei, Ihnen diesen zweiten Antrag des Bundesrates vorzulesen, da Sie denselben vielleicht nicht mehr im Gedächtnis haben. Derselbe spricht auch von einer Revision des Art. 31 und nimmt als litt. e den Satz auf, wie ihn die Kommissionsminderheit aufgenommen hat. Er sagt: « auf Grund von Art. 34^{ter} erlassene Vorschriften über das Gewerbewesen »; dann aber fährt er fort — und ich bitte Sie, hier den grossen Unterschied zwischen dem Antrag der Kommissionsminderheit und dem Antrag des Bundesrates zu beachten —: « Soweit der Bund von dem ihm gemäss litt. e dieses Artikels und Art. 34^{ter} zustehenden Rechte nicht Gebrauch macht, sind die Kantone befugt, über Ausübung von Handel und Gewerben Verfügungen zu treffen. Die Kantone können ferner Bestimmungen über die Besteuerung des Gewerbebetriebes und die Benutzung der Strassen aufstellen. » Die jetzige Redaktion ist von dem bisherigen Art. 31 grundsätzlich nicht verschieden. In diametralem Gegensatz zur Kommissionsminderheit heisst es aber weiter: « Die kantonalen Erlasse dürfen jedoch den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit selbst nicht beeinträchtigen. » Das ist wieder der alte Satz und derselbe steht im eminentesten Gegensatze zur Kommissionsminderheit.

Ich habe Ihnen zu erklären, wie wir dazu gelangt sind, Ihnen diese zwei Anträge zu unterbreiten, den ersten, wie er dem Ständerat vorlag und von ihm angenommen wurde und den neuen Antrag. Nach der Beschlussfassung des Ständerates und als die Kommission des Nationalrates bereits schlüssig geworden war, Ihnen ihre Anträge im Sinne der ständerätlichen Beschlüsse vorzulegen, haben sich im Rate da und dort Stimmen geltend gemacht, ob man mit diesem neuen Art. 34^{ter} auch die obligatorischen Berufsgenossenschaften einführen könne, wenn man sie einführen wolle. Zu diesem Zweifel hat hauptsächlich ein Gutachten des Herrn Prof. Zürcher in Zürich beigetragen, der sich dahin geäussert hat, es sei dies mit dem blossen Art. 34^{ter} nicht möglich. Der Bundesrat hat sich in seiner ersten Botschaft aber ausdrücklich dahin ausgesprochen, dass er dafür halte, dass mit dem neuen Art. 34^{ter} auch die obligatorischen Berufsgenossenschaften eingeführt werden können, wenn man sie für nötig erachtet. Er hat dies auf folgende Weise begründet und ich glaube, da wird mir Herr Prof. Hilty eine gewisse Logik, die er für seine Anschauung in Anspruch nimmt, auch zugeben, wenn der Bundesrat gesagt hat: es ist gar nicht nötig, dass man den Art. 31 ändert, um in Art. 34^{ter} ein neues Recht zu geben. Warum nicht? Das können Sie in der Botschaft des Bundesrates lesen und ich will es Ihnen kurz wiederholen. Der Bundesrat hat gesagt: Der neue Art. 34^{ter}

bildet eine Ausnahme vom Art. 31, der von der Gewerbefreiheit handelt; er bildet eine Ausnahme, gerade so wie der Art. 34 a, der vom Fabrikgesetz handelt und auch die Gewerbefreiheit einschränkt. Er bildet eine Ausnahme wie der Art. 34bis, der von der Kranken- und Unfallversicherung handelt und auch die Gewerbefreiheit einschränkt. Der Bundesrat hat logisch geschlossen: wenn eine Ausnahme von der Gewerbefreiheit auf dem Gebiete des Fabrikwesens, also im grossen Gebiete des Gewerbeswesens, durch einen eigenen Artikel der Verfassung möglich ist, warum sollte diese Ausnahme nicht auch auf dem Gebiete des kleinen Gewerbeswesens, des Gewerbeswesens *κατ' ἐξοχῆν*, das mit dem Fabrikwesen zusammen ein grosses Kapitel bildet, möglich sein, ohne dass man es besonders in Art. 31 sagt? In Art. 34 a behandeln Sie die Ausnahme für das Fabrikwesen, in Art. 34bis die Ausnahme für die Kranken- und Unfallversicherung und in Art. 34^{ter} die Ausnahme für das Gewerbeswesen. So dachte der Bundesrat, und ich glaube heute noch, es ist richtig so, wir brauchen es gar nicht in Art. 31 noch einmal zu sagen. Ich stehe vollkommen auf dem Boden des Herrn Gobat, der Ihnen erklärt hat, dass das ganz gleich sei und Herr Hilty sagte das eigentlich auch. Er hat Ihnen gesagt: es ist logisch, wenn wir dem Art. 34^{ter} in Art. 31 rufen; aber es könnte sich am Ende von selbst verstehen. Ich glaube das. Ja, es versteht sich nicht nur von selbst, sondern wir sind logisch gezwungen, es so zu verstehen.

Und doch kam der Bundesrat dazu, Ihnen den zweiten Antrag einzubringen, der aber prinzipiell auf dem Boden der Gewerbefreiheit, wie sie bis jetzt bestanden hat, steht. Er kam dazu, weil er sich sagte: wenn ängstliche Gemüter vorhanden sind, die glauben, man könnte da zweierlei Meinung sein, gut, so kann man dem noch rufen in Art. 31. Aber, wie Herr Gobat bemerkt hat, ob es darin steht oder nicht, ist gleichgültig. Das ist auch nicht die Hauptsache im Antrage des Kommissionsminderheit. Wir sagen in unserm Briefe, den Herr Schubiger vorgelesen hat, nicht, dass wir positiv die Meinung haben, dass es notwendig sei, sondern wir sagen nur: man kann in der That die Ansicht vertreten, dass es notwendig sei. Wenn Sie diese Ansicht haben, so nehmen Sie in Gottes Namen diesen Zusatz auf. Materiell bleibt sich die Sache gleich.

Soviel mit Bezug auf den ersten Zusatz der Minderheit. Ich erkläre, dass ich auf dem Boden der Mehrheit stehe und glaube, dass es vollkommen genüge, wenn Sie den Artikel, wie ihn die Kommissionsmehrheit proponiert, annehmen und am Art. 31 nicht rütteln. Sie können so nach der Meinung des Bundesrates auf dem Gebiete des Gewerbeswesens alles machen. Der Art. 34^{ter} giebt Ihnen volle Freiheit; er bildet eine Ausnahme von Art. 31 und ist durch letztern nicht beschränkt.

Nun aber zum zweiten Antrage der Kommissionsminderheit! Dieser ist in meinen Augen allerdings wichtig, aber ich bestreite gegenüber Herrn Hilty von vornherein, dass die Logik dazu zwingt, denselben aufzunehmen, wenn man noch eine Spur von Gewerbefreiheit will. Wir wollen den zweiten Antrag des Bundesrates, welcher den Satz, wie er in der jetzigen Verfassung steht, hinzufügt: «Die kantonalen Erlasse dürfen jedoch den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit selbst nicht beein-

trächtigen», aufnehmen — und dies will im Geiste auch die Kommissionsmehrheit — weil wir sagen: Der grosse Grundsatz der Gewerbefreiheit soll überhaupt aufrecht bleiben und soll nur da einen Einbruch erhalten, wo dies durch neue Verfassungsartikel, wie den Art. 34^{ter}, verlangt wird.

Da komme ich nun, wenn ich die Sache historisch betrachte, wie sie Herr Curti aus dem Jahre 1848 heraus entwickelt hat, zu andern Schlüssen als Herr Curti. In diesem historischen Rückblick, den ich mit Herrn Curti gerne unternehme, vergesse ich aber nicht die Verhandlungen im Nationalrate vor der zweiundsiebzigsten Revision, der ich die Ehre hatte beizuwohnen und worüber Sie vieles im Protokolle niedergelegt finden, und die Verhandlungen vom Jahre 1874. Da sage ich: historisch hat sich die Gewerbefreiheit in den Jahren 1872 und 1874 ganz anders entwickelt, als sie im Jahre 1848 hergestellt wurde. Die Verfassung von 1848 spricht nichts anderes aus als die Handels- und Gewerbefreiheit innert den Kantonen. Der Boden, auf dem die Verfassung von 1848 sich bewegte, war ein interkantonaler. Der Eingang jenes Art. 29 lautet: «Für Lebensmittel, Vieh und Kaufmannswaren, Landes- und Gewerbeserzeugnisse jeder Art sind freier Kauf und Verkauf, freie Ein-, Aus- und Durchfuhr von einem Kanton in den andern gewährleistet». «Von einem Kanton in den andern», das ist der Hauptsatz, der an der Spitze des Art. 29 der Bundesverfassung von 1848 steht. Dem gegenüber steht an der Spitze der Verfassung von 1874 der Satz: «Die Handels- und Gewerbefreiheit ist im ganzen Umfange der Eidgenossenschaft gewährleistet.»

Ich brauche kaum zu fragen, wo der Unterschied ist und ob die Bedeutung dieses zweiten Satzes, welcher vom ganzen grossen Gebiete der Eidgenossenschaft spricht, nicht eine eminent andere ist, als diejenige des Satzes der Bundesverfassung vom Jahre 1848, der nur vom Verkehr von einem Kanton zum andern gesprochen hat. Da liegt eben der ganze Unterschied zwischen dem Bundesrat, der einstimmig ist in der Frage der Aufnahme des Schlusssatzes, und der Minorität der Kommission, die nun wieder — allerdings unter dem schönen Titel der öffentlichen Wohlfahrt — die Kantone hineinbringen will. Der grosse Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit soll eine Ausnahme erleiden dürfen, wenn es die öffentliche Wohlfahrt erfordert. Einige Redner haben versucht, den Begriff der öffentlichen Wohlfahrt zu definieren. Herr Wild hat das zuerst versucht. Aber wie hat er den Begriff definiert? Herr Wild hat gesagt: das öffentliche Wohl ist eben das öffentliche Wohl (Heiterkeit). Ungefähr das nämliche sagte Herr Professor Hilty und ich wüsste auch nichts besseres zu sagen. Definieren Sie mir die öffentliche Wohlfahrt, wie sie die Minorität versteht! Was ist das? Das ist, was man will. Man kann jedes freie Gewerbeswesen strangulieren, man kann aber auch sehr zimperlich damit umgehen. Herr Wild hat gesagt, der Begriff des öffentlichen Wohles finde sich bereits jetzt schon im Art. 31. Das ist richtig. Er kommt in littera c vor, wo von den geistigen Getränken die Rede ist; aber ich möchte nicht sagen, dass ein grosser Geist in diesem Begriffe liegt und dass der Begriff dem Artikel zur Zierde gereiche. Sie wissen, wie er in den Artikel hineingekommen ist. Man hat bei den Beratungen mit Bezug auf das

Wirtschaftswesen gesagt, man müsse den Kantonen einigermaßen entgegenkommen und ihnen erlauben, einen Begriff des öffentlichen Wohles zu statuieren und darnach zu entscheiden. Was im Wirtschaftswesen nun dieser Begriff des öffentlichen Wohles ist, das zeigt sich uns handgreiflich in der Praxis. Man sagt, es dürfe auf eine bestimmte Zahl von Personen nur eine bestimmte Zahl Wirtschaften kommen; da geht diese Definition an; aber wie wollen Sie damit da auskommen, wo es sich um das ganze grosse Gebiet des Gewerbewesens handelt? Wo wollen Sie hier anfangen und welche Grenze haben Sie?

Nachdem ich dies ausgeführt und die Verfassungen von 1874 und 1848 — allerdings mit andern Schlussfolgerungen als Herr Curti — verglichen habe, komme ich zu einer andern historischen Betrachtung, die dafür sprechen sollte, dass wir uns nicht auf den Standpunkt der Minorität stellen sollen, die Kantone in die Berechtigung des Bundes eingreifen zu lassen. Diese Betrachtung ist die, wie wir überhaupt dazu gelangt sind, Ihnen eine Revision der Verfassung zu proponieren. Erinnern Sie sich, dass schon in den siebziger Jahren, bald nach Inkrafttreten der neuen Verfassung, namentlich aber in den achtziger Jahren aus den Kreisen des Gewerbes, sowohl seitens der Patrone wie seitens der Arbeiter, vom Grütliverein bis zur äussersten Linken, damals dem Arbeiterbund, Eingaben an uns gelangten, wir möchten trachten, dass der Bund eine Gewerbegesetzgebung erlassen könne und wir sollen die Verfassung in diesem Sinne revidieren. Keine einzige von all den Eingaben, die da gemacht wurden, spricht davon, es sei dieses Recht den Kantonen zu geben, — im Gegenteil, alle sagen: Bund hilf! die Kantone sind ohnmächtig, sie können auf diesem Gebiete nichts machen, wir müssen einheitliche Bestimmungen haben. Der Beweis hiefür ist geleistet. Sie hatten ja schon vor der 74er Verfassung in verschiedenen Kantonen, in St. Gallen, Schaffhausen, Zürich und — wenn ich nicht irre — Glarus, Gewerbegesetze. Diese wurden dann von der 74er Verfassung überholt. Es wurden, wie Sie wissen, in Basel, Glarus und Zürich Versuche gemacht, Arbeiterschutzgesetze zu erlassen. Aber diese Kantone erklärten sofort: das ist nichts; wenn wir so ein Gesetz erlassen und unsere Leute unter die und die Normen stellen, so werden sie gegenüber denjenigen in andern Kantonen, die viel freier sind, nicht mehr konkurrenzfähig sein. Das ist der Grund, weshalb aus diesen Kreisen nur dem Bund und nicht den Kantonen gerufen wurde. Und auch Sie werden, wenn Sie die Materie als Ganzes betrachten, zu der Ueberzeugung gelangen, dass, wenn hier etwas Rechtes gemacht werden soll, dies nur vom Bund geschehen kann. Da komme ich nun auf die gegenwärtige littera e zu sprechen, welche als Ausnahme von der Gewerbefreiheit schon jetzt anführt: « Verfügungen der Kantone über Ausübung von Handel und Gewerben, über Besteuerung des Gewerbebetriebes und über die Benutzung der Strassen. » Verfügungen bezüglich dieser Materien sind also gestattet. Da hat sich nun eine Praxis entwickelt und der deutsche Referent der Kommissionsmehrheit, Herr Bachmann, hat Ihnen gestern schon auseinandergesetzt, nach wie vielen Richtungen hin die Kantone berechtigt sind, und ich habe mir noch gestern die Mühe genommen, in Salis' Bundesstaatsrecht alles durchzusehen, wo die Kantone nach bisheriger Bundespraxis

massgebend eingreifen können. Ich mache Sie nur auf das Vorgehen betreffend Vorverkauf, Prellerei, Hausieren, betreffend Fragen, wo öffentliche gesundheitliche Verhältnisse in Frage kommen, wie Lebensmittelpolizei u. s. w. aufmerksam, worüber Sie in Salis die Seiten 548—600 nachlesen können. Es stimmt das mit dem, was Ihnen Herr Bachmann bereits einlässlich auseinandergesetzt hat. Die Verfügungen der Kantone sind polizeilicher Natur und sollen den Grundsatz der Gewerbefreiheit nicht beeinträchtigen, währenddem nun allerdings die Kommissionsminderheit leichten Herzens erklärt: wir brechen mit diesem alten Grundsatz und geben den Kantonen das nämliche Recht, das der Bund hat. Wir machen nicht nur einen Rückschritt hinter die 74er Verfassung, sondern wir gehen sogar hinter die 48er Verfassung zurück.

Ich muss gestehen, auch der Standpunkt des Herrn Wild imponiert mir nicht, der Standpunkt, dass vom ganzen Geschäft nicht viel zu halten sei, dass weder auf eidgenössischem noch auf kantonalem Boden viel gemacht werden könne und dass man darum alle Thore öffnen soll, um zu probieren. Der Pessimismus des Herrn Wild begegnet bei mir doch noch einigem Optimismus. Ich glaube, es sei noch etwas zu machen und jedenfalls lohne es sich der Mühe, es zu probieren. Versuchen wirs einmal mit einer Gewerbegesetzgebung und geben wir dem Drängen unserer Bevölkerung in allen Teilen nach! Nicht dass ich grosse Hoffnung hätte, dass wir alles das thun können, was die Leute wollen und nicht dass ich grosse Hoffnung hätte, dass alle diejenigen, welche jetzt nach einem Gewerbegesetz rufen, nachher demselben zustimmen werden. Lesen Sie nach, wie entschieden die Forderungen sind, welche aus den Kreisen der Gewerbe gestellt werden und Sie werden sehen, mit welchen enormen Schwierigkeiten eine künftige Gewerbegesetzgebung zu kämpfen haben wird. Das soll uns aber nicht hindern, den Weg einzuschlagen, den wir für den allein richtigen halten. Dieser richtige Weg ist meiner Ueberzeugung nach derjenige, den die Kommissionsmehrheit betreten will, allerdings in der Meinung — ich bitte namentlich Herrn Professor Hilty, dies zu berücksichtigen, — dass uns der Art. 34^{er} die gleichen Rechte gebe, welche uns der Art. 34 mit Bezug auf die Fabrikgesetzgebung gibt. Damit ist nicht gesagt, dass wir nicht die obligatorischen Berufsgenossenschaften einführen sollen. Ich habe von diesen überhaupt nicht gesprochen, weil das heute nicht zur Sache gehört, weil das eine Sache der Zukunft ist. Ich will diese Frage offen lassen.

Ich glaube also, Sie können ohne Scrupeln dem Antrag der Kommissionsmehrheit zustimmen. Wenn Sie aber den Minderheitsantrag annehmen und eine Revision des Art. 31 beschliessen würden, so müsste ich mir vorbehalten, den zweiten Antrag des Bundesrates dem Antrag der Kommission entgegenzustellen. Ich erkläre, dass der Bundesrat diesen Antrag nur eventuell gestellt hat und dass er im Uebrigen auf dem Boden steht — wie er dies in der Botschaft auseinandergesetzt hat, — dass alles das geschehen kann, was auf dem Gebiet des Gewerbewesens im Sinne des Fortschrittes gethan werden soll. Ich erkläre aber auch, dass der Bundesrat den Grundsatz der Gewerbefreiheit, der im Jahre 1874 mit Mühe erkämpft wurde, hochhalten wird. Hüten Sie sich vor einem Rückschritt! Geben Sie dem Gewerbe

alles, was es will, geben Sie ihm sogar die Berufsgenossenschaften, aber bewahren Sie den Bund davor, dass er durch das Vorgehen der Kantone in seiner Aktion gehemmt wird und dass das Bundesgesetz über das Gewerbewesen durch das Hineinregieren der Kantone unmöglich gemacht wird.

Dr. Ming: Es ist im Verlauf der Diskussion des öfters bemerkt worden, dass es gewissermassen selbstverständlich sei, dass sowohl nach dem Antrag der Kommissionsmehrheit wie nach dem Antrag der Kommissionsminderheit der Weg für die Gewerbegesetzgebung gebahnt sei. Ich muss nun allerdings sagen, dass die Diskussion, welche heute gewaltet hat, auf mich diesen Eindruck gar nicht gemacht hat. Wohl haben die Herren Comtesse, Deucher und Gobat das gleiche behauptet, aber der Berichterstatter deutscher Zunge der Kommissionsmehrheit ist offenbar dieser Ansicht nicht gewesen. Er hat es zum mindesten sehr stark in Zweifel gezogen, dass auf diesem Boden die Möglichkeit vorhanden sei, den Grundsatz der Gewerbefreiheit so weit zu beschränken, als dies nötig wird, wenn man wirklich die Berufsgenossenschaften, wenn man überhaupt eine Gewerbegesetzgebung verlangen will. Ganz besonders aber haben mich die Ausführungen des Herrn Cramer-Frey belehrt. Der ganze Tenor seiner Ausführungen will nichts anderes sagen als: Ich will keine Berufsgenossenschaften, denn die Berufsgenossenschaften sind eine gefährliche Einrichtung, und deshalb will ich auch keine Revision des Art. 31 und will die Gewerbefreiheit in ihrem vollen und ganzen Umfang aufrecht erhalten. Zum mindesten sind wir darüber nicht einig und haben wir keine Klarheit, ob der Weg durch den Art. 34^{ter}, wie er vorgeschlagen wird, vollständig gebahnt werde oder nicht. Wir sind dem Volke Klarheit schuldig und wir sind verpflichtet, seinem Begehren klar entgegenzukommen, — nicht durch einen Kautschukparagrafen, sondern durch einen Paragraphen, in welchem klar und offen gesagt wird, was wir wollen. Klarheit schaffen wir nur durch eine ganz ausdrückliche Fassung des Art. 31, wo wir sagen, dass der Grundsatz der Gewerbefreiheit im Interesse der gewerblichen Gesetzgebung durchbrochen werden kann. Es ist gewiss eine übertriebene Furcht, welche Herr Cramer in Bezug auf das Aufgeben der Gewerbefreiheit geäußert hat. Herr Cramer hat uns gesagt, warum wir denn nicht überhaupt erklären: «Der Grundsatz der Gewerbefreiheit wird aufgehoben.» Nein, wir wollen die Gewerbefreiheit nicht aufheben, sondern dem Bund nur die Möglichkeit geben, sie zu beschränken und zwar so, wie eine Beschränkung eben nach und nach, im Laufe der Zeit, sich als nötig erweisen wird. Sie heben heute auch durch Annahme eines solchen neuen Littera keine Gewerbefreiheit auf; Sie sagen nicht einmal, die Gewerbefreiheit solle beschränkt werden, sondern Sie sagen nur: wir behalten uns vor, auf diesen Gegenstand zurückzukommen; wir behalten uns vor, von Fall zu Fall zu entscheiden, ob wir die Gewerbefreiheit noch in dieser oder jener Hinsicht beschränken wollen oder nicht. Es ist also die Furcht des Herrn Cramer eine ganz und gar unbegründete.

Es ist ferner alles, was heute gegen eine Revision des Artikels 31 gesagt wurde, gewissermassen ein Misstrauensvotum gegen uns selbst, als ob wir in Zukunft nicht ebenso wie heute befähigt wären, von Fall zu Fall zu entscheiden, ob eine Beschränkung der Gewerbefreiheit notwendig sei. Es ist aber ferner ein Misstrauensvotum gegen den gesunden Sinn des Schweizervolkes, gegen das Schweizervolk, das über jeden gesetzlichen Erlass, den Sie in Zukunft ihm vorlegen, abstimmen kann, wenn es sieht, dass der Grundsatz der Gewerbefreiheit mehr beschränkt wurde als absolut notwendig ist, ebenso gut wie es über diesen Verfassungsparagraphen abstimmen wird. Sie können das dem Schweizervolke nicht verwehren; wenn Sie auch heute beschränkende Bestimmungen aufstellen, wenn Sie auch heute schon zum vorneherein die Thüre schliessen wolken, dass ja keine Beschränkung in die Verfassung komme: das Schweizervolk besitzt Mittel und Wege genug, um diese Beschränkung wider Ihren Willen in die Verfassung zu bringen und es wird diese Mittel auch nach seiner Art und Weise brauchen. Vielleicht haben Sie dann nicht mehr die Möglichkeit, diese seine Meinung zu leiten und zu korrigieren, wie Ihnen die Möglichkeit jetzt zusteht, wo Sie die Angelegenheit von Anfang bis zu Ende in den Händen behalten und dem Volkswillen von sich aus Genüge leisten können.

Es ist von Herrn Comtesse auch bemerkt worden, die Minderheit habe den Willen, die Wirtschaften zu beschränken, überhaupt wolle sie ermöglichen, in solche kleinliche Sachen einzugreifen. Ich kann Herrn Comtesse sagen, dass die Minderheit der Kommission gar nicht an die Beschränkung der Wirtschaften dachte, als sie diesen Antrag stellte. Denn in dieser Beziehung ist in der Verfassung schon vorgesorgt worden und wir brauchen in der künftigen Gesetzgebung keine solchen Bestimmungen mehr. Es ist von Herrn Bundesrat Deucher auch sehr energisch betont worden, dass analog der Fabrikgesetzgebung auch eine Gewerbegesetzgebung eingeführt werden könne und dass analog, wie man in der Fabrikgesetzgebung die Gewerbefreiheit beschränkt habe, dies auch in der Gewerbegesetzgebung über die Berufsgenossenschaften möglich sein werde. Ich habe in meinem ersten Votum schon betont, dass die Fassung des Art. 34, wie sie in der Verfassung steht und die das Fabrikwesen regeln will, eine ganz andere ist als die Fassung des Art. 34^{ter}, welchen die Kommission vorschlägt. In diesem Artikel 34, der über das Fabrikwesen handelt, ist ein ganzes Programm aufgestellt; es ist da gesagt: es sollen Bestimmungen getroffen werden über die Arbeit der Kinder in den Fabriken, über die Arbeit der Erwachsenen u. s. w. Es sind da feste Ziele ausgesprochen worden, zu deren Erreichung man eine Beschränkung der Gewerbefreiheit brauchte; aber was sind denn nun für Ziele ausgesprochen in dem Art. 34^{ter}, den die Kommissionsmehrheit Ihnen darlegt?

Ja, es sind Ziele ausgesprochen, man solle so im allgemeinen die Gewerbe regeln, man dürfe gesetzgeberisch vorgehen; aber es ist keineswegs ausdrücklich gesagt, in welcher Beziehung; es ist kein Programm gegeben, das absolut und notwendig eine Beschränkung der Gewerbefreiheit will. Wir unsererseits sind der Ansicht und unserer Ansicht sind alle die, welche Petitionen, Anträge an die

Räte eingegeben haben; unserer Ansicht ist der weitaus grösste Teil des Gewerbestandes der Schweiz, dass auf diese Weise nichts gethan werden kann, dass wir den Pelz nicht waschen können, ohne ihn nass zu machen, dass wir die Gewerbefreiheit beschränken müssen, wenn wir überhaupt mit gutem Erfolge vorgehen wollen.

Es ist dann auch versucht worden, von einer gründlichen Revision des Artikels 31 abzuschrecken, indem man heute schon die Gefahren vormalte, welche entstehen sollen, wenn wir die gefürchteten obligatorischen Berufsgenossenschaften haben. Ich glaube, dass die Redner, welche diese obligatorischen Berufsgenossenschaften als ein Schreckgespenst ansehen, sich doch einmal fragen sollten, wie weit man denn schon in der Untersuchung des Gegenstandes gekommen ist. Herr Cramer hat Ihnen gesagt: die ganze Arbeit ist noch im Flusse, es ist noch gar nichts Bestimmtes gesagt. Sie wissen noch gar nicht, was Sie wollen; ja, keiner der Herren weiss noch, wie er sich stellen würde, wenn wir heute im Falle wären, obligatorische Berufsgenossenschaften einzurichten, und wenn die Typographia kommt und einen solchen Entwurf vorlegt, so ist noch gar nicht gesagt, das sei das einzig Richtige sondern sie sagt einfach, es wäre eine Möglichkeit, es so zu machen, aber wir behalten uns jederzeit vor, auf die Sache einzutreten. Es ist noch gar nicht gesagt, dass solche obligatorische Berufsgenossenschaften nicht denkbar seien auf eine Weise, dass uns der Staat dabei hilft, dass er auch ein Wort dazu zu reden hätte. Es ist noch nicht gesagt, dass die obligatorischen Berufsgenossenschaften sich auf einen Boden stellen würden, wie vielleicht die Zünfte in ihrer letzten Zeit, wo sie gar nichts anderes mehr waren als privatrechtliche Monopolgenossenschaften. Nein, die Berufsgenossenschaften werden sich auf einen Boden stellen müssen, wo auch der Staat etwas dazu zu sagen hat, wo sie nicht gewissermassen als Ringe auftreten können, sondern der Staat muss die Interessen der Allgemeinheit ihnen gegenüber verteidigen.

Ich glaube also, es ist da durchaus keine Gefahr, dass die Berufsgenossenschaften zu weit gehen. Und hat denn nun jemand gesagt, dass der Bund eine Gesetzgebung bringe, welche alle Gebiete des Gewerbewesens unter die obligatorischen Berufsgenossenschaften bringen werde? Nein, von dem ist gar keine Rede; so etwas hat noch kein Mensch verlangt. Man hat höchstens gesagt, man solle versuchen, auf dem einen oder andern Gebiete solche obligatorische Berufsgenossenschaften zu bilden, und gewiss werden die obligatorischen Berufsgenossenschaften, wenn sie auch kommen, jedenfalls sehr langsam kommen; sie werden zuerst auf einem Gebiete kommen; wenn dort die Erfolge nicht die sind, welche man erwartete, so wird man sich sehr hüten, auch auf andere Gebiete überzugehen. Ich sehe darum nicht ein, warum man in dieser Beziehung eine Furcht hegt. Herr Cramer sagt Ihnen auch, das Gewerbe solle sich auf einen andern Standpunkt stellen; es solle sich gewissermassen selbst organisieren; er gibt Ihnen überhaupt eine Menge von Mitteln, welche schon längst den kleinen Gewerbetreibenden angegeben worden sind und welche sie probierten, welche ihnen aber bis jetzt sehr wenig genützt haben. Wenn es sich um eine gute gewerbliche Ausbildung handeln soll, so wird die Minderheit

der Kommission und ein grosser Teil der schweizerischen Gewerbetreibenden sagen, dass diese Ausbildung nur auf dem Boden der Berufsgenossenschaften gründlich erfolgen kann. Ich will da durchaus nicht eingehen auf eine Kritik, welche Hr. Cramer gegenüber dem Recht auf Arbeit angebracht hat; das gehört gar nicht in unseren Saal.

Aber das glaube ich, dass wir durch eine Ordnung der Berufsverhältnisse, durch eine berufliche Gesetzgebung auf indirekte Weise dieses Recht auf Arbeit einzig realisieren können, wir können das nicht durch einen grossen Paragraphen in unserer Bundesverfassung, sondern können es einzig und allein, wenn wir die Arbeitsbedingungen und Arbeitsverhältnisse, die ganze Organisation so einrichten, dass wirklich derjenige, der arbeiten will, auch Arbeit bekommt und arbeiten kann.

Ich glaube, Ihnen also noch einmal empfehlen zu dürfen, dass Sie auf eine Revision des Art. 31 eintreten und zwar in dem Sinne, wie die Kommissionsminderheit Ihnen beantragt. Auf unsere Forderung in Bezug auf die Kantone ist nun Herr Bundesrat Deucher sehr schlecht zu sprechen. Ich glaube, dass ich auch in dieser Beziehung seine Befürchtungen vollständig zerstreuen kann. Herr Deucher und auch Herr Gobat haben nach meiner Ansicht gar nicht nachgewiesen, dass die Kantone in Zukunft nach unserem Antrage mehr Rechte bekommen als sie bisher hatten. Was die Kantone bis jetzt gethan haben, das hat ja Herr Bundesrat Deucher selbst so dargestellt, als sei es von Fall zu Fall immer wieder von den Bundesbehörden bestätigt worden. Herr Deucher hat gewissermassen selbst zugegeben, dass bei diesen Entscheidungen über kantonale Verordnungen jeweilen das öffentliche Wohl der massgebende Entscheidungsgrund gewesen sei. Wenn dann Herr Deucher doch so gewissermassen lächelnd über diesen Ausdruck öffentliches Wohl hinwegging, so kann ich das allerdings nicht verstehen. Auch ich bin nicht im Stande, Ihnen heute eine Definition des Ausdruckes aus dem Aermel zu schütteln. Aber ich dachte, über eine Sache, über die so viel in den Räten und bei allen Festen geredet wird, von der man sagt, dass man sich dazu verpflichte, sie immer und überall aufrecht zu erhalten, sollte man nicht gezwungen werden, noch extra eine Definition zu geben. Ganz gewiss hat man unter diesem Ausdruck nichts anderes verstanden, als dass man eine gewisse Summe von Lebensbedingungen für eine möglichst grosse Zahl der Bevölkerung garantieren wolle. Auch bisher ist bei allen Fragen die moralische, die ethische Seite in Betracht gezogen worden und von Fall zu Fall ist hier und überall der Grundsatz des öffentlichen Wohles massgebend gewesen. Wenn Herr Deucher nun sagt, wir dürfen nur das Buch von Salis aufschlagen, um dort bestätigt zu finden, dass der Bundesrat gegen alles, was die Kantone gemacht haben, immer sehr entgegenkommend gewesen sei, so mag das richtig sein; aber wenn Sie z. B. Seite 150 dieses Buches aufschlagen und dort sehen, wie der Bundesrat von Jahr zu Jahr über die Angelegenheit des Vorkaufes von Lebensmitteln vorgegangen ist, so muss ich allerdings sagen, dass mir eine solche Praxis nicht gefällt. Zuerst hat der Bundesrat entschieden, ein Verbot des Vorkaufes von Lebensmitteln könne nicht mehr zu Recht bestehen; dann einige Jahre darauf hat er entschieden, ein

solches Verbot könne zu Recht bestehen. Es ist das ungefähr die Geschichte von «Rein in die Kartoffeln, raus aus die Kartoffeln!» Ein solches Vorgehen kann jedenfalls die Achtung vor der Verfassung und vor der Gesetzgebung durchaus nicht erhöhen und wir müssen dafür sorgen, dass eine solche Art und Weise der Interpretation nicht mehr notwendig ist, und wir können es, wenn wir einfach den Grundsatz aufstellen, dass die Erwägung des öffentlichen Wohles massgebend sein müsse. Ich will also gar nichts anderes, als dass diese Erwägung in die Verfassung hineinkommt; dann bekommen Sie eine richtige Fassung des Artikels 31; dann geben Sie aber auch den Kantonen nicht mehr Kompetenzen, als sie jetzt schon haben; dann geben Sie aber absolut nichts aus der Hand von allem dem, welches Sie jetzt schon haben. Ist die Stellung der Kantone gegenüber diesem Artikel der Gewerbefreiheit gegenwärtig eine so beneidenswerte? Kann nicht gegen jeden solchen gesetzgeberischen Erlass rekuriert werden; kann nicht in jedem einzelnen Falle der Anwendung eines solchen Erlasses der Betroffene vor Ihre Behörde gelangen und sind nicht Sie immer wieder da, um zu sagen, der betreffende Kanton ist in der Anwendung dieses Artikels zu weit gegangen? Ich kann gar nicht begreifen, wie man sagen kann, die Kantone bekommen da ein grosses Mass von Selbstständigkeit wieder; wir kommen sogar vor 1848 zurück, wenn wir einen solchen Grundsatz aufstellen. Nein, das ist nicht richtig. In jedem einzelnen Falle hat der Bundesrat auf dem Rekurswege, und auch die Bundesversammlung, das Recht, eine kantonale Verordnung einfach aufzuheben.

Herr Deucher sagt dann noch: kein Mensch verlangt, dass die Kantone nun das Gesetzgebungsrecht erhalten; alle diese Eingaben und Petitionen reden nur von der Gesetzgebung des Bundes. Das ist auch gar nicht notwendig gewesen; aber blicken Sie in die Zukunft! Wenn Sie diese Gesetzgebung des Bundes haben, so ist es notwendig, dass diese in den Kantonen sich weiter fortpflanze, dass sie in den Kantonen ihre Anwendung finde und dass auch die Kantone ihrerseits die Berechtigung haben, dieselbe weiter auszubilden. Wie ich bereits in meinem ersten Votum betont habe, gibt es verschiedene Gebiete, auf welchen nur allein die Kantone gesetzgeberisch vorgehen können. Wollen Sie nun durch den Art. 34^{ter}, den Herr Deucher in seiner schroffsten Fassung angewendet wissen möchte, den Kantonen noch das Recht, das sie jetzt haben, entreissen und gewissermassen sagen: Die bisherige Praxis des Bundesrates ist nicht richtig; durch den Art. 34^{ter} reissen wir alles an den Bund. Sie würden sich damit am allermeisten selbst schlagen und wenn Herr Gobat, der, wie es scheint, ein grosser Gegner einer solchen kantonalen Gesetzgebung ist, die bernische Gesetzgebung ansieht, so würde er sich sagen müssen, dass Bern wie jeder andere Kanton, vielleicht noch mehr, es ist, der ein solches Gesetz bis jetzt für seine Bürger angewendet hat. Und was Bern recht und billig ist, wird auch in kleineren Kantonen, wenn auch nicht in so hohem Masse, recht und billig sein. Ich empfehle Ihnen also Eintreten auf die Anträge der Minderheit der Kommission.

Wild: Ich will Sie nicht lange hinhalten. Ich möchte nur auf etwas aufmerksam machen, was Hr. Bundesrat Deucher mir vorgeworfen hat, nämlich ich habe die wichtige Frage: Was ist das öffentliche Wohl? so légèrement beantwortet: Das ist eben das öffentliche Wohl. Dem gegenüber glaube ich darauf aufmerksam machen zu dürfen, dass wenn wir das öffentliche Wohl, von dem man sagt, es sei Dunst, als genügende Grenze für eine schädigende Handhabung der Freiheit der Gewerbe-gesetzgebung bezeichnen, wir eben so gut dastehen, wie diejenigen, welche den Eingang des Art. 31 und den Schlusssatz desselben, die Handels- und Gewerbefreiheit sei gewährleistet, als richtige Grenze bezeichnen; denn sie existiert ja nicht mehr. Das öffentliche Wohl aber, glaube ich, existiert noch; es ist noch nicht so durchlöchert, wie der Art. 31, und es wird sich im einzelnen Falle zeigen, was es ist.

Der Art. 31 hingegen ist nach der Aussage des Hrn. Bundesrat Deucher kein Hindernis, um alles zu machen, was man will. Er war kein Hindernis mehr, als man das Fabrikgesetz machte. Wenn aber der Art. 31, resp. der darin festgelegte Grundsatz, gar kein Hindernis ist, dann ist er viel weniger gut, als der Begriff des öffentlichen Wohles. Es wird gesagt, man mache einen Rückschritt hinter das Prinzip der Handels- und Gewerbefreiheit. Allein in solchen Fällen sind in meinen Augen Prinzipien nicht das Massgebende, sondern das Gesetz ist der entscheidende Punkt. Kommt ein gutes Gesetz zu stande, so fragt man sich nicht: auf welchen Prinzipien hat man es aufgebaut?, sondern man sieht darauf, wie es wirkt. Also damit kann man uns keinen Vorwurf machen, dass man sagt, man begehe einen Rückschritt, man gebe etwas Schönes preis, man gefährde das Wohl des Landes, indem man ein Prinzip preisgebe, von welchem man selber sagt, es sei komplet durchlöchert.

Dr. Bachmann: Nur ein kurzes Wort zur Begründung meines Standpunktes! Ich habe Ihnen in meinem gestrigen Referate auseinandergesetzt, dass unter Handels- und Gewerbefreiheit, wie sie unter Lemma c resp. e des Art. 31 enthalten ist, etwas ganz anderes verstanden wird, als die unbeschränkte Handels- und Gewerbefreiheit. Ich stehe hier auf dem gleichen Standpunkt wie Hr. Kollega Curti. Ich habe mit ihm das Gefühl, dass es gut wäre, wenn man diesen Begriff, der zu grossen Missverständnissen und ganz verschiedenen Interpretationen geführt hat, klar legen würde. Ich habe gesucht eine Redaktion zu finden, um Klarheit zu schaffen, aber alle meine Bemühungen sind gescheitert. Meine Elaborate haben mir selbst und den übrigen Mitgliedern der Kommission nicht gefallen. Sie waren bald zu eng, bald zu weit. Nun findet Hr. Curti den Ausweg für eine richtige Redaktion darin, dass man den Standpunkt der Kommissionsminderheit einnimmt, wonach einfach den Vorbehalten zum Prinzip der Handels- und Gewerbefreiheit in Art. 31 noch die gesetzlichen Bestimmungen auf dem Gebiete des Gewerbewesens nach Massgabe von Art. 34^{ter} hinzugefügt werden. Ich kann mich

mit Hrn. Curti nicht einverstanden erklären, dass damit eine richtige Klarstellung der Sachlage gegeben sei. Was wird hier gesagt? Hier wird dem Bunde unbedingt das Recht der Gesetzgebung im Gewerwesen gegeben, ohne dass er sich irgendwie mehr um den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit zu bekümmern hat. Soweit will ich nicht gehen in Bezug auf das Recht des Bundes. Auch der Bund soll immerhin noch den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit, selbst wie er in Lemma c resp. e des Art. 31 unserer Verfassung gewahrt worden ist, beobachten müssen. Ich sage: es tritt hier ganz dasselbe Verhältnis wie bei der Fabrikgesetzgebung ein, wozu dem Bunde in Art. 34 schon die Befugnis zustand. Auch in Bezug auf die Fabrikgesetzgebung konnte ja der Bund weitgehende Schranken aufstellen betreffend die Art und Weise, wie der Betrieb der Fabriken ausgeführt werden soll. Aber nach meiner Interpretation der Verfassung gilt auch in Bezug auf die Fabrikgesetzgebung das Prinzip der Handels- und Gewerbefreiheit, wie es in Lemma e des Art. 31 für die Verfügungen über die Gewerbe und Industrie gewahrt wird. Es dürfen auch in Bezug auf den Betrieb der Fabriken, in Bezug auf die Ausübung des Gewerbes keine Privilegien weder zu gunsten von Personen, noch zu gunsten von Grundstücken, wie das früher vor der Verfassung von 1848 der Fall war, geschaffen werden. Sie werden mit mir darin übereinstimmen, dass wenigstens dieser Begriff der Handels- und Gewerbefreiheit auch für den Bund gültig sein soll, dass keine Privilegien geschaffen werden sollen. Sie werden vielleicht noch weiter gehen und sagen, dass durch die Gesetzgebung des Bundes niemandem, der die gleichen Bedingungen wie andere erfüllt,

die Ausübung eines Berufes verunmöglicht werden soll, sondern dass lediglich die Art und Weise der Ausübung an gewisse Schranken gebunden sein soll. So verstehe ich den Antrag der Kommissionsmehrheit. Der Bund soll das Recht der Gesetzgebung haben, er soll in weitgehendem Masse ebenfalls Schranken in Bezug auf die Ausübung des Gewerbes aufstellen können, wie solche Gesetze bisher durch die Kantone erlassen werden konnten. Aber der Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit soll auch durch den Bund nicht beeinträchtigt werden, es sollen keine Privilegien zu gunsten von Personen und Grundstücken geschaffen werden dürfen.

So interpretiere ich vielleicht den Antrag der Kommissionsmehrheit etwas anders, als es von andern Mitgliedern der Mehrheit gethan worden ist.

Abstimmung. — Votation.

Mit 65 gegen 36 Stimmen wird Eintreten auf Grundlage des Antrages der Kommissionsmehrheit beschlossen.

(Par 65 voix contre 36 l'entrée en matière est décidée d'après la proposition de la majorité de la commission.)

Hier wird die Beratung abgebrochen.

(Ici le débat est interrompu.)

Bundesbeschluss betreffend Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens. BB vom 20. Dezember 1893. I. Vorlage (verworfen)

Arrêté fédéral concernant l'adjonction, à la Constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers. AF du 20 décembre 1893. Ier projet (rejeté)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1893
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1893_002
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.12.1893 - 09:00
Date	
Data	
Seite	355-380
Page	
Pagina	
Ref. No	20 026 582

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Amtliches
stenographisches Bulletin



BULLETIN
STÉNOGRAPHIQUE OFFICIEL

der
schweizerischen Bundesversammlung

N^o 28

DE
L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE SUISSE

Abonnements: Jährlich Fr. 1. 50 für die Schweiz, Fr. 3. 50 für das übrige Postvereinsgebiet. In der Schweiz kann nur bei der Post abonniert werden.
Abonnements: Un an: Suisse 1 fr. 50, Union postale 3 fr. 50. On s'abonne en Suisse exclusivement aux offices postaux.

Nationalrat. — Conseil national.

Sitzung vom 20. Dezember 1893, vormittags 9 Uhr. — Séance du 20 décembre 1893, à 9 heures du matin.

Vorsitzender: }
Président: } *Brenner.*

Tagesordnung: — *Ordre du jour:*

Bundesbeschluss

betreffend

Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens.

Arrêté fédéral

concernant

l'adjonction, à la constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers.

Detailberatung. — *Discussion article par article.*

(Siehe Seite 343 hievor. — Voir page 343 ci-devant.)

Ziff. I.

M. Comtesse, rapporteur français de la majorité de la commission: Vous avez décidé hier l'entrée en matière sur le texte proposé par la majorité de la commission. M. Gobat veut faire abstraction dans le texte français du mot arts qui se trouve dans la traduction que nous avons faite du mot allemand Gewerbe. Il veut se borner à la traduction littérale et dire: La Confédération a le droit de statuer des prescriptions uniformes dans le domaine des métiers. Nous avons admis l'expression de arts et métiers parce qu'elle est classique et qu'au fond elle a la même portée et la même signification que le mot allemand Gewerbe.

On appelle souvent un métier un art, ainsi l'on dit couramment en français: l'art du forgeron, l'art du tailleur de pierre, de sorte que l'expression arts et métiers paraît répondre à la notion du mot Ge-

werbe. Nous croyons qu'il y aurait des inconvénients à mutiler le texte français dont l'expression générale comprend l'ensemble des métiers qui sont aussi des arts. On disait autrefois: Corporations des arts et métiers. Il nous paraît par conséquent qu'il serait préférable de maintenir le texte français intégral, bien qu'il ne soit pas la traduction littérale de l'allemand. L'expression arts et métiers paraît bien répondre à la pensée qui nous dicte cette révision constitutionnelle.

Je propose de maintenir le texte français de l'article 34 tel qu'il est rédigé par la majorité de la commission.

Dr. Bachmann, deutscher Berichterstatter der Kommissionsmehrheit: Nachdem Sie gestern Eintreten auf den Beschluss des Ständerates beschlossen haben, kann ich mich jetzt ganz kurz fassen. In meinem Referat betreffend die Eintretensfrage habe ich schon auseinandergesetzt, dass die neue Redaktion, welche der Ständerat der Vorlage gegeben hat, indem die Worte « über das Gewerbewesen » durch

die Worte « auf dem Gebiete des Gewerbewesens » ersetzt wurden, die Bedeutung hat, dass der Bund nicht verpflichtet sein soll, über das ganze Gewerbeswesen zu legiferieren, sondern einzelne Punkte herausgreifen kann, über die sich die Gesetzgebung erstrecken soll. Was den Ausdruck « einheitliche Vorschriften » betrifft, so habe ich darauf aufmerksam gemacht, dass mit diesem Worte « einheitlich » nicht gesagt werden soll, es sollen nun für alle Gewerbe einheitliche Vorschriften erlassen werden, sondern es sollen die Vorschriften des Bundes für das ganze Gebiet der Eidgenossenschaft einheitliche sein.

Scherrer-Füllemann: Ich stelle Ihnen den Antrag, dem Art. 34ter folgenden Inhalt zu geben: «Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerbeswesens und gegen den Zwischenhandel mit Liegenschaften gesetzliche Vorschriften aufzustellen.»

Was versteht man unter Zwischenhandel mit Liegenschaften? Darunter versteht man jene Kaufverträge über Liegenschaften, welche vom Käufer nicht in der Absicht abgeschlossen werden, die betreffenden Liegenschaften zu behalten und selber umzutreiben, sondern in der Absicht, dieselben in kürzester Frist mit Gewinn wieder weiter zu veräussern. Dieser Zwischenhandel mit Liegenschaften tritt namentlich in der Form der sogenannten Güterschlächtereien oder Hofmetzgereien in einzelnen Kantonen der Ostschweiz und der Nordschweiz auf. In andern Kantonen der Schweiz dagegen scheint dieses Spekulationsgebiet der Güterhändler nicht bekannt zu sein, und ich sehe mich infolge dessen veranlasst, zu zeigen, wie dieses Spekulationsgebiet ausgebeutet wird.

Die sogenannten Güterschlächter sind zuerst aus dem benachbarten Grossherzogtum Baden in die Kantone Thurgau, Zürich und successive auch in die angrenzenden Bezirke des Kantons St. Gallen eingedrungen und haben dort ihr Handwerk getrieben. Sobald aber einheimische Spekulanten gefunden haben, dass dies ein sehr vorteilhaftes Erwerbsgebiet sei, haben sie sich diesem neuen Zuge ebenfalls, teilweise wenigstens, angeschlossen. Diese Güterschlächter, diese Spekulanten spähen in landwirtschaftlichen Kreisen nach Bauerngütern aus, die namentlich geeignet sind zu stückweiser Weiterveräusserung. Wenn sie zum vorneherein sicher sind, dass sie ein recht gutes Geschäft machen, so stellen sie den verkaufenden Bauern keine besonders drückenden Bedingungen; sobald sie aber irgendwie im Zweifel sind, dass das Geschäft nicht gerade brillant werden könnte, so lassen sie sich vom veräussernden Bauern gewisse Garantien geben; sie erklären demselben, dass sie befürchten, diese oder jene Grundstücke des betreffenden Bauerngutes, diese oder jene Gebäulichkeiten desselben könnten bei einer Weiterveräusserung nicht einen entsprechenden Erlös abwerfen und veranlassen dadurch den veräussernden Bauer, ihnen für die betreffenden Grundstücke beziehungsweise Gebäulichkeiten einen Minimalerlös bei der künftigen Weiterveräusserung zu garantieren. Wenn dann dieser Minimalerlös nicht erzielt wird, so ist die Folge selbstverständlich die, dass der veräussernde Bauer die betreffenden Grundstücke zu den angesetzten Preisen entweder selbst

an sich ziehen muss oder dem Spekulanten die Differenz zwischen dem Minimalpreis und dem bei der Weiterveräusserung erzielten wirklichen Preis zu ersetzen hat. Wenn auf diese Art und Weise der Spekulant in den Besitz eines Bauerngutes gekommen ist, so schreitet er dann zur Weiterveräusserung desselben und zwar in der Regel unmittelbar und im Anschluss an den eigenen Kaufvertrag. Die Veräusserung geschieht in der Regel stückweise, d. h. das Bauerngut wird abgeschlachtet, wird gemetzget, wie der Volksmund sich ausdrückt. Bei diesem Anlasse werden dann von Seiten der Spekulanten wieder alle jene Ränke und Kniffe angewendet, welche einen möglichst hohen Kaufpreis zu erzielen geeignet sind. Man setzt eine ganze Anzahl von Terminen, durch welche der Kaufpreis für die einzelnen auf der öffentlichen Gant ersteigerten Grundstücke abgetragen werden kann. Man setzt unter Umständen auch einen billigen Zinsfuss an. Die Termine sind 4, 5, 6, 7, 8 Jahre, je nachdem was gerade dem betreffenden Güterhändler als das geeignetste und rentabelste erscheint. Die Anzahlungen, die jeder zu leisten hat, werden ganz minim angesetzt; dagegen unterlassen diese Güterhändler in der Regel dann nicht, in den betreffenden Gantbedingungen etwa die unschuldige Bestimmung aufzunehmen, dass sie befugt seien, gutfindendenfalls neben dem Unterpfandrechte auf die veräusserten einzelnen Grundstücke auch noch von den Käufern unter Umständen Bürgschaft für den Kaufpreis zu verlangen. Auf diese Art und Weise erzielen diese Güterschlächter in der Regel ganz ausserordentliche Preise für die Grundstücke und die Folge davon ist, dass sie in der Regel ihre Taschen zum Nachteile des Bauernstandes mit ganz bedeutenden Gewinnen zu füllen in der Lage sind. Allein die Folgen, welche diese Güterschlächtereien für den Bauernstand im allgemeinen in den betreffenden Gegenden gehabt hat, sind nach anderer Richtung auch noch äusserst schlimm. Durch diese Güterschlächtereien sind nämlich die Liegenschaftspreise in den betreffenden landwirtschaftlichen Kantonen auf eine ganz unverständige Höhe geschraubt worden; es ist dies namentlich in den siebziger Jahren geschehen. Diese Güterschlächtereien verdankt ihren Ursprung den sechziger Jahren des gegenwärtigen Jahrhunderts und hat namentlich in den siebziger Jahren ihre Blüte erreicht, hat dann aber in den betreffenden Kantonen zu einer ganz masslosen Verschuldung des Bauernstandes geführt, indem eben im Verkehre mit Liegenschaften dann mehr oder weniger die Preise zu Grunde gelegt worden sind, welche bei den Güterschlächtereien erzielt worden sind. Dadurch ist unser Bauernstand in den betreffenden Gegenden in ein solches Mass von Ueberschuldung, zum Teil wenigstens, geraten, dass viele davon sich nicht mehr zu retten vermochten und es auch in Zukunft nicht vermögen. Dieser Zwischenhandel mit Liegenschaften in dieser äusserst gefährlichen Form bietet ganz offenbar niemandem irgend einen Vorteil als den Zwischenhändlern selbst, den Hofmetzgern. Denn diese schieben in ihre Taschen einen ganz bedeutenden Gewinn, während alle übrigen Interessenten dabei lediglich geschädigt werden, namentlich aber der Bauernstand im allgemeinen in den betreffenden Gegenden, in welchen diese Güterschlächtereien grassiert. Es giebt bekanntlich verschiedenerlei Zwischenhandel; aber der unnützigste und infolge dessen auch

der schädlichste, den man sich denken kann, ist ganz offenbar der Zwischenhandel mit Liegenschaften; denn er bedeutet keine nötige Funktion in unserm wirtschaftlichen Leben. Die Liegenschaften bleiben an Ort und Stelle, wo sie sind; dort kann sie jeder kaufen und dort kann sie der Besitzer auch veräussern. Es ist absolut nicht nötig, dass er sich dazu eines Zwischenhändlers bediene, wie dieselben namentlich im Laufe der siebziger Jahre in der Ostschweiz aufgetreten sind.

Ganz anders ist es mit dem Zwischenhandel rücksichtlich beweglicher oder Vermögensobjekte, namentlich rücksichtlich von Produkten, welche in andern Ländern produziert werden und dann in Nachbarstaaten oder andere Erdteile ausgeführt werden müssen. Da versieht der Zwischenhandel eine notwendige Funktion; aber im Verkehr mit Liegenschaften in gar keiner Weise. Es wird sich nun fragen: wie kann man diesem schädlichen Zwischenhandel mit Liegenschaften entgegen treten? Es ist bereits in den Kantonen versucht worden, sachbezügliche Schritte zu thun, in der Meinung, es könnte dies vielleicht geschehen ohne eine zweckentsprechende Revision der Bundesverfassung. Allein nach meiner Ueberzeugung sind alle dahingehenden Versuche vollständig oder doch beinahe wertlos. Man hat namentlich in jüngster Zeit wiederum im grossen Rate des Kantons Zürich darüber geklagt, dass dieser Zwischenhandel mit Liegenschaften sein Unwesen wieder zu treiben beginne und dass demselben entgegengetreten werden müsse. Eine Siebener-Kommission, welche zur Prüfung des landwirtschaftlichen Notstandes im Kanton Zürich niedergesetzt worden ist, hat sich auch mit dieser Frage befasst und gefunden, wenn man von den betreffenden Güterhändlern Patentgebühren fordere, wenn man die Gantordnung revidiere und nur zwei Ganten zulasse bei der Steigerung von Liegenschaften, wenn man endlich die Ganttrünke verbiete und wenn man die Kantonalbank veranlasse, überschuldeten Bauern ihre Liegenschaften abzuwehmen und sie dann quasi als Pächter auf denselben fortvegetieren zu lassen, so sei diesem Zwischenhandel die Spitze abgebrochen. Ich bedaure die Ueberzeugung aussprechen zu müssen, dass alle diese Massregeln das Uebel kaum an der Oberfläche, geschweige denn an der Wurzel treffen. Was scheeren sich die Güterschlächter, wenn sie das Spekulationsgewerbe treiben wollen, darum, wenn man von ihnen ein Patent verlangt und Patentgebühren bezahlt wünscht. Sie wissen zum vorneherein, dass diese Gebühren schliesslich nicht aus ihrer Tasche, sondern aus der Tasche des Bauern bezahlt werden, und sie werden selbstverständlicher Weise solche Patente auch nur dann lösen, wenn sie finden, es sei jetzt wieder ein Jahr oder eine Zeit, wo dieses Spekulationsgewerbe blühe. Ob Sie nun Patentgebühren von 500, 1000 oder 100, 200, 300 Fr. fordern, das wird ihnen ganz egal sein; sie werden Ihnen kalt lächelnd die Gebühren bezahlen und sagen: schliesslich werde ich nicht derjenige sein, der den Betrag entrichtet, sondern jemand anders. Auch mit einer Revision der kantonalen Gantordnung kann man hier offenbar nicht zum Ziele kommen. Denn wenn man auch vorschreibt, es dürfen über Liegenschaften nur zwei öffentliche Ganttrüfe und nachher eine sogenannte Nach- oder Bettelgant stattfinden, was wird die Folge sein? Wenn die bezüglichen Liegenschaften auf der öffentlichen Gant nicht

genügend gegolten haben, so werden sie eben abgeschlagen und nach der Gant werden sich die Güterhändler daran machen, entweder selbst oder mittelst ihrer Helfershelfer doch diejenigen Preise von den betreffenden Liebhabern herauszudrücken, welche sie schliesslich haben wollen. Ebenso wenig wird es nützen, die Ganttrünke abzuschaffen; allerdings ist es vielfach Uebung bei diesen Schlächtereien, dass von Seite der veräussernden Spekulanten anlässlich des Gantaktes ganz gehörig Wein bezahlt wird zu Handen des gantenden Publikums. Allein es ist interessant, dass die Güterschlächtereien gerade in denjenigen Kantonen am üppigsten gewuchert hat in den siebziger Jahren, wo man die Ganttrünke gesetzlich verboten hatte, so im Kanton Thurgau. Mit derartigen Mittelchen also wird die Güterschlächtereien nicht aus der Welt geschafft. Man hat geglaubt, wenn die Kantonalbank im Interesse des überschuldeten Bauernstandes interveniere, die Güter an sich nehme und dann die bisherigen Eigentümer als Pächter belasse, so sei der Boden den Güterspekulanten ebenfalls mindestens teilweise abgegraben. Ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass sich diese Güterspekulanten nicht an den überschuldeten Bauern weiden können, aus dem einfachen Grunde, weil sie nicht in der Lage sind, die Liegenschaften von einem solchen Preis zu erwerben, dass dann für sie auch noch etwas Erhebliches heraus schauen würde. Derjenige, der über und über verschuldet ist und sich infolgedessen auf seiner Liegenschaft nicht mehr halten kann, wird nicht von Seiten der Güterschlächter erlöst. Da würden die betreffenden Kantonalbanken lediglich in die Lage kommen, überschuldete Liegenschaften an sich zu ziehen, während der Güterschlächter sein Gewerbe gegenüber dem übrigen Bauernstande nach wie vor fortbetreiben würde. Man darf und kann leider auf kantonalem Gebiete ohne Vornahme einer entsprechenden Revision der Bundesverfassung wirksame Massregeln gegenüber diesem Güterspekulationshandel nicht erwarten. Voraussetzung jeder wirksamen Abhülfe ist also eine entsprechende Revision der Bundesverfassung.

Es wird sich nun fragen, ob nach Massgabe des Vorschlages der Kommission eine wirksame Massregel gegenüber dem Zwischenhandel mit Liegenschaften getroffen werden könne. Die Kommission schlägt vor: «Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens einheitliche Vorschriften aufzustellen.» Ich halte nun dafür, auf Grundlage dieses Artikels könne von wirksamen Massregeln gegen die von mir berührten Uebelstände nicht wohl die Rede sein.

Was bezweckt man mit diesem von der Kommission vorgeschlagenen Artikel? Damit bezweckt man einerseits, die Gesetzgebung über das Gewerbewesen einheitlich zu ordnen, und andererseits bezweckt man mit diesem Artikel ganz offenbar, unser Gewerbewesen zu fördern und zu entwickeln. Allein ich mit meinem Vorschlag gegen den Zwischenhandel mit Liegenschaften, bezwecke nicht die Förderung und Entwicklung dieses Gewerbebetriebes, sondern wo möglich die Verunmöglichung desselben. Ich möchte durch die Gesetzgebung Massregeln ergriffen wissen, welche diesem Treiben der Spekulation einen Riegel zu schieben in der Lage wären.

Es handelt sich also hier wirklich um eine Ein-

schränkung der Gewerbefreiheit, soweit dieser Spekulationshandel gewerbmässig betrieben wird. Allein ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass dieser Spekulationshandel mit Liegenschaften eben vielfach nicht gewerbmässig, sondern bloss gelegentlich betrieben wird. Es giebt viele derartige Spekulanten, die in einem Jahre vielleicht eine, vielleicht zwei, wenn es hoch geht drei Liegenschaften erwerben und dann stückweise wieder veräussern. Hier hätten wir es mit sogenannten gelegentlichen Käufen und Veräusserungen zu thun. Man könnte da nicht wohl von einem gewerbmässigen Betriebe der Betreffenden sprechen; denn ein gewerbmässiger Betrieb hat doch eine gewisse Kontinuität, ein gewisses dauerndes Erwerbsleben des Betreffenden, der sich demselben widmet, zur Voraussetzung.

Wenn Sie aber auf Grundlage dieses Artikels, wie er von Seite der Kommission vorgeschlagen wird, gegen den Zwischenhandel mit Liegenschaften vorgehen wollten, so könnten Sie selbstverständlicherweise höchstens den gewerbmässigen, niemals aber den gelegentlichen Zwischenhandel treffen. Was würden nun diejenigen thun, die jetzt den Zwischenhandel gewerbmässig betreiben? Sie würden von diesem System abgehen, wenn sie durch die Gesetzgebung gehindert würden. Sie würden für jeden einzelnen Handel wohl ihren Strohmann, den sie aufstellen könnten, finden, und wir hätten dann lauter sogenannte gelegentliche Zwischenhändler, die von der Gesetzgebung auf Grundlage dieses Artikels ganz offenbar nicht gefasst werden könnten.

Mein Vorschlag verfolgt daher den Zweck, gegen jeden Zwischenhandel, gleichviel ob er gewerbmässig oder gelegentlich betrieben werde, die geeigneten Massregeln zu ermöglichen. Aber gerade deshalb ist es notwendig, dass die sachbezügliche Kompetenz zu Gunsten des Bundes in einem Verfassungsartikel ausdrücklich, *expressis verbis* niedergelegt werde. Man hat Ihnen zwar gestern wohl gesagt, man wolle in diesen Vorschlägen nicht detaillieren, sondern sich mit allgemeinen Ausdrücken behelfen, damit alle möglichen Thüren und Thore offen stehen. Aber gerade dasjenige Thor, diejenige Thüre, die ich geöffnet haben möchte, ist eben nach meiner Ueberzeugung nicht geöffnet, wenn Sie bloss den Vorschlag Ihrer beiden Kommissionen acceptieren. Wenn man gegen den Zwischenhandel mit Liegenschaften wirksam operieren will, so muss dies ausdrücklich im betreffenden Verfassungsartikel gesagt werden.

Mein Antrag unterscheidet sich in zwei Richtungen von den bezüglichen Anträgen der Kommission; einmal dadurch, dass ich dem Bunde ausdrücklich die Kompetenz geben will, gesetzliche Vorschriften gegen den Zwischenhandel mit Liegenschaften zu erlassen, sodann dadurch, dass ich mich nicht begnüge, zu sagen: es können einheitliche Vorschriften aufgestellt werden, sondern dass ich gleichzeitig auch sage, welche Eigenschaft diese einheitlichen Vorschriften haben sollen, nämlich es sollen gesetzliche Vorschriften sein.

Es ist gestern davon gesprochen worden, dass die Handels- und Gewerbefreiheit gleichsam das Palladium unserer Bundesverfassung sei. Herr Cramer-Frey hat sich dahin ausgesprochen, dieser Grundsatz sei mit goldenen Lettern in unsere Verfassungs-urkunde eingegraben. Für viele mag es den Anschein haben, dass er in goldenen Lettern geschrieben sei,

für andere sieht er sehr kupfern aus. Allein wenn man sagt: wir haben es hier mit einem Palladium zu thun, so soll man dann dieses Palladium nicht durch beliebige Vorschriften beschränken können, sondern den Grundsatz aufstellen: nur auf dem Wege der Gesetzgebung soll dieser Grundsatz beschränkt werden dürfen. Sie dürfen nicht vergessen, dass wir gewisse Rechte des Volkes gegenüber den gesetzgeberischen Erlassen unserer Bundesversammlung kennen und dass das Volk ein Recht hat, wenn man ihm dieses sogenannte Palladium verletzen, beschränken will, auch seinerseits gegen derartige Massnahmen der eidgenössischen Räte Stellung zu nehmen. Das ist nur dann möglich, wenn nur gesetzgeberische Vorlagen nach dieser Richtung zulässig sind. Es ist selbstverständlich, dass dadurch Vollzugsverordnungen zu bezüglichen eidgenössischen Gesetzen, erlassen durch den Bundesrat, in keiner Weise hindernd entgegengetreten werden soll. Soweit solche bei näherer Ausführung gesetzlicher Erlasse der Bundesversammlung notwendig sind, wird der Bundesrat nach wie vor seine bezüglichen Vollzugsverordnungen machen können.

Wenn ich mich schliesslich noch frage, ob das von mir geforderte Einschreiten des Bundes wirklich notwendig sei, so muss ich diese Frage mit aller Entschiedenheit bejahen. Wir haben es hier mit einer ganz bestimmten und namentlich in der Ostschweiz weit verbreiteten Krankheit bei unserer Landwirtschaft zu thun. In den Grossräten der Kantone Zürich und Thurgau ist diese Frage in jüngster Zeit bereits zur Sprache gekommen. Man findet es auch da für notwendig, dass irgend etwas geschehen muss. Aber ich habe Ihnen schon gezeigt, dass ohne eine entsprechende Revision der Bundesverfassung vom Ergreifen wirksamer Massregeln nicht gesprochen werden kann. Diese Güterschlächter haben nämlich in den 70er Jahren in den betreffenden Gegenden so furchtbare Verheerungen in unserm Bauernstande angerichtet, dass man gegen dieselben gewappnet sein muss. Zwar weshalb? Just, weil diese Güterschlächter jetzt wieder auf der Lauer stehen. Die Güterschlächterei ist in den 80er Jahren mehr und mehr eingeschlafen, aus dem einfachen Grunde, weil damals für die betreffenden Spekulanten die Gelegenheit nicht günstig war, auf diesem Gebiete neue Beute zu holen. Aber mit Beginn der 90er Jahre haben sich dieselben wieder entschieden, und zwar just in den gleichen Kantonen, zu regen begonnen. Diese Erscheinung erklärt sich auf äusserst natürliche Art und Weise. Wir leben gegenwärtig in der Schweiz in einem Stadium des Niederganges unserer Industrie, des Stillstandes unseres Gewerbes. Infolge dessen ist es nur natürlich, dass die Nachfrage nach landwirtschaftlichen Betrieben und infolge dessen die Kauflust bezüglich der Landwirtschaft wieder stärker wird. Das haben diese Spekulanten sofort herausgeföhlt und sie stehen heute wieder ganz gleich auf der Lauer, wie in den 70er Jahren. Es ist allerhöchste Zeit, dass man denselben entgegentritt, oder die Verheerungen, die auf diesem Gebiete im Bauernstande angerichtet werden, werden grösser sein, als in den 70er Jahren. Das gegenwärtige Sinken des Zinsfusses ist auch nicht dazu angethan, das Spekulationsgebiet dieser Leute als ein nicht acceptables zu bezeichnen. Gerade jetzt haben wir alle Veranlassung, die nötigen wirksamen Massregeln zu ergreifen.

Wenn ich mich endlich noch frage, ob ein wirksames Einschreiten von seite des Bundes auch möglich sei, so muss ich diese Frage entschieden bejahen; aber ein wirksames Einschreiten ist nur möglich, wenn wir den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit auf diesem Gebiete ganz wesentlich beschränken, wenn also mit andern Worten thatsächlich, auch wenn Sie das formell gestern nicht gewollt haben, eine Beschränkung der Handels- und Gewerbefreiheit mit Bezug auf den Verkehr mit Liegenschaften eintritt. Diese Beschränkung könnte in der Form eintreten, dass der Zwischenhandel mit Liegenschaften als eine auf landwirtschaftlichem Gebiete durchaus unnötige Funktion verboten wird, oder dass solche Massregeln in Vorschlag gebracht werden, welche diesen Zwischenhandel auch beinahe ausmerzen oder doch auf ein geringes Minimum reduzieren würden. Ich habe mich bereits im Jahre 1884 in einer Abhandlung über das landwirtschaftliche Kreditwesen über diese Frage ausgesprochen, und ich bin heute noch akkurat der gleichen Meinung. Ich habe bis auf den heutigen Tag kein anderes wirksames Mittel, um dieser Güterschlächtereie entgegenzutreten, gefunden als dasjenige, das ich schon damals in Vorschlag gebracht habe. Es heisst in der bezüglichen Broschüre: «Was für ein Mittel gibt es nun zur Verunmöglichung resp. zur wesentlichen Einschränkung des oben geschilderten Güterhandels? Ein ganz einfaches und doch ganz sicheres: Der Gesetzgeber soll den Verkehr mit Liegenschaften nicht in gleich unbeschränkter Weise gestatten, wie mit beweglichen Vermögensobjekten. Er soll den Grundsatz aufstellen, dass nur derjenige zur stückweisen Veräusserung von Bauerngütern berechtigt sein solle, der dieselben während eines bestimmten Zeitraums — mindestens 3 Jahre — besessen und betrieben habe. Durch einen solchen Grundsatz ist der Spekulationsgüterhandel mit einem Schlage beseitigt; wohl selten wird sich ein Spekulant zu einem dreijährigen Gutsbetriebe verstehen, nur um die Berechtigung zu stückweiser Veräusserung eines Bauerngutes zu erhalten. Es wäre jedoch ungerecht, diesen Grundsatz ausnahmslos zur Anwendung zu bringen; er soll ja nur den verstückelnden Spekulanten treffen und sein verderbliches Handwerk legen. Wenn also z. B. ein Bauerngut in erbrechtlicher Weise einen oder mehrere neue Eigenthümer erhält, so sollen sie in der Veräusserung desselben völlig frei sein. Ebenso müsste es den Vormundschaftsbehörden gestattet sein, Bauerngüter von Bevormundeten in gutfindender Weise zu liquidieren. Ich will jedoch nicht unterlassen, anzudeuten, dass die vorgeschlagene Unterdrückung des Spekulationsgüterhandels einer Revision derjenigen kantonalen und eidgenössischen Verfassungsartikel rufen könnte, welche die unbedingte Gewerbefreiheit garantieren. Dies wäre jedoch keineswegs zu bedauern, indem ja nur die Auswüchse eines an sich richtigen Verfassungsgrundsatzes verunmöglicht werden wollen.» Also schon damals war man von der Unmöglichkeit, diesem Spekulationshandel auf Grundlage der verfassungsmässigen Vorschriften über Handels- und Gewerbefreiheit entgegenzutreten, überzeugt. Das Königreich Württemberg hat sich in dieser Frage teilweise auf einen ähnlichen Standpunkt gestellt und was ist die Folge davon gewesen? Der Spekulationsgüterhändler, der Hofmetzger, der Güterschlächter ist im Königreich Württemberg eine sehr

selten gesehene Erscheinung, währenddem die deutschen Nachbarstaaten Baden und namentlich Hessen von diesen Würhengeln vollständig verwüstet werden. Da sehen Sie die Wirkungen geeigneter gesetzlicher Massregeln gegenüber dieser Ausschreitung eines verwerflichen Spekulantentums!

Man wird mir jetzt wahrscheinlich einwerfen, der von mir gestellte Antrag sei eigentlich streng genommen gar nicht notwendig, indem ja auch gestützt auf den Vorschlag der Kommission die notwendigen Massregeln in dem von mir angedeuteten Sinne ergriffen werden können. Ich kann, wie gesagt, diese Auffassung nicht teilen. Man müsste der Verfassungsbestimmung offenbar ausserordentlich Gewalt anthun, um dasjenige hineinzudeuteln, was ich in derselben haben möchte. Deshalb wünsche ich, dass es ausdrücklich in der Verfassung gesagt werde, damit jedermann weiss, um was es sich handelt, damit die Kompetenzstellung des Bundes in dieser Frage eine klare und geregelte sei. Eventuell, wenn der Rat sich auf den Standpunkt stellt, dass mein Vorschlag nicht acceptabel sei, dass dagegen die Tendenz dieses Vorschlages gebilligt werden müsse und dass auf Grundlage des von der Kommission gemachten Vorschlages das gleiche erreicht werden könne, müsste ich wünschen, dass eine entsprechende Protokollerklärung aufgenommen würde, damit man in Zukunft darüber nicht im Zweifel sein kann, dass gegen diesen Krebschaden gesetzgeberisch vorgegangen werden kann, gleichviel ob mein Antrag oder derjenige der Kommission angenommen wird.

Ich möchte Sie zum Schluss auch noch auf das Moment aufmerksam machen, dass wenn Sie das im Verfassungsentwurf ausdrücklich sagen, jedenfalls die Zahl der Freunde der Vorlage nicht vermindert werden wird, sondern in gewaltiger Weise, namentlich in denjenigen Kantonen, in denen dieses Uebel grassiert, wachsen wird. Sie werden daher auch der Vorlage einen Dienst erweisen, wenn Sie den von mir gemachten Vorschlag acceptieren.

Präsident: Obschon der Antrag des Hrn. Scherrer nicht in einem sehr engen Zusammenhang mit der Vorlage betr. die Gewerbegesetzgebung steht, ist er jedenfalls als zulässig zu erachten, und wird derselbe gleichzeitig mit demjenigen der Kommission diskutiert werden.

M. Comtesse, rapporteur français de la commission: Ainsi que la présidence vient de vous le faire remarquer, la proposition faite par notre collègue M. Scherrer-Füllemann ne peut pas se rattacher facilement au texte que vous avez sous les yeux. M. Scherrer-Füllemann semble en avoir lui-même le sentiment, puisqu'il vous a dit tout à l'heure que si vous preniez le parti d'écarter sa proposition, il y aurait lieu tout au moins de faire des réserves au protocole, moyennant lesquelles il serait bien entendu que les cantons auraient la faculté de légiférer dans le sens indiqué.

Votre commission a examiné la proposition de M. Scherrer-Füllemann, elle s'en est occupée il y a déjà plusieurs mois et elle a dû reconnaître qu'il était impossible de la mettre en connexion avec notre texte.

Ce que nous voulons, c'est permettre à la Confédération de légiférer dans le domaine de la petite

industrie, dans celui des métiers. Or, M. Scherrer-Füllemann voudrait au moyen du même texte autoriser la Confédération à prendre les mesures législatives contre l'abus des spéculations immobilières; il nous a fait un exposé très intéressant, sans doute, des mesures que la Confédération serait appelée à prendre à cet égard, mais nous pensons que le soin en appartient dès maintenant aux cantons qui ont certainement le droit de légiférer, quelques-uns l'ont fait déjà, — pour combattre les abus particulièrement graves que signale M. Scherrer-Füllemann. Il est constaté en définitive que ces abus sont localisés dans certains cantons et qu'il n'y a pas lieu d'accorder à la Confédération une compétence inutile.

Votre commission vous propose donc de faire abstraction de la proposition de M. Scherrer-Füllemann. Ce serait vraiment une anomalie que d'ajouter à l'art. 34 une disposition en une matière qui doit lui rester absolument étrangère. C'est pourquoi nous vous demandons de ne pas accepter la proposition de M. Scherrer-Füllemann.

Dr. Ming: Die Klagen, welche Hr. Scherrer-Füllemann über den Handel mit Liegenschaften in der Ostschweiz angebracht hat, sind vollständig richtig. Aber nicht die gleichen Klagen, wenigstens nicht in gleichem Masse, werden Sie aus anderen Gegenden der Schweiz vernommen haben. Die Verhältnisse des landwirtschaftlichen Grossbetriebes sind auch ganz andere als diejenigen des landwirtschaftlichen Kleinbetriebes und gesetzliche Massnahmen für den einen mögen ganz unpassend sein für den andern. Ich mache darauf aufmerksam, dass Massnahmen, wie Herr Scherrer-Füllemann sie beantragt, für städtische Verhältnisse durchaus nicht passend sein können; sie können ebenfalls nicht passend sein für die Fremdenindustrieregenden, für die Fabrikgegenden. Ganz und gar aber sind sie für die kleinbäuerlichen Verhältnisse in den Alpenkantonen unpassend, welche verlangen, dass auf dem Boden im Thale möglichst viele Haushaltungen Platz finden, welche neben der Bewirtschaftung des Bodens im Thale Alpwirtschaft treiben. Ich gebe ja gerne zu, dass für solche Verhältnisse eine weitgehende Güterzerstückelung nicht vom Guten ist. Aber je mehr es uns gelingt, die Bodenproduktion zu fördern, um so weniger Gefahr liegt in einer Güterzerstückelung, und es ist in den Alpenkantonen ganz gut möglich, dass auf dem jetzigen Boden eine viel grössere Bevölkerung Platz nehmen kann. Wenn Sie ferner bedenken, wie schlaue gewöhnlich diejenigen sind, welche sich mit Güterzerstückelung befassen, so werden Sie mir zugeben, dass diese Leute immer und überall Mittel und Wege finden werden, um die Gesetze, welche Sie machen, zu umgehen. Auch ich bin für Massregeln gegen derartige Ausbeutung; aber ich bin der Ansicht, dass die Eidgenossenschaft nicht im Stande ist, dieselben in richtiger Weise zu treffen, weil die Verhältnisse in der Schweiz zu verschiedene sind. Ich erlaube mir deshalb, gewissermassen als Verbesserung des Antrages Scherrer-Füllemann, einen eventuellen Antrag zu stellen. Sofern der Antrag Scherrer-Füllemann angenommen wird, beantrage ich zu Art. 34^{ter} folgenden zweiten Absatz: «Soweit der Bund von diesem Rechte keinen Gebrauch macht, sind die Kantone befugt, über diese Materie Verfügungen zu treffen.»

Wyss: Hr. Scherrer hat Ihnen richtig bemerkt, dass der alemannische Beutezug, den er geschildert hat, glücklicherweise noch nicht alle Kantone erreicht habe, sondern dass das Uebel hauptsächlich in einigen ostschweizerischen Kantonen grassiere. Es drängt dies ohne weiteres zu der Frage, ob nicht mit Rücksicht darauf, dass dieser Uebelstand nur in einzelnen Kantonen zu finden ist, die Kantone selbst, die davon betroffen sind, sich verteidigen können. In dieser Richtung möchte ich mir doch erlauben, auf eine Bestimmung unseres eidgenössischen Obligationenrechtes aufmerksam zu machen, welche, wenn richtig angewendet, doch einen gewissen Schutz gegen derartige Beutezüge gewähren kann. Sie haben in Art. 231 die Bestimmung, dass Kaufverträge über Liegenschaften dem kantonalen Rechte vorbehalten bleiben sollen. Wenn ich nun gerade das Beispiel aufgreife, das uns Herr Scherrer angeführt hat, das Beispiel, dass von den Hofmetzgern die Kaufverträge gewöhnlich so abgefasst werden, dass der Bauer sich für einen Minimalerlös beim Weiterverkauf des Gutes verpflichtet und dass gerade dadurch hauptsächlich die Verschuldung des kleinen Bauern eingetreten ist, — so möchte ich darauf aufmerksam machen, dass gerade das kantonale Recht in die Bestimmungen über die Kaufverträge über Liegenschaften eine Bestimmung aufnehmen könnte, dass für eine derartige Garantieübernahme für einen Minimalerlös des Gutes oder einzelner Teile desselben eine rechtliche Gültigkeit nicht bestehe. Auf diese Weise würde gerade das Beispiel, das Herr Scherrer gebracht hat, wirksam eliminiert werden können, ohne dass man dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit nahetreten würde. Ich könnte Ihnen leicht noch einige andere Beispiele anführen, unterlasse es aber, um Ihre Zeit nicht übermässig in Anspruch zu nehmen. Ich glaube, dass die Souveränität der Kantone hier einen gewissen Spielraum hat, um gegenüber der Güterspekulation, wenn sie in verderblicher Weise auftritt, einigermassen Abhilfe zu schaffen. Nun glaube ich allerdings, dass mit Polizeiverordnungen, mit Verlangen von Patentgebühren u. s. w. das Uebel nicht an der Wurzel gefasst ist, wohl aber wird jede kantonale Bestimmung von weit grösserer Tragweite sein, wenn die Kantone das Civilrecht erfassen und dort, soweit es nach dem heutigen Stand der eidgenössischen Gesetzgebung möglich ist, Wandel schaffen. Ich halte dafür, dass die Kantone zu etwas kommen können, und deshalb finde ich, es sollen diejenigen Kantone, welche von dem Uebel betroffen werden, etwas zu dessen Bekämpfung versuchen. Abgesehen von diesem Standpunkt ist es noch ein zweiter Grund, der mich gegen den Antrag Scherrer stimmen muss, — es ist der nämliche Grund, den Herr Scherrer in der Diskussion über die Motion Hochstrasser selbst angeführt hat, indem er die Motion damit bekämpfte, dass er sagte: Ihr wollt ja damit nur ein kleines Gebiet treffen; Ihr kommt nur dem Pächter, aber nicht überhaupt dem hypothekarischen Schuldner zu Hülfe, und einer solchen Gelegenheitsbestimmung für ein so kleines Gebiet kann ich meine Stimme nicht geben. Ich glaube, die Lage sei heute genau dieselbe. Wenn Sie an den Zwischenhandel überhaupt denken, so werden Sie mir zugeben, dass nicht nur der Zwischenhandel mit Liegenschaften als verderblich bezeichnet werden kann, sondern dass es noch eine Menge Dinge gibt, die Gegenstand des Zwischen-

handels bilden, wo dieser verderblich wirkt, oft viel verderblicher als der Zwischenhandel mit Liegenschaften. Ich will dabei vom Zwischenhandel mit Lebensmitteln gar nicht sprechen, weil das Uebelstände sind, die kleinere Kreise betreffen; aber auf den Zwischenhandel mit Börsenpapieren möchte ich Sie aufmerksam machen. Wenn irgendwo der Zwischenhandel verderblich wirkt, so ist dies gewiss bei der Börsenspekulation der Fall. Man hat s. Zt. das Spielverbot aufgestellt und die Differenzgeschäfte, welche den Charakter des Spiels tragen, als rechtlich nicht einklagbar erklärt. Was war die Folge? Derjenige, der in Folge von Differenzgeschäften Verluste erlitten, verweigerte, gestützt auf die gesetzlichen Bestimmungen, die Zahlung, wenn er kein Gentleman war, und umgekehrt zahlte der Gentleman trotz der gesetzlichen Bestimmung. Sie haben das Gegenteil dessen erreicht, was Sie erreichen wollten. Im Volke herrscht die Meinung, dass es besser wäre, dieses Spielverbot wieder aufzuheben, da schliesslich auf diesem Gebiet jeder einzelne nur dann zum Verstand kommt, wenn er selbst gelitten hat. Nachdem wir auf dem Gebiete des Börsenwesens diese Erfahrung gemacht, frage ich, ob wir nicht einer neuen Gefahr entgegengehen, wenn wir wieder nur ein einzelnes Gebiet des Zwischenhandels herausgreifen und hier den Zwischenhandel verbieten? Es ist ja auch ein anständiger Zwischenhandel mit Gütern denkbar, ein Zwischenhandel, der unter Umständen sogar nötig ist. Ich halte dafür, dass man nicht nur ein einzelnes Gebiet herausgreifen sollte, wenn man gegen den Zwischenhandels chützende Massnahmen treffen will, sondern dass man in diesem Falle dem Antrage Scherrer eine viel weitere Fassung geben müsste. In erster Linie aber finde ich, es wäre besser, Sie würden den Antrag Scherrer ablehnen und sich mit der Fassung des Antrages der Kommissionsmehrheit begnügen. Sollte das aber nicht beliebt und wünscht der Rat prinzipiell den Antrag Scherrer anzunehmen, dann möchte ich mir für diese Eventualität das Amendement erlauben, die Worte «mit Liegenschaften» zu streichen. Dann wird nicht nur ein einzelnes Gebiet herausgegriffen, sondern der ganze Zwischenhandel ins Auge gefasst. Allein ich fürchte — offen gesagt — dass auch hier ein Stein vom Gebäude der Handels- und Gewerbfreiheit weggenommen werden soll, und deshalb ist unter allen Umständen ausserordentliche Vorsicht geboten. Ich beantrage also Ablehnung des Antrages Scherrer, eventuell Streichung der Worte «mit Liegenschaften.»

Dr. Bachmann: Für den Fall, dass Sie den Antrag Scherrer oder den Eventualantrag Wyss annehmen sollten, beantrage ich eine redaktionelle Abänderung in dem Sinne, dass nicht gesagt wird: «gegen», sondern «über» den Zwischenhandel. Mit dem Worte «gegen» würden wir uns allzu sehr einschränken.

Baldinger: Die Anregung des Herrn Scherrer entspricht ja ohne Zweifel einem Postulat, das so recht eigentlich aus dem Herzen eines grossen Teils unserer landwirtschaftlichen Bevölkerung

kommt. Man spricht heute sehr viel von Förderung der Landwirtschaft und überall, wo man sie mit dem sachgemässen Ernste sucht, wird es schwierig, gerade über denjenigen Punkt hinwegzukommen, den Herr Scherrer anregt, — über die nachteiligen Folgen der Hofmetzgerei. Herr Scherrer, der uns wiederholt gezeigt hat, dass er ein Herz hat für die landwirtschaftliche Bevölkerung, fühlt offenbar das Bedürfnis, dieses Postulat zur Geltung zu bringen, wo sich ihm dazu irgendwie Gelegenheit bietet. Indessen habe ich mit Herrn Comtesse Bedenken gegen die Art und Weise, wie Herr Scherrer seinem Gedanken Ausdruck geben will. Sie würde zu einer Kombination führen, die nicht ganz sachgemäss wäre. Sie wollen dem Bund das Recht geben, einheitliche gesetzliche Bestimmungen auf dem Gebiet des Gewerbewesens zu erlassen. Das ist ein Satz, der selbständig dastehen und dem man nicht etwas Spezielles, mehr Untergeordnetes anhängen sollte. Diesen Satz lasse ich also stehen. Er lautet: «Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens einheitliche Vorschriften aufzustellen.» Dann würde ich hinzufügen: «Auch kann er gegen eine die Interessen der Landwirtschaft schädigende Ausübung des Zwischenhandels mit Liegenschaften gesetzliche Bestimmungen erlassen.» Die Art und Weise, wie Herr Scherrer seinen Antrag redigiert, muss in strenger Konsequenz eigentlich dazu führen, dass der Zwischenhandel verboten würde. Herr Scherrer sagt, es seien gegen den Zwischenhandel gesetzliche Bestimmungen zu erlassen. Herr Scherrer weiss aber mit uns, dass wir weder Kompetenz noch Veranlassung haben, den Zwischenhandel vollständig auszuschliessen. Wir wollen uns nur gegen die speziell die Landwirtschaft schädigenden Auswüchse des Zwischenhandels wenden. Diesem Gedanken möchte ich dadurch Ausdruck geben, dass ich in einem zweiten Satz sage: «Auch kann er gegen eine die Interessen der Landwirtschaft schädigende Ausübung des Zwischenhandels mit Liegenschaften gesetzliche Bestimmungen erlassen.»

Es ist das nur ein eventueller Antrag für den Fall, dass der Antrag Scherrer, dem ich mich grundsätzlich anschliesse, angenommen würde.

Häberlin: Was Herr Baldinger vorgeschlagen hat, ist eine Sache der Redaktion. Wenn Sie aber den Antrag Scherrer annehmen, so wird damit etwas in die Gewerbegesetzgebung aufgenommen, das nicht strikte unter diesen Titel gehört. Es ist ja sehr gut, wenn man beabsichtigt, den Bauern, welche durch Hofmetzger übernommen werden, zu helfen. Aber ich habe die vollendete Ueberzeugung, dass das Grundübel, um es rund heraus zu sagen, in der Dummheit der Betreffenden selbst liegt.

Sie können Gesetze machen so viel Sie wollen, die Hofmetzger werden die durch das Gesetz angeblich geschützten unpraktischen Landwirte doch immer wieder in ihre Netze bekommen. Viel Schuld liegt in einem gewissen Neid, den die Landwirte gegenseitig haben. Kein Bauer kauft etwas von seinem Nachbar. Er zwingt ihn, die Sachen an Juden und Spekulanten zu verkaufen, denen er dann viel mehr zahlt, als er dem bedrängten Nachbar hätte gönnen mögen. Sie können in dieser Richtung vorgehen wie Sie wollen, so wird der Erfolg ein ausserordentlich

relativer sein. Das ist meine Ueberzeugung, so gern ich auch den Opfern der Spekulation helfen möchte. Wenn es auch nötig und wünschenswert ist, dass hier die Gesetzgebung nachhelfe, so sage ich: es ist nicht nötig, dass dies vom Bund geschehe. Wir brauchen den Zusatzantrag des Herrn Ming gar nicht, um den Kantonen das Recht zu geben, über Hypothekar- und andere Verhältnisse auf diesem Gebiet selbständige Gesetze zu erlassen. In vielen Kantonen sind Gesetze erlassen worden und in andern werden solche angeregt. Wenn der Bund dennoch den Zwischenhandel regulieren will, so braucht er das nicht im Gesetz über das Gewerbetwesen, wo wir die arts und métiers regulieren wollen, sondern es bietet sich ihm dazu eine andere Gelegenheit. Ich kann Ihnen sagen, welche. Zwar sagt das konfidentielle Zirkular des Justizdepartements, es dürfe beileibe nichts ausgebracht werden, was man bei Erlass der einheitlichen Civilgesetzgebung in der Schweiz zu machen im Sinne hat. Aber ich kann es ja als meine eigene Idee ausgeben (Heiterkeit), dann ist keine konfidentielle Geheimniskrämerei mehr nötig. Es ist ja möglich, diese Materie in dem einheitlichen Civilgesetz zu behandeln, und wenn ich recht gelesen habe, steht an irgend einer verborgenen Stelle des Zirkulars so etwas und hat Herr Professor Huber im Sinn, die in Frage liegende Materie in die Civilgesetzgebung hineinzuziehen. Auf diese Gesetzgebung kann man wohl noch warten, um so eher, als das Uebel nur in wenigen Kantonen existiert und als sich diese Kantone durch ihre Gesetzgebung selbst helfen können. Ich halte es also nicht für nötig, den Antrag Scherrer oder Baldinger anzunehmen. Wenn Sie aber etwas in das vorliegende Gesetz aufnehmen wollen, so bin ich dann für den Antrag Wyss-Bachmann, dass vom Zwischenhandel überhaupt gesprochen und dass nicht gesagt werde, «gegen» den Zwischenhandel, sondern dass man sage, «über» den Zwischenhandel. Das wird sich von selbst ergeben, dass man gegen den schädlichen Zwischenhandel etwas macht. Darum ist es besser, wir nehmen den Antrag der Kommission ohne jeden Zusatz an.

Scherrer-Fülleemann: Ich wende mich zunächst gegen die Ausführungen des Herrn Wyss, zum Teil auch gegen diejenigen des Herrn Häberlin. Beide Herren gehen von der Aussicht aus, es sei gar nicht nötig, dass eine Revision der Bundesverfassung stattfindet, um dem Zwischenhandel mit Liegenschaften wirksam entgegenzutreten zu können. Sie verweisen mich auf die Bestimmungen des Obligationenrechts, wonach Verträge über Liegenschaften dem kantonalen Rechte unterstellt seien. Das habe ich auch gewusst. Aber wie sind diese Verträge dem kantonalen Rechte unterstellt? Selbstverständlicherweise innert der Grenzen der Verfassung. Soweit die Verfassung den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit aufstellt, darf derselbe durch den betreffenden Vorbehalt im Obligationenrecht zu Gunsten der Kantone durch letztere selbstverständlich nicht verletzt werden. Ich glaube, die Herren Wyss und Häberlin befinden sich in einem Irrthum, wenn sie glauben, sie können gestützt auf diese Bestimmungen des Obligationenrechtes in den Kantonen wirksam

gegen die Güterschlächter vorgehen. Herr Wyss meint, es sei eigentlich nicht der Mühe wert, im Interesse des Bauernstandes hier zu intervenieren. Ich kann diesen Standpunkt des Herrn Wyss nur insofern begreifen, als eben die Güterschlächterei noch nicht bis in den Kanton Bern vorgedrungen zu sein scheint und als ich annehmen muss, dass Herr Wyss die bedenklichen Verhältnisse, wie sie in dieser Beziehung in verschiedenen ostschweizerischen Kantonen bestehen, nicht bekannt sind, obschon sie in der Presse vielfach besprochen wurden. Heute handelt es sich nach meiner Auffassung ja nur um die Frage, ob nicht zu Gunsten des Bundes im Sinne meines Antrages oder eventuell auch — im Sinne des Antrages des Herrn Ming — zu Gunsten der Kantone eine Kompetenz geschaffen werden soll, trotz des Art. 31 der Bundesverfassung gegen diesen Krebs Schaden unserer ostschweizerischen Landwirtschaft vorzugehen. Es kann mir gleichgültig sein, ob Sie den Antrag des Herrn Ming annehmen, obschon ich glaube, es wäre entschieden vorteilhafter, wenn der Bund sich die Kompetenz geben würde, betreffend den Zwischenhandel mit Liegenschaften zu legiferieren. Allerdings sind es bis jetzt nur einzelne Kantone der Ostschweiz, welche von dieser Krankheit infiziert sind. Aber was wird die Folge sein, wenn diese Kantone gegen den Zwischenhandel mit Liegenschaften gesetzgeberisch vorgehen? Die Spekulanten werden in denjenigen Kanton einfallen, wo derartige Gesetzesbestimmungen nicht existieren. Dann kann es Herr Wyss erleben, dass auch der Kanton Bern von diesen Spekulanten heimgesucht wird. Auf diese Art und Weise bekämen wir nach und nach 25 verschiedene Gesetzgebungen. Von diesem Standpunkt aus erachte ich es als für viel angemessener, dass, wenn wir es vorläufig auch nur mit einer Krankheit einzelner Kantone zu thun haben, doch der Bund als Arzt auftrete und die Sache nicht den Kantonen überlasse. — Was nun die Frage der Ausführung, des praktischen Wertes meines Vorschlages betrifft, so ist die Ausführung, wie ich ja in meinem Antrag sage, Sache der Gesetzgebung. Die Gesetzgebung wird sagen, was unter schädlichem Zwischenhandel mit Liegenschaften zu verstehen sei, sie wird die Verhältnisse berücksichtigen und die Auswüchse auf diesem Gebiete treffen und sie wird unnötige Härten zu vermeiden wissen. Hr. Häberlin sagt freilich, da helfe gar keine Gesetzgebung. Ich weiss schon, dass Herr Häberlin manchmal nicht gern gesetzgeberisch operiert. Er meint, die Dummheit sei hier das grösste Uebel, das zu bekämpfen sei. Aber ich möchte just den Bauern die Gelegenheit geben, auf diesem Gebiet nicht mehr dumm sein zu können. Das ist mein Standpunkt. Wenn ein Gesetz des Inhaltes besteht, dass einer nur dann zur stückweisen Veräusserung einer Liegenschaft befugt sein soll, wenn er dieselbe selbst während 3 oder 5 Jahren besessen hat, dann werden die Spekulanten von Gailingen, Wangen und den übrigen Orten des badischen Landes wohl zu Hause bleiben. Also ich gebe da zu, die Bauern sind vielfach selber schuld, dass sie von diesen Gütermetzgern so übertölpelt werden können; aber ich möchte ihnen durch Gesetze die Gelegenheit nehmen, übertölpelt werden zu können, beziehungsweise ich möchte diese Gelegenheit auf ein sehr geringes Mass reduzieren. Ich zweifle sehr daran, dass die thurgauischen Bauern mit dem Standpunkte, den Herr

Häberlin hier éingénonnénné hat, éinverstandén sünd. Soviel über diesen Punkt.

Was nun den Abänderungsantrag des Herrn Bäl-dinger anbelangt, so sagt derselbe matériellement selbst-verständlicher Weise dasselbe, was ich in meinem Vorschlage auch sage; ob man das in zwei Sätzen sage oder in einem, ist mir vollständig gleichgültig. Wenn Sie also gerne sagen wollen: «Auch kann er gegen eine die Interessen der Landwirtschaft schädigende Ausübung des Zwischenhandels mit Liegenschaften gesetzliche Bestimmungen erlassen», so kann ich mich damit vollständig einverstanden erklären.

Dagegen muss ich mich nun gegen den Standpunkt wenden, als ob die Sache eigentlich nicht in diese Materie hineingehöre. Dieser Zwischenhandel wird vielfach als ein Gewerbe betrieben, und wenn es sich nun um Schaffung der gesetzlichen Kompetenz des Bundes, das Gewerbewesen zu regulieren, handelt, so hat man es hier allerdings mit einem verwandten Gebiete zu thun, das ebenfalls der Regelung unterstellt werden kann. Teilweise allerdings wird dieser Handel nur gelegentlich getrieben; aber es rechtfertigt sich gleichwohl, dass die Angelegenheit geordnet wird.

Ich empfehle Ihnen also noch einmal meinen Antrag mit aller Entschiedenheit. Ich bin überzeugt, das ist das schönste Weihnachtsgeschenk, das Sie der ostschweizerischen Landwirtschaft geben, können und es kostet den Bund keinen Pfennig.

M. Gobat: Je réponds par quelques mots à ce que M. Comtesse a dit à propos des critiques que j'ai formulées hier au sujet de l'expression arts et métiers.

M. Comtesse prétend que le mot art s'applique également aux métiers proprement dits: l'art du forgeron, l'art du tailleur de pierre, de l'ébéniste etc., etc. Sans doute, cette dénomination convient, en français à tous les métiers, parce que dans tous les métiers, il y a un peu d'art. Mais on dit aussi: l'art du peintre, l'art du sculpteur, l'art du ciseleur, l'art du vétérinaire, du médecin. Est-ce que ces arts seront compris dans l'arrêté fédéral que vous nous proposez? J'ai la conviction que M. Comtesse n'hésitera pas à répondre: non, il ne s'agit dans cet arrêté que de la petite industrie. Cela étant admis, nous devons égaliser les textes allemand et français. Si vous voulez faire figurer les arts dans les dispositions de l'art. 34^{ter} de la constitution fédérale, je ne m'y opposerai pas théoriquement, mais alors qu'on dise au moins en allemand la même chose qu'en français. Nous courons de grands dangers en jetant la confusion dans le texte constitutionnel. La langue allemande a exactement la même appellation que la langue française pour ce qui concerne les arts appliqués aux métiers. En allemand il y a la locution *Kunstgewerbe*; on entend par là l'art qui s'applique à l'industrie, aux métiers; c'est l'équivalent exact de la locution française arts et métiers. Si vous voulez absolument maintenir les mots arts et métiers, vous devrez en tout cas dire dans le texte allemand *Kunst- und Gewerbewesen*, au lieu de *Gewerbe* tout court. Il n'y a pas à sortir de là.

Un mot à l'égard de la proposition de M. Scherrer-

Füllemann. Notre collègue, à propos des dispositions uniformes à édicter dans le domaine des métiers, lance incidemment une autre idée, celle de la réglementation des spéculations immobilières ou pour traduire plus littéralement sa proposition, les mesures à prendre contre les personnes qui servent d'intermédiaires dans le commerce des propriétés immobilières. C'est là une idée nouvelle tout à fait étrangère à la matière qui-nous occupe; il n'y a pas de corrélation entre le commerce des immeubles et les arts et métiers. M. Scherrer-Füllemann prétend, il est vrai, que le commerce des immeubles est aussi un Gewerbe; c'est sans doute un métier, mais pas au sens que nous attribuons aux dispositions de l'art. 34^{ter}, lequel vise les industries exercées manuellement par l'application des arts techniques. Donc on nous demande bien par voie incidente, de faire un nouvel article constitutionnel. Or j'estime que nous ne devons pas reviser notre constitution — surtout lorsqu'il s'agit de restrictions au principe de la liberté du commerce et de l'industrie — sans que nous ayons pour le faire un guide, c'est à dire un message du conseil fédéral. Ce serait la première fois depuis que la Confédération existe que l'on aurait voté à l'impromptu et sans message du conseil fédéral un article constitutionnel.

En outre, il y aurait un certain danger à voter la proposition de M. Scherrer-Füllemann; de la manière dont elle est présentée, cette proposition est absolument liée à la question des arts et métiers, or l'arrêté fédéral que nous allons voter devra dans tous les cas être soumis au peuple, puisqu'il est une modification de la constitution fédérale. Si vous soumettez cet article, dans la forme que lui donne M. Scherrer-Füllemann, à la votation populaire, vous demandez au peuple son adhésion à deux principes différents; l'extension de la compétence fédérale dans le domaine des arts et métiers et en second lieu son intervention en matière de commerce d'immeubles. Or vous savez comment les choses se passent dans les votations populaires, il y a généralement du pour et du contre et lorsque un article est soumis à la votation, une disposition d'importance secondaire peut faire échouer un principe plus fondamental. C'est ce qui pourrait fort bien arriver ici; plusieurs citoyens ne voudront pas que l'on restreigne la liberté du commerce en ce qui concerne les immeubles, tandis qu'ils ne seraient nullement opposés à voter des dispositions en ce qui concerne les métiers.

La proposition de M. Scherrer compromet ce que nous désirons obtenir en matière d'arts et métiers. Il me semble que cette seule considération est suffisante pour faire rejeter la proposition de M. Scherrer-Füllemann. Je ne suis pourtant pas doré et déjà opposé à son idée, il peut arriver que plus tard je me décide à l'accepter après l'avoir examinée, après qu'elle aura fait l'objet d'un message du conseil fédéral. Si je demande aujourd'hui de la rejeter, c'est dans l'idée que M. Scherrer-Füllemann pourra, au moyen d'une motion spéciale, nantir la chambre de sa motion et inviter le conseil fédéral à faire des propositions à ce sujet.

Sous cette réserve je demande donc au conseil de rejeter la proposition de M. Scherrer-Füllemann.

Abstimmung — Votation.

Herr Scherrer erklärt, dass er das Amendement Bachmann acceptiere, und der Rat stimmt zu.

In der weitem Abstimmung wird zunächst der Antrag Gobat mit 46 gegen 34 Stimmen gutgeheissen, sodann, nachdem in eventueller Abstimmung der Antrag Wyss mit 27 Stimmen und der Zusatzantrag Ming mit 16 Stimmen in Minderheit geblieben, der Antrag Scherrer auch gegenüber dem Antrag Baldinger mit 50 gegen 33 Stimmen angenommen; definitiv siegt aber, dem Antrag Scherrer gegenüber, der Kommissionsantrag mit 78 gegen 31 Stimmen.

In besonderer Abstimmung wird sodann noch, auf Antrag des Herrn Scherrer, eine Protokollerklärung gutgeheissen des Inhalts, dass es, diesem Beschluss zufolge, in der Kompetenz der Kantone liege, über den Zwischenhandel mit Liegenschaften zu legislieren.

(M. Scherrer se déclare d'accord avec la proposition Bachmann. Le conseil est également d'accord.

En première votation, la proposition Gobat est adoptée par 46 voix contre 34. En 1^{re} votation éventuelle, la proposition Wyss reste en minorité avec 27 voix, ainsi que la proposition Ming avec 16 voix en 2^e votation éventuelle. En 3^e votation éventuelle, la proposition Scherrer l'emporte sur celle de M. Baldinger par 50 voix contre 33.

En votation définitive, la proposition de la commission est adoptée en opposition à la proposition Scherrer par 78 voix contre 31. Dans une votation

indépendante, il est adopté une proposition de M. Scherrer, qui veut insérer au procès-verbal une déclaration disant que d'après le résultat de cette votation les cantons ont le droit de légiférer contre l'abus des spéculations immobilières.

—
Ziff. II.

Angenommen. — (Adopté.)

—
Ziff. III.

Angenommen. — (Adopté.)

Präsident: Ich frage Sie an, ob jemand auf einen Artikel der Vorlage zurückkommen will. — Es ist dies nicht der Fall. Wir gehen daher zur Schlussabstimmung über.

Mit 83 gegen 2 Stimmen wird der Bundesbeschluss angenommen.

(Par 83 voix contre 2 l'arrêté fédéral est adopté.)

—
Geht an den Bundesrat.

(Au conseil fédéral.)

Bundesbeschluss betreffend Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens. BB vom 20. Dezember 1893. I. Vorlage (verworfen)

Arrêté fédéral concernant l'adjonction, à la Constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers. AF du 20 décembre 1893. Ier projet (rejeté)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1893
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1893_002
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.12.1893 - 09:00
Date	
Data	
Seite	381-390
Page	
Pagina	
Ref. No	20 026 583

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Amtliches
stenographisches Bulletin
der
schweizerischen Bundesversammlung

N^o 17

BULLETIN
STÉNOGRAPHIQUE OFFICIEL
DE
L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE SUISSE

Abonnements: Jährlich Fr. 1. 50 für die Schweiz, Fr. 3. 50 für das übrige Postvereinsgebiet. In der Schweiz kann nur bei der Post abonniert werden.
Abonnements: Un an: Suisse 1 fr. 50, Union postale 3 fr. 50. On s'abonne en Suisse exclusivement aux offices postaux.

Gewerbe-Gesetzgebung. — Législation sur les arts et métiers.

Entwurf des Bundesrates.

25 November 1892.

Bundesbeschluss

betreffend

Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung über das Gewerbewesen.

Die Bundesversammlung
der schweizerischen Eidgenossenschaft,
nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrates
vom 25. November 1892,

beschliesst:

I. Die Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 erhält folgenden Zusatz:

« Art. 34^{ter}.

« Der Bund ist befugt, über das Gewerbewesen einheitliche Vorschriften aufzustellen. »

II. Dieser Zusatz ist der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten.

III. Der Bundesrat ist mit der Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Projet du Conseil fédéral.

25 novembre 1892

Arrêté fédéral

concernant

l'adjonction, à la constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers.

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE
DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,
vu le message du conseil fédéral du 25 novembre 1892,

arrête.

I. Il est introduit, dans la constitution fédérale du 29 mai 1874, l'adjonction suivante:

« Art. 34^{ter}.

« La Confédération a le droit de statuer des prescriptions uniformes sur les arts et métiers. »

II. Cette adjonction sera soumise à la votation populaire et à celle des cantons.

III. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Antrag der Kommission des Ständerates.
14. März 1893.

Mehrheitsantrag.
(Herren Göttsheim, Robert, Schoch, Stössel,
Zweifel [a. L.])

Bundesbeschluss

betreffend

Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens.

Die Bundesversammlung
der schweizerischen Eidgenossenschaft,
nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrates
vom 25. November 1892,

beschliesst:

I. Die Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 erhält folgenden Zusatz:

Art. 34^{ter}.

«Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens einheitliche Vorschriften aufzustellen.»

II. Wie Bundesrat.

III. » »

Minderheitsantrag.
(Herren Bossy und Schmid-Ronca,)

Titel und Ingress wie Mehrheitsantrag.

I. Die Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 erhält folgenden Zusatz:

Art. 34^{ter}.

«Der Bund ist befugt, über das Gewerbewesen gesetzliche Vorschriften aufzustellen.

«Der Vollzug derselben ist Sache der Kantone unter Oberaufsicht des Bundes.

«Die Kantone sind berechtigt, ihrerseits das Gewerbewesen zu regeln, soweit dies nicht durch die Bundesgesetzgebung geschieht.

II. Wie Bundesrat.

III. » »

Proposition
de la commission du Conseil des états.
14 mars 1893.

Majorité
(MM. Göttsheim, Robert, Schoch, Stössel,
Zweifel [anc. landam.])

Arrêté fédéral

concernant

l'adjonction, à la constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers.

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE
DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,
vu le message du Conseil fédéral du 25 novembre 1892,

arrête:

I. L'article additionnel ci-après est inséré dans la constitution fédérale du 29 mai 1874:

Art. 34^{ter}.

«La Confédération a le droit d'édicter des prescriptions uniformes dans le domaine des arts et métiers.»

II. Comme le Conseil fédéral.

III. Idem.

Minorité.
(MM. Bossy et Schmid-Ronca.)

Titre et préambule comme la majorité.

I. L'article additionnel ci-après est inséré dans la constitution fédérale du 29 mai 1874:

Art. 34^{ter}.

«La Confédération a le droit d'édicter des prescriptions législatives concernant les arts et métiers.

«L'exécution de ces prescriptions, sous la haute surveillance de la Confédération, est de la compétence des cantons.

«Les cantons ont d'ailleurs le droit de régler de leur chef l'exercice des arts et métiers pour autant que la Confédération ne fait pas usage de sa compétence.»

II et III. Comme le Conseil fédéral.

Protokollerklärung.

In der durch Art. 34^{ter} dem Bunde und den Kantonen erteilten Kompetenz, das Gewerbewesen zu regeln, soll inbegriffen sein die Berechtigung zur Einführung obligatorischer Berufsgenossenschaften.

Individueller Antrag des Hrn. Schoch.

Der vorstehende Zusatz ist nicht als Art. 34^{ter}, sondern als Art 31^{bis} in die Bundesverfassung aufzunehmen

Déclaration au procès-verbal.

Le droit d'instituer des syndicats obligatoires est compris dans la compétence donnée à la Confédération et aux cantons par le nouvel article 34^{ter} de la constitution fédérale concernant la législation des arts et métiers.

Proposition individuelle de M. Schoch.

Insérer la disposition ci-dessus, non pas comme article 34^{ter}, mais comme article 31^{bis} de la constitution fédérale.

Ständerat. — Conseil des États.

Sitzung vom 16. März 1893, vormittags 9 Uhr. — Séance du 16 mars 1893, à 9 heures du matin.

Vorsitzender: }
Président: } *Schaller.*

Tagesordnung: — *Ordre du jour:*

Bundesbeschluss

betreffend

Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens.

Arrêté fédéral

concernant

l'adjonction, à la constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers.

Eintretensfrage. — *Entrée en matière.*

Dr. Stoessel, Berichterstatter der Kommissionmehrheit: In den Jahren 1884, 1889, 1891 und 1892 sind, nachdem bereits 1882 eine gewerbliche Enquête gemacht worden war, von Seiten der eidgenössischen Räte eine Reihe von Postulaten aufgestellt worden, welche sämtlich dahin tendieren, die Notwendigkeit eines Einschreitens des Bundes auf dem Gebiete des Gewerbewesens nachzuweisen. Die Botschaft des Bundesrates vom 15. November 1892 enthält eine Uebersicht der bezüglichen Kundgebungen der eidgenössischen Räte, wie auch der betreffenden Petitionen des Schweizerischen Gewerbevereins, des Schweizerischen Grütlivereins, des Schweizerischen Arbeiterbundes und des Schweizerischen Frauenverbandes. Der Bund hat allerdings auf dem Gebiete der Gewerbegesetzgebung im

weitem Sinne des Wortes seit Inkrafttreten der Bundesverfassung von 1874 schon verschiedenes geleistet. Es ist in dieser Beziehung zu erinnern an die Bundesgesetze betreffend die Arbeit in den Fabriken, die Haftpflicht aus Fabrikbetrieb, die Ausdehnung der Haftpflicht, den Schutz der Fabrik- und Handelsmarken, die Erfindungspatente, die gewerblichen Muster und Modelle und das Obligationenrecht, das insbesondere in dem Abschnitt betreffend das Genossenschaftswesen, sei es mit beschränkter, sei es mit unbeschränkter Haftpflicht, sowohl dem Gewerbewesen, wie auch den Bestrebungen zur Förderung der Landwirtschaft ausserordentlich fördernd entgegengekommen ist; — ferner an die Bundesgesetze betreffend die Kontrollierung des Feingehalts der Gold- und Silberwaren, sowie den Handel mit Gold- und Silberabfällen und an den Bundesbeschluss betreffend die gewerbliche und in-

dustrielle Berufsbildung. Auch die Kantone sind nicht unthätig geblieben. Es ist namentlich hervorzuheben die gesetzgeberische Thätigkeit in den Kantonen Neuenburg und Genf in Rücksicht auf das Lehrlingswesen, im weitern der Kantone Glarus und Baselstadt betreffend Arbeiterschutz, sowie der Kantone St. Gallen und Zürich betreffend die Arbeiterinnen und Bediensteten wenigstens von gewissen Gewerben. Trotz alledem besteht das Bedürfnis nach einem weitern Einschreiten des Bundes.

Es ist schon im Jahre 1883 von Hrn. Ständerat Dr. Göttsheim im dritten Teil des Berichtes über die gewerbliche Enquête bezw. in der Darlegung der schweizerischen Gewerbegesetzgebung mit Recht darauf hingewiesen worden, dass eine durchgreifende Besserung nur von einer Gesetzgebung des Bundes, nicht von der vielgestaltigen Gesetzgebung der Kantone, die ohnehin jeweilen nur auf ein beschränktes Gebiet sich erstrecken könnte, zu erwarten sei. Sehr richtig wurde dabei ferner betont, dass, ehe an eine wirksame Gesetzgebung der Kantone gedacht werden könnte, der Art. 31 der Bundesverfassung revidiert werden müsste. Ist aber eine Revision der Bundesverfassung überhaupt unvermeidlich, wenn das Erforderliche geschehen soll, so ist eine Erweiterung der Kompetenzen des Bundes gewiss aus dem durchschlagenden Grunde zu empfehlen, dass auf dem Gebiete des modernen Erwerbs- und Verkehrslebens die Bedingungen der Produktion und des Erwerbes, soweit sie von der Gesetzgebung abhängen, möglichst einheitlich und gleichartig zu gestalten sind, empfinden wir doch anlässlich des Abschlusses von Handels- und Niederlassungsverträgen mit dem Ausland und bei der Gestaltung unserer Zollgesetzgebung immer mehr, dass wir in Beziehung auf das ökonomische Schicksal der einzelnen Landesteile, das Gedeihen oder den Niedergang einzelner Gewerbe und Industriezweige ein sehr zusammengeschlossenes Ganzes bilden. So ist es denn auch leicht erklärlich, dass in der gemeinsamen Beratung der Kommissionen des National- und Ständerates keine Stimme laut wurde, welche ein Nichteintreten auf den heute in Beratung liegenden Vorschlag des Bundesrates beantragt hatte. Grundsätzlich war namentlich auch die mit Ausnahme eines einzigen Mitgliedes, des durch unaufschiebbare Berufsgeschäfte abgehaltenen Herrn Collega Schmid-Ronca, vollzählig versammelte Kommission des Ständerates einstimmig der Ansicht, es sei das Eintreten auf den Antrag des Bundesrates dem Ständerate zu empfehlen. In Beziehung auf den Wortlaut des bundesrätlichen Vorschlages hat allerdings ein Mitglied, Herr Bossy, sich vorbehalten, im Rate selbst noch einen modifizierten Antrag einzureichen, welcher dahin abzielen würde, den Kantonen immerhin gewisse Rechte in der Gesetzgebung oder wenigstens in der Vollziehung vorzubehalten. Dieser Antrag ist Ihnen heute gedruckt unterbreitet worden.

Wenn von der Mehrheit der Kommission der Vorschlag adoptiert worden ist, zu sagen: „Der Bund ist befugt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens (statt über das Gewerbewesen) einheitliche Vorschriften aufzustellen“, so impliziert dies so wenig eine grundsätzliche Abweichung vom Vorschlage des Bundesrates, dass auch der anwesende Herr Vertreter des Bundesrates sofort diesem Vorschlage zustimmte. Immerhin halte ich es als in meiner Pflicht liegend,

Ihnen mitzuteilen, dass mit diesem Vorschlage dem Gedanken Ausdruck gegeben werden wollte, es werde der Bund kaum dazu gelangen, ein das ganze Gebiet dessen, was man etwa unter dem Ausdruck „Gewerbewesen“ einbeziehen könnte, umfassendes Gesetz zu erlassen, sondern sich auf den Erlass von Spezialgesetzen, wie sie sich nach und nach als Bedürfnis aufdrängen, beschränken. Aus der Botschaft des Bundesrates geht zur Genüge hervor, dass er vollständig diese Ansicht teilt. Immerhin wird stets zusammen und gleichzeitig geordnet werden müssen, was durchaus zusammen gehört.

Mit dem Bundesrat ist der Berichterstatter der Kommissionmehrheit der Ansicht, dass es kaum angezeigt sei, einlässlich auf die einzelnen Gegenstände einzutreten, mit welchen sich im Falle der Kompetenzerweiterung des Bundes die bezügliche Gesetzgebung im allgemeinen oder auch nur in erster Linie zu befassen haben wird. Immerhin mag es zulässig sein, einige Bemerkungen jetzt schon anzubringen, die vielleicht nicht ganz ohne Interesse sind. Da ist vor Allem darauf hinzuweisen, dass die Idee der Berufsgenossenschaften und Genossenschaftskammern unleugbar in den verschiedensten Kreisen, bei Arbeitgebern sowohl wie bei Arbeitern, immer allgemeineren Anklang, zum Teil begeisterte Zustimmung findet, während allerdings zugegeben werden muss, dass in Beziehung auf die wichtige Frage, ob diese Berufsgenossenschaften für sämtliche Gewerbe oder wenigstens für die Teilnehmer derjenigen Gewerbe, welche materiell die Einführung einer solchen Genossenschaft beschliessen, obligatorisch sein sollte, keine Einigkeit der Ansichten besteht, ebenso nicht in Beziehung auf den Umfang der diesen Genossenschaften einzuräumenden Kompetenzen. Dass im Falle der beabsichtigten Einführung irgend welchen Obligatoriums vorerst der Art. 31 der Bundesverfassung abzuändern wäre, ist selbstverständlich. Wenn auch der Durchführung des Gedankens in der einen oder andern Form sehr bedeutende Schwierigkeiten entgegenstehen, wenn ferner manche in der Uebertragung des ökonomischen Wettkampfes von den einzelnen Berufsgenossen auf die entsprechenden Berufsgenossenschaften keineswegs das Ideal der wirtschaftlichen Entwicklung zu erblicken vermögen, und wenn endlich als unabweisbare Folge der Realisierung dieses Gedankens eine wesentlich neue Auffassung des staatlichen Lebens platzgreifen müsste, so kann man doch unmöglich diesen Vorschlag ohne weitere Prüfung verwerfen und zwar um so weniger als anderwärts und bei uns bereits Ansätze in dieser Richtung in den Berufsgenossenschaften zum Zwecke der Kranken- und Unfallversicherung, in den Gewerbegerichten (Conseils de prud'hommes) u. s. w. schon vorhanden sind. Auch ermangelt der Vorschlag, dass diese Berufsgenossenschaften die Fürsorge für arbeitslose Gewerbebesessenen übernehmen hätten, nicht einer gewissen Grossartigkeit und Würde der Auffassung. Von Rückkehr zur Zunftverfassung und ständischen Gliederung der Bevölkerung, wie sie im Mittelalter vorhanden war, kann selbstverständlich keine Rede sein. Wenn aber das moderne Erwerbs- und Verkehrsleben überhaupt nach neuen Formen ringt, so wird es am Platze sein, der eventuellen Einführung von Berufsgenossenschaften alle Aufmerksamkeit zu schenken. Und es kann nur der Bund sein, welcher sich in dieser Richtung bethätigt.

Die Aufgabe wäre auch für die grössten und volkreichsten unserer Kantone zu gross.

Indem ich zuerst der Berufsgenossenschaften gedachte, bin ich der bundesrätlichen Botschaft gefolgt. Ich erwähne kurz nur der Gewerbegerichte, weil, um dieselben eidgenössisch einzuführen, offenbar eine Revision des Art. 64 der Bundesverfassung vorauszugehen hat. Das Bedürfnis nach rascher und wohlfeiler Rechtsprechung ist ein allgemeines. Eine speziell gewerbliche und allerdings vollberechtigte Forderung ist dagegen, dass diese Rechtsprechung eine sachverständige sei, also bei Streitigkeiten, die auf Antritt, Fortsetzung oder Aufhebung des Arbeitsverhältnisses, auf gegenseitige Leistungen aus demselben, sowie auf Zeugnisse sich beziehen, unter Zuziehung von Arbeitgebern und Arbeitern zu erfolgen habe.

Eine Hauptaufgabe der Gewerbegesetzgebung, an deren guter Lösung das ganze Land in hohem Grade interessiert ist, beruht in der Regelung des Lehrlingswesens, wie auch der Verhältnisse der Gewerbetreibenden zu den Arbeitern. Es ist charakteristisch für die gegenwärtige Situation, dass bereits im Dezember vorigen Jahres das Zentralkomitee des schweizerischen kaufmännischen Vereins beim Bundesrat dafür petitioniert hat, es möchte die in Aussicht stehende schweizerische Gewerbegesetzgebung auch auf das Handelsgewerbe ausgedehnt werden, da hinsichtlich des Verhältnisses von Prinzipalen und Angestellten, ferner im Lehrlingswesen, in Bezug auf die Sonntagsarbeit, endlich betreffend die Arbeitszeit und Arbeitslokalitäten zum Teil die nämlichen oder ähnliche Uebelstände bestehen, worüber im Handwerkerstande geklagt wird. Warum die Ordnung der bezüglichen Verhältnisse im Handelsgewerbe nicht ebenfalls in einem Bundesgesetze berücksichtigt werden sollte, ist nicht einzusehen.

Gesetzliche Bestimmungen über das Lehrlingswesen haben insbesondere eine Reihe von Bestimmungen über den Lehrvertrag aufzustellen und die Lehrlingsprüfung zu fördern. Es wird auch zweckmässig sein, zu bestimmen, dass die Befugnis, Lehrlinge zu halten, nur solchen Personen zukomme, welche durch eigene Kenntnis des Berufes oder durch die Sorge für genügende Stellvertretung die nötige Garantie bieten, Lehrlinge richtig heranbilden zu können; dass Arbeitgebern, welche keine Arbeiter beschäftigen, untersagt werde, mehr als zwei Lehrlinge zu halten oder solchen, welche zwei und mehr Arbeiter einstellen, nur eine Zahl von Lehrlingen gestattet sei, welche die Anzahl der regelmässig beschäftigten, ausgelernten Arbeiter nicht übersteigt. Es ist dem Lehrmeister bzw. der Lehrmeisterin als gesetzliche Pflicht aufzulegen, dass er den Lehrling nach besten Kräften in der durch den Zweck der Ausbildung gebotenen Stufenfolge in allen Kenntnissen und Kunstfertigkeiten seines Gewerbes heranbilde und ihm insbesondere gestatte, nicht nur den obligatorischen Schulunterricht, sondern auch freiwillige Fortbildungs- und Gewerbeschulen zu benutzen. Für Ueberwachung des Lehrlingswesens sind besondere Kommissionen aufzustellen und es sind die Bedingungen gesetzlich zu fixieren, welche den Lehrmeister oder die Vertreter des Lehrlings zur Auflösung des Lehrverhältnisses berechtigen. Ich glaube, dass die Vorarbeit, welche der schweizerische Gewerbeverein für ein Bundesgesetz, das die Verhältnisse der gewerbetreibenden Arbeiter und Lehrlinge ordnen soll,

für ein zu erlassendes Bundesgesetz nicht ohne Wert sein wird.

Wenn endlich eine Reihe von Gewerbetreibenden auf sehr uneigentliche Weise dem Bundesgesetz betreffend die Arbeit in den Fabriken unterstellt worden ist, um den Arbeitgebern die Pflicht aufzuerlegen, dass sie zum Schutze der Gesundheit des Arbeiters und zur Sicherung des Betriebes gegen Verletzungen alle Schutzmittel anwenden, welche Wissenschaft, Erfahrung und Technik zur Verfügung stellen, bzw. um den Arbeitern die Wolthat der Haftpflicht des Unternehmers zuzuwenden, so ist doch sehr zu wünschen, dass man die nötige gesetzliche Grundlage schaffe, um in direkter Weise thun zu können, was für angemessen und notwendig erachtet wird, um nicht genötigt zu sein, den Umweg der Unterstellung unter das Fabrikgesetz zu wählen und die Inkonvenienz zu schaffen, dass gleichzeitig anderweitige Bestimmungen des Fabrikgesetzes angewendet werden müssen, die auf die bezüglichen kleingewerblichen Verhältnisse durchaus nicht passen.

Da es sich zur Zeit lediglich darum handelt, die Bundeskompetenz zur Gewerbegesetzgebung zu begründen, so dürfte es ziemlich zwecklos sein, zu untersuchen, auf welche Gebiete möglicherweise der Bund im Laufe der Zeit die Gesetzgebung ausdehnen könne. Der Bund wird sich selbstverständlich auf das Wesentliche und Notwendige zu beschränken haben, damit überhaupt etwas zu stande komme. Es wird jeweilen Zeit genug bleiben, zu den einzelnen Gesetzesentwürfen Stellung zu nehmen, nachdem sie eingebracht sein werden, und es ist sicherlich nicht zu befürchten, dass thatsächlich jemals dem Bunde eine Materie werde übertragen werden, welche zweckentsprechender durch die Kantone reguliert würde.

Auf einen Punkt muss ich übrigens noch etwas näher eintreten. Die Vorlage des Bundesrates wie diejenige der Kommission spricht von zu erlassenden einheitlichen Bestimmungen betr. das Gewerbewesen bzw. «auf dem Gebiete des Gewerbewesens». Nun versteht sich allerdings ganz von selbst, dass die Bestimmungen aller Bundesgesetze einheitliche Gültigkeit für die ganze Schweiz haben. Es ist aber wohl zu beachten, dass der Bundesrat in dieser von der Mehrheit der ständerätlichen Kommission adoptierten Redaktion lediglich dem Sprachgebrauch des Art. 34 gefolgt ist, der ebenfalls von einheitlichen Gesetzesbestimmungen betreffend die Arbeit in den Fabriken spricht. In einem konkreten Falle ist diesem Ausdruck die Bedeutung gegeben worden, es sollen die Kantone nicht befugt sein, weitergehende wirklich oder angeblich die Produktionsbedingungen erschwerende Bestimmungen aufzustellen, insbesondere z. B. nicht die Arbeitszeit in den Fabriken auf zehn Stunden herunterzusetzen, während das Bundesgesetz einen Normalarbeitstag von 11 Stunden gestatte. In diesem Sinne wären also auch gewerbegesetzliche Bestimmungen als einheitliche Bestimmungen aufzufassen, während der kantonalen Gesetzgebung und Vollziehung unbenommen bliebe, Lücken in den Gesetzen und Vollziehungsverordnungen des Bundes, so lange dieselben bestehen, auszufüllen, immerhin in der Meinung, dass selbstverständlich Widersprüche mit der Gesetzgebung oder den Vollziehungsverordnungen des Bundes nicht geschaffen werden dürfen. Diese Auffassung lässt wohl den Antrag der Kommissionsminderheit, welcher Ihnen heute ausgeteilt worden ist, dahingehend, dass das Gesetzgebungsrecht im Gewerbe-

wesen den Kantonen vorbehalten bleibe, soweit der Bund von demselben nicht Gebrauch macht, als überflüssig erscheinen. Ebenso wird kaum ein Zweifel darüber bestehen, dass der Bund thatsächlich sehr gern die Vollziehung gewerbegesetzlicher Bestimmungen den Kantonen überlassen wird, auch wenn eine bezügliche Bestimmung in der Verfassung nicht enthalten ist. Die Mehrheit der Kommission will eine solche Einschränkung nicht aufnehmen, weil sie in einem konkreten Falle immerhin unzweckmässig sein könnte. Wenn z. B. der Bund es übernehmen sollte, was gewiss ganz in der Ordnung wäre, Bestimmungen betreffend die Anlage und den Betrieb von Dampfkesseln aufzustellen, so könnte es ihm vielleicht konvenieren, die Vollziehung wenigstens teilweise direkt zu übernehmen und die Kantone könnten nur sehr froh sein, wenn sie in dieser Hinsicht von Kosten und Verantwortlichkeit entlastet würden.

Schliesslich möge mir gestattet sein, noch ein kurzes Wort an Diejenigen zu richten, welche die Formel, durch welche dem Bund ein neues Gesetzgebungsrecht eingeräumt werden soll, etwas zu allgemein gefasst finden.

Es darf hier vor allem auf die Verfassung des deutschen Reiches hingewiesen werden, welche in ihrem Artikel 4 neben den Bestimmungen über Freizügigkeit, Heimats- und Niederlassungsverhältnisse, Staatsbürgerrecht, Passwesen und Fremdenpolizei auch die Gesetzgebung und Aufsicht über den Gewerbebetrieb, also ganz einfach in dieser allgemeinen Fassung, einschliesslich des Versicherungswesen dem Reiche unterstellt. Es geschah dies trotz der Reservatrechte, welche bei Annahme der Verfassung einzelnen Staaten garantiert worden sind. Und es hat dies, soviel bekannt, auch keinerlei Uebelstände zur Folge gehabt, beziehungsweise es hat sich bisher auch im deutschen Reiche niemand darüber beklagt, dass die mächtige Reichsregierung bisher von ihren Kompetenzen einen allzu eifrigen Gebrauch gemacht hätte.

So möge denn der Vorschlag, welchen die Mehrheit der Kommission Ihnen unterbreitet, Ihrer wohlwollenden Aufnahme empfohlen sein. Das Wenige, was betreffend die Einreihung des neuen Artikels in den Text der Verfassung als Artikel 31 *bis* oder *34ter* zu sagen sein wird, will ich bis nach Erledigung der Hauptsache versparen. Wenn Sie den Vorschlag des Bundesrates, beziehungsweise der Kommissionmehrheit annehmen, so werden Sie damit den Wunsch einer sehr grossen Zahl von Arbeitern und Arbeitgebern erfüllen und die Möglichkeit gewähren, sowohl die Frauenarbeit, wie die Arbeit der Männer und Lehrlinge in angemessener Weise zu regulieren, wofür man der Bundesversammlung allseitig Dank wissen wird.

M. Bossy, rapporteur de la minorité de la commission: J'accepte les restrictions qu'exige l'article 31 de la constitution fédérale établissant le principe de la liberté industrielle et commerciale, mais si nous entrons en matière sur ce projet dans ses grandes lignes ce n'est pas sans y apporter des réserves.

Nous tenons à dire que pour l'entrée en matière il n'y a pas eu la moindre hésitation au sein de votre commission; nous sommes tous convaincus de

la nécessité qu'il y a à apporter des modifications à l'organisation actuelle du travail.

C'est le rôle des pouvoirs publics de soutenir les faibles contre l'envahissement des forts quand cet envahissement doit se faire au détriment des principes de la justice sociale et c'est le devoir des pouvoirs publics de chercher à rétablir l'harmonie entre les différentes classes des travailleurs.

Le projet du Conseil fédéral constate une situation qui depuis longtemps se manifestait; le Conseil fédéral a donné suite aux nombreuses manifestations parties des différents milieux du monde du travail aussi bien du côté des patrons que de celui des ouvriers.

La suppression des corporations à la fin du siècle dernier a fait place à l'individualisme et l'on pourrait dire jusqu'à un certain point à l'anarchie en ce qui concerne l'organisation du travail. Chacun agit au mieux de ses intérêts, sans se préoccuper de l'intérêt général de son industrie; chacun cherche à conquérir sa place sans se préoccuper du lendemain et l'on est ainsi arrivé à la production à outrance à la concurrence effrénée qui ont rendu la situation des artisans très difficile. Evidemment cette situation s'est peu à peu développée par suite de l'extension des voies de communication et des facilités apportées par la science en ce qui concerne les relations internationales.

Je tiens à dire d'avance qu'il sera inutile de me reprocher de vouloir ressusciter le régime corporatif du passé, qui, je le reconnais, a donné lieu à des abus qui auraient dû être évités; en tous cas ce régime aurait dû être adapté aux besoins nouveaux à la fin du siècle dernier, mais à côté de ses abus, il faut constater qu'en somme et en réalité il a tenu compte dans ses institutions des revendications qui sont formulées aujourd'hui par les travailleurs.

En effet, les corporations favorisaient jusqu'à un certain point la prospérité du métier en réglant la production d'après les besoins, ce qui permettait dans une certaine mesure d'éviter les chômages et d'obtenir une plus grande fixité dans les salaires; ce sont là les points délicats dans la situation actuelle de la classe ouvrière.

L'individualisme a créé le vide absolu dans l'organisation du travail et maintenant tout le monde s'en plaint. Les patrons en particulier se plaignent de la concurrence excessive qui leur est faite; tous disent que, s'ils veulent bien agir, se conformer aux principes techniques et se soucier de la réputation de leur métier; ils se trouvent dans des conditions d'infériorité vis-à-vis de ceux qui ne recherchent que la concurrence déloyale.

De toutes parts les ouvriers se plaignent des chômages et de l'incertitude de l'avenir; ces faits sont suffisamment connus, il est inutile d'insister. De son côté, la clientèle se plaint également du manque d'honnêteté commerciale qui est rendue difficile précisément par les circonstances que nous venons de signaler.

Il s'agit donc de remédier à la situation actuelle et pour y remédier, il faut apporter quelques restrictions au principe de la liberté industrielle illimitée, principe qui tombe plus ou moins en discrédit dans le monde du travail à cause de son application trop absolue.

Nous avons déjà apporté quelques restrictions à ce principe; nous avons créé une législation sur les

fabriques, législation qui n'a pu donner de bion grands résultats. La situation des fabriques ne se prête pas à être modifiée par voie d'arrêtés. Sans doute l'arrêté relatif à la motion Comtesse a pu étendre les bienfaits de cette législation à la petite industrie mais tout repose sur des critères qui arrivent facilement à l'arbitraire, de sorte que, au risque de faire des législations d'exception, il est nécessaire de légiférer aussi sur les arts et métiers, ce qui est demandé aussi bien par le Gewerbeverein que par diverses sociétés ouvrières.

En raison de la concurrence et du peu de facilité que trouvent nos ouvriers à se placer au dehors à cause des mesures protectrices contre l'émigration nous devons à notre tour prendre des mesures spéciales pour protéger le travail indigène. Ces mesures dépendent dans une certaine mesure de la législation que nous avons en vue.

Entr'autres points importants se trouve la question de l'apprentissage. A ce point de vue certains codes civils cantonaux renferment d'assez bonnes dispositions pour atteindre le but et assurer que les contrats contiennent des dispositions suffisantes pour la protection des apprentis et la régularisation des relations entre patrons et apprentis.

Le code fédéral des obligations a enlevé cette matière aux cantons et dès l'instant qu'il peut s'en occuper je crois qu'il y aurait une certaine extension à donner au chapitre sur la location des services et à tout ce qui concerne les relations entre patrons et ouvriers.

La loi sur les fabriques s'est occupée de cette question, mais seulement pour les ouvriers des fabriques; elle ne pouvait rien faire pour les petites industries et les arts et métiers; ce sont là des lacunes qui peuvent être comblées sans qu'il soit nécessaire pour cela de réviser la constitution fédérale, mais au point de vue des apprentissages il est évident que si l'on veut atteindre un résultat, la première condition est de pouvoir exiger une capacité suffisante des apprentis de même qu'il faut exiger que les apprentissages soient faits d'une manière méthodique. A cet égard une base constitutionnelle est évidemment nécessaire pour permettre une limitation du nombre des apprentis.

Dans une législation des arts et métiers, l'idéal est que pour devenir patrons, il faut faire preuve des connaissances techniques suffisantes.

Si le capital seul suffit, alors l'art disparaît et le métier se met à la suite de la grande industrie.

A ces différents points de vue si l'on veut légiférer des dispositions constitutionnelles doivent le permettre. C'est une question qui intéresse tout le monde des travailleurs de même que celles relatives à la santé des ouvriers et à la salubrité des industries.

A ce point de vue je crois que les réserves faites dans la dernière lettre de l'article 31 sont de nature à permettre aux cantons de prescrire des dispositions protectrices.

C'est ce qui a lieu en effet dans une certaine mesure; mais est-ce le seul but que nous devons atteindre dans la législation sur les arts et métiers?

Quels seront les organes qui auront à pourvoir à l'application de cette législation sur les arts et métiers? Les métiers sont en rapport en quelque sorte avec notre vie domestique dans notre pays agricole. Il paraît à beaucoup de patrons et d'ou-

vriers que la constitution fédérale devrait permettre l'organisation de syndicats.

Si nous examinons le texte proposé par le conseil fédéral, nous devons reconnaître, comme le rapporteur de la majorité de la commission, que ce texte dit beaucoup ou peu de choses, si l'on veut par exemple réaliser les vœux qui nous sont formulés de différents côtés, par exemple au point de vue du caractère obligatoire à introduire sur certains points de l'organisation du travail, je crains qu'une formule si vague ne puisse donner les compétences suffisantes. On nous dit que la confédération a le droit d'édicter des dispositions, des prescriptions uniformes concernant les arts et métiers; mais jusqu'où pourra-t-elle aller?

Il a paru nécessaire à la minorité de la commission d'émettre quelques vœux et de bien formuler sa pensée, à propos de ce projet, par une déclaration au procès-verbal. Ce que nous attendons, c'est que la compétence donnée à la confédération pour faire une loi sur les arts et métiers n'aboutisse pas à une loi entrant dans trop de détails, mais qui serve plutôt de cadre aux législations cantonales, qui contienne des principes généraux, des normes dans les limites desquelles les cantons pourront se mouvoir. A ces conditions-là, une loi a chance de pouvoir être admise et acceptée par le peuple. Dans cette réglementation sur les arts et métiers, il y a des conditions économiques, des différents points de vue dont il faut tenir compte, questions qui tiennent aux habitudes, aux traditions, aux tempéraments des diverses régions de notre pays. Il ne faut pas oublier que la caractéristique de notre pays est bien l'unité dans la diversité. Voilà pourquoi nous apportons certaines réserves au texte officiel, nous admettons une certaine coopération des cantons. En somme, nous entrerons dans une période d'expérimentation, la matière est difficile à régler, surtout en ce qui concerne la question des syndicats. Voilà pourquoi il faut laisser une certaine marge aux cantons. Si la confédération ne croit pas pouvoir pour l'ensemble du pays proposer des mesures uniformes aussi complètes, il faudrait cependant réserver une latitude à certains cantons qui veulent aller de l'avant dans cette idée et qui sont assez avancés sous ce rapport. Voilà pourquoi nous réservons à la fin du troisième alinéa que les cantons pourront régler la question pour autant que la confédération ne voudrait pas user de sa compétence.

Je crois que la Confédération devrait être heureuse de cette disposition qui lui permettrait de constater les expériences faites; si d'ailleurs, les dispositions de certains cantons allaient trop loin, il serait toujours facile à la Confédération d'intervenir et de déterminer des limites qu'ils ne pourraient pas dépasser.

Telles sont les principales considérations qui nous paraissent motiver les réserves que nous avons apportées au texte proposé.

Nous avons cru devoir ajouter une déclaration au protocole, afin qu'il soit inutile de revenir sur cet article constitutionnel.

Nous tenons spécialement à accentuer notre point de vue; nous attendons de ce texte constitutionnel la compétence pour jeter les bases de l'organisation des syndicats et même celle des syndicats obligatoires, bien que cette question ne soit pas d'une application très claire aux yeux de tous les éco-

nomistes et qu'il existe entr'eux des divergences assez grandes.

Je ne comprends pas qu'on ne veuille pas prévoir cette organisation des syndicats obligatoires.

Si nous remettons l'exécution de la législation sur les arts et métiers aux soins de la Confédération, je crains que les applications de la loi ne prennent un caractère bureaucratique. Il y a des questions excessivement délicates que l'état ne doit pas avoir la responsabilité de trancher, attendu que les intéressés eux-mêmes sont les meilleurs juges et il faudra faire ensorte qu'ils soient régulièrement représentés dans les syndicats intéressés, moyennant un contrôle de l'état, qu'ils puissent fixer les règles spéciales, particulières à suivre pour chacun de leurs métiers, questions qui diffèrent suivant les besoins de telle ou telle industrie. Je dois rappeler ici les principales revendications du monde du travail; la journée normale, — grosse difficulté qui ne peut être traitée de la même façon que par la loi sur les fabriques; ainsi en sera-t-il de la question du salaire, du mode de production, des questions de concurrence au point de vue de l'honnêteté industrielle, ainsi qu'au point de vue de l'apprentissage, pour en assurer la marche méthodique; tout cela doit être réglé sous réserve d'instances légales par les gens mêmes du métier, intéressés à la bonne marche de ces industries. Voilà les points importants.

Je voudrais donc réserver à cette organisation professionnelle le soin d'appliquer les dispositions de détail.

Si nous nous bornons à prendre des mesures concernant la santé des ouvriers, ou en vue d'éviter le surmenage pour l'un et l'autre sexe comme dans la loi sur les fabriques, nous ne réaliserons pas complètement les desiderata formulés; il faut tâcher de trouver une base constitutionnelle suffisante pour ne pas avoir à revenir sur cette question, qu'il faut du reste résoudre progressivement, chapitre par chapitre. En ce qui concerne les syndicats, on a vu au congrès d'Olten qu'on était loin d'être d'accord sur leur mécanisme et leur organisation. Il me semble que si nous voulons donner satisfaction aux patrons et ouvriers, nous devons leur permettre d'organiser le travail d'une façon juste qui tienne compte de la proportion des intérêts en présence.

Ce sera en jetant les bases de cette organisation professionnelle qu'on aura vraiment la représentation proportionnelle du travail, ainsi qu'on la demande dans certaines branches; ce sera la décentralisation au point de vue de l'organisation du travail.

Du reste, en assurant la possibilité d'établir les syndicats professionnels, nous facilitons beaucoup la tâche du législateur dans certains domaines, comme dans l'assurance contre les maladies, dont l'organisation pourrait se faire aussi par ce nouveau lien de solidarité à établir, lien qu'il n'est pas inutile de raffermir, attendu que le fossé a été trop largement creusé entre les différentes classes de travailleurs.

Pour toutes ces considérations, je vous propose d'entrer en matière, sous réserve de l'adjonction que nous aurons l'honneur de proposer, lorsque nous passerons à la discussion de l'article 34.

J'aurais pu peut-être me contenter d'une révision de l'article constitutionnel par une modification à l'article 31 qui consacre la liberté de l'industrie tout en réservant les dispositions qui peuvent être

prises concernant l'exercice des professions industrielles. Or la suppression du dernier alinéa de l'article 31 pourrait donner des compétences suffisantes. Le dernier alinéa dit que ces dispositions ne peuvent rien renfermer de contraire à la liberté industrielle; il est absolument inutile du moment que le premier consacre ce même principe. Sans doute, on aurait pu se contenter de cette suppression, et alors l'article ainsi compris aurait permis de légiférer sans mettre de ligne de démarcation entre la grande et la petite industrie.

Enfin, la minorité s'est décidée à suivre le système du conseil fédéral et de la majorité. Nous aurions cependant aimé que l'on précisât davantage. C'est ainsi qu'au lieu de proposer simplement le principe que la Confédération a le droit d'édicter des prescriptions uniformes en ce qui concerne les arts et métiers, nous aurions voulu que l'on édictât des dispositions concernant l'organisation et la protection des arts et métiers.

Nous y avons renoncé en pensant que ce complètement n'atteindrait pas tous les points essentiels d'une future législation.

C'est pour cela que nous nous sommes bornés à la déclaration indiquée dans le projet qui vous a été distribué.

Toutes réserves étant faites, je ne puis que vous recommander, comme minorité, l'entrée en matière.

Dr. Göttisheim: Wenn man das Votum des Herrn Bossy, als Referent der Minderheit der Kommission, angehört hat, so sollte man meinen, er würde am ehesten seine Absicht erreichen, wenn man einfach sagen würde, die Protokollerklärung, die er vorschlägt, solle in die Bundesverfassung aufgenommen werden; denn er will, wie er auseinandersetzt, aus Gründen, die ich zum Teil sehr wohl begreife, den Berufssyndikaten in der Regelung der betr. Verhältnisse das Hauptwort lassen, indem er glaubt, dass sie am besten wissen, wo sie der Schuh drückt und auch am raschesten für Uebelstände Abhilfe finden werden.

Nun ist es ja wahr, und das darf bei dieser Frage nicht ausser acht gelassen werden, dass in der letzten Zeit die Berufsgenossenschaften in Bezug auf Gewerbegesetzgebungsfragen eine hervorragende Stellung einnehmen und dass sie sich dieser Angelegenheit mit einer Energie bemächtigt haben, welche den Bund dazu nötigt, so rasch als möglich die Frage der Gewerbegesetzgebung an die Hand zu nehmen. Sie haben vielleicht letzthin auch gelesen, dass von Seite der Buchdruckergenossenschaft, und zwar der Patrone sowohl als der Arbeiter, eine Eingabe an die Bundesversammlung gerichtet werden soll, worin die Aufnahme obligatorischer Berufsgenossenschaften in die Bundesverfassung empfohlen wird. Die bezüglichen Beschlüsse der betr. Berufsgenossenschaft gehen dahin, dass der Bund allerdings befugt sein solle, in Bezug auf das Gewerbewesen eine Gesetzgebung einzuführen, dass aber die Syndikate allein das Recht erhalten sollen, dasjenige zu bestimmen, was sie für gut finden, und dass die Verordnungen, welche die Syndikate erlassen, Gesetzeskraft haben sollen. Wenn Sie nun ähnliche Kundgebungen aus dem Lager der Ge-

werbetreibenden heraus vernehmen, so müssen Sie sich doch sofort die Frage stellen: Wie kann der Bund da noch fruchtbringend intervenieren? Wenn die Berufsgenossenschaften sagen: Das was wir machen hat Gesetzeskraft, was bleibt dann dem Bunde noch übrig? Ich nehme an, es sei da vielleicht ein Missverständnis mit unterlaufen. Man hat sich allzu sehr der alten Zünfte und Innungen erinnert und, gedrängt durch die Erfahrungen mit den fakultativen Genossenschaften, getunden: wir müssen Zwangsmassregeln anwenden, wenn Berufsgenossenschaften überhaupt etwas bedeuten sollen. So ist man vielleicht etwas zu weit gegangen und hat gesagt, die Berufsgenossenschaften sollen Verordnungen erlassen können, die Gesetzeskraft besitzen und zwar vermöge der Bundesverfassung. Allein es wird sich in der That — das dürfen wir uns nicht verhehlen — in Bezug auf unser Handwerk und Gewerbe die Sache so gestalten, dass die Berufsgenossenschaften, welche bereits bestehen und im Entstehen begriffen sind, diese Angelegenheit immer fester in die Hand nehmen und sich sagen werden: Angesichts der Wirkungen z. B. des eidgenössischen Fabrikgesetzes, mit welchem man auch viele Dinge unter einen Hut brachte, welche nicht unter einen Hut passen, was wir hier nicht wünschen, wollen wir jede Genossenschaft als Berufsgenossenschaft organisieren, damit unsere besondern Rechte gewahrt bleiben und wir nicht durch eine allgemeine Gesetzgebung zusammengeschohen und Bestimmungen unterstellt werden, die für unsere Zustände nicht passen.

Wenn man das voraussieht, so würde man vielleicht besser thun, davon zu sprechen, dass diese Gesetzgebung des Bundes in Bezug auf das Gewerwesen eigentlich das Ziel ins Auge fasst, dass wir Berufsgenossenschaften wollen, und zu beantragen, die Sache zu untersuchen und nach ganz bestimmten Regeln zu ordnen, in der Weise, dass diejenigen Punkte, in Bezug auf welche dies nötig ist, durch eine einheitliche Gesetzgebung geregelt werden, die für alle Erlasse der Berufsgenossenschaften gelten müsste, und dass die Beschlüsse der obligatorischen oder fakultativen Berufsgenossenschaften zu prüfen wären an dem vom Bund aufgestellten Gesetze, d. h. an den Punkten, die er als allgemein gültig aufstellte, damit nicht etwa eine obligatorische Berufsgenossenschaft Verordnungen mit Gesetzeskraft erlassen könnte, welche Dinge in das betr. Gewerbe hineinbrächte, durch die nicht nur die Konkurrenten lahmgelegt, sondern auch das Publikum im allgemeinen geschädigt würde. Darin liegt ja die Gefahr dieser obligatorischen Berufsgenossenschaften, dass sie schliesslich darauf hinausgeraten — auf diesem Standpunkt waren auch die Zünfte angekommen -- dass sie sagen: Wir regulieren die Preise; wir haben die Sache in der Hand; neben uns kann kein anderer existieren und wenn es einer doch versucht, so vertreiben wir ihn. Es wäre dies in Bezug auf die obligatorischen Berufsgenossenschaften vielleicht das Ideal gewisser Leute. Das darf aber der Bund und die Oeffentlichkeit aus allgemeinen Interessen nicht dulden. Deshalb sage ich: Wir können heute angesichts der Entwicklung, in welcher die Frage gegenwärtig begriffen ist, gar nichts anderes thun, als den allgemeinen Satz aufstellen, welchen der Bundesrat, resp. die Mehrheit der Kommission vorschlägt. Der Bund wird dann

diejenigen Punkte festsetzen, welche, ohne dem einzelnen Handwerk zu nahe zu treten, aufgestellt werden müssen, und hernach ist abzuwarten, wie sich die Sache weiter entwickelt. Kommt es zu obligatorischen Berufsgenossenschaften, so wird der Bund im Gewerbegesetz den Satz aufstellen, dass solche obligatorische Berufsgenossenschaften nicht gebildet werden dürfen ohne dass sie vorher ihre Statuten etc. dem Bundesrate unterbreiten.

Ich sage also: Angesichts dieser Verhältnisse und der Umgestaltung, in welcher wir begriffen sind, wird es gewiss das richtigste sein, einfach den allgemeinen Satz aufzunehmen, wie er vorgeschlagen wird. Die Gefahr, welche von der Minderheit befürchtet wird, dass der Bundesrat allzu rasch hineingreifen und alles über einen Kamm kämmen werde, liegt sicher nicht vor; denn das Gesetz bzw. die vorliegende Verfassungsbestimmung soll s. Z. vom Schweizer Volk angenommen werden. Wenn nun der Bund irgendwie Miene machen würde, ein Gesetz zu erlassen, das nicht genehm wäre, so sind gerade diejenigen, welche die Interessenten in der Sache sind, da, um das Referendum anzurufen und das Gesetz zu Falle zu bringen. Der Bund wird also alle Vorsicht walten lassen müssen, ehe er mit solchen Dingen an die Oeffentlichkeit tritt.

Stellen wir also die Sache der Zukunft anheim, aber sorgen wir durch das Recht, das wir dem Bunde einräumen, dafür, dass die Bäume nicht in den Himmel wachsen und die Bestrebungen, welche jetzt im Gange sind, zur rechten Zeit in die rechte Bahn gewiesen werden.

Ich stimme also zum Antrage der Kommissionsmehrheit aus den angegebenen Gründen und in der Hoffnung bei, dass damit dem Bunde rechtzeitig die Mittel an die Hand gegeben sind, um die gegenwärtig im Gange befindliche Bewegung auf den richtigen Weg zu leiten.

Bundesrat Dr. Deucher: Die Eintretensfrage ist weder von der Mehrheit noch von der Minderheit der Kommission bestritten und es könnte deshalb die Frage aufgeworfen werden, ob in diesem Stadium von Seite des Bundesrates zur Sache gesprochen werden solle. Nun hat aber sowohl der Referent der Mehrheit der Kommission als namentlich auch derjenige der Minderheit mit der Eintretensfrage die Frage des Wortlautes von Artikel 1 des vorliegenden Gesetzesentwurfes besprochen; ferner hat der Referent der Minderheit die Eintretensfrage betont, aber zugleich auch diese und jene Reserven beigefügt. Mit Rücksicht hierauf und angesichts der wohl kaum zu bestreitenden Thatsache, dass die Kommissions-Minderheit, wenn sie auch eintreten will, im Grunde doch auf einem ganz andern Boden steht als der Bundesrat und die Kommissions-Mehrheit und dass mit der Annahme des Minderheitsantrages eigentlich nicht eine Kompetenz für den Bund, sondern zwei Kompetenzen, eine solche für den Bund und eine solche für die Kantone geschaffen werden, dürfte es doch am Platze sein, jetzt schon zur Sache zu sprechen, indem ich dann nicht mehr nötig habe; auf die beiden vorgeschlagenen Redaktionen zurückzukommen.

Die Frage, ob dem Bunde die Kompetenz im Gewerwesen übertragen werden soll, kann um so

eher bejaht werden, als, wenn je einmal eine gesetzgeberische Aktion des Bundes, eine Kompetenz desselben auf irgend einem Gebiete so recht aus den Kreisen der Beteiligten heraus gefordert wurde, so recht aus der Seele des Volkes heraus kam, es auf diesem Gebiete gewesen ist. Der Gedanke, der sich hier geltend macht, ist allerdings, wie Sie wissen, schon in den Jahren 1871 und 1872 in den damaligen grossen, eines idealen Schwunges noch fähigen Revisionsdebatten besprochen worden und es hat der Nationalrat mit einer bewunderungswürdigen Konsequenz damals schon die Kompetenz, welche man heute gewissermassen als selbstverständlich ansieht, gegenüber dem damals renitenten Ständerat bis zum Schlusse aufrecht erhalten. Heute hat sich die Sache allerdings gebessert und Sie erinnern sich, dass gerade der Ständerat es war, der im letzten Juni den Bundesrat einstimmig aufforderte, auf diesem Gebiete so vorzugehen und die Frage zu beantworten, ob nicht, wenn überhaupt im Gewerbewesen etwas gethan werden solle, eine Verfassungsrevision vorzunehmen sei.

Angesichts der damaligen einstimmigen Meinungsäusserung Ihres Rates war ich etwas erstaunt, dass schon in der Kommission und heute wieder in der Begründung der Minderheit eine zweite Kompetenz für die Kantone verlangt wurde. Wenn eine Materie geeignet ist, auf dem Wege einer einheitlichen Gesetzgebung geregelt zu werden, so ist es diese und wenn es bei einer Materie überhaupt möglich ist, etwas erspriessliches zu leisten, so ist es bei dieser. Um das einzusehen, wollen wir uns einmal etwas umblicken und ich erinnere Sie an das Votum des Referenten der Kommissionsmehrheit, in Hinsicht auf das, was eigentlich in diese Gesetzgebung, die wir dem Bunde übertragen wollen, hineinkommen soll. Vorerst dachte man an die von allen Seiten und auch heute wieder in diesem Saale in den Vordergrund gestellte Frage der Genossenschaften, der Pflichten und Rechte, des Verfahrens u. s. w., sodann an die Stellung der Lehrlinge im Handwerke mit Bezug auf ihre Heranbildung, ihre Stellung zu der Meisterschaft, die Frage des Lehrvertrages, ferner an die Stellung der Arbeitgeber und Arbeitnehmer unter sich, an den Arbeitsvertrag, die Lohnverhältnisse, die Vorsichts-Massnahmen, die im allgemeinen sowohl als in spezieller Weise zum Schutze der Arbeiterschaft zu treffen sind und endlich an die Schaffung einer Kontrollbehörde, um zu verhindern, dass die Gesetzgebung des Bundes, wenn sie noch so gut ist, nicht umgangen, unrichtig oder gar nicht ausgeführt werde. Nehmen Sie alle diese Materien und fragen Sie sich: können da die Kantone gesetzgeberisch vorgehen? Sind sie im stande, auf ihrem beschränkten Gebiete etwas zu leisten, wenn nicht der Bund etwas thut? Kann im Genossenschaftswesen, im Lehrlingswesen, in den Lohnverhältnissen, kann hier, wo der Grenzpfahl steht zwischen den Kantonen Freiburg und Bern, zwischen Zug und Zürich, ein Unterschied gemacht werden? Ist es nicht absolut unmöglich, hier auf beschränktem Gebiete ohne Verletzung der grössten Interessen der Betroffenen vorzugehen? Braucht es hier nicht vor allem eine einheitliche Gesetzgebung? Ich glaube, diese Fragen braucht man nur zu stellen, um sie gleich auch bejaht zu sehen. Und das haben die Petenten, die seit dem Jahre 1884, glaube ich, aus den

Kreisen der Arbeitgeber sowohl als der Arbeiter sich an uns und Sie wandten, auch eingesehen. Sehen Sie diese Petitionen und Eingaben an und Sie finden, dass man nicht eine Kompetenz für die Kantone verlangt hat, sondern in jeder Zeile ist es ausgesprochen, dass der Bund kompetent sein soll.

Noch mehr! Es hat ja in den Kantonen schon eine Gewerbe-gesetzgebung existiert; seit 1832 kennen wir in den Kantonen Zürich, Bern, St. Gallen u. s. w. Gewerbe-gesetze. Sie werden mir sagen: ja, wenn diese Gewerbe-gesetze heute nichts nützen, so ist das selbstverständlich, weil sie zum Teil durch die Zeitverhältnisse überholt sind, weil sie durch die Bundesverfassung abrogirt sind, weil sie in Bezug auf diese und jene Verhältnisse, als veraltet, nicht durchgeführt werden können. Zugegeben; aber da sage ich: gerade, weil das so gewesen ist, hat man in den Kantonen in neuester Zeit versucht, im Gewerbe-wesen gesetzgeberisch vorzugehen. Wir haben da ein Gesetz von Baselstadt zum Schutz der Arbeiterinnen, ferner ein Gesetz in Obwalden und in Glarus, und ein Lehrlingsprüfungsgesetz im Kanton Neuenburg und Entwürfe in Zürich und Bern. Von überall her aus den meisten Kantonen, gerade aus diesen Kantonen, kommt der Ruf: was wir machen, ist Stückwerk; wir können keinen richtigen ganzen Schritt vorwärts thun; Bund, tritt du in den Riss, erfülle du deine Pflicht und lasse dir die Kompetenz geben, gesetzgeberisch das zu thun, was du allein thun kannst.

Man wird nun von Seite der Minderheit der Kommission sagen und hat das auch gesagt: ja, was der Bund nicht macht, das können ja dann die Kantone machen. Ich sage aber: nein, der Bund ist nicht im Falle, dieses und jenes zu machen, sondern er hat die Pflicht, alles zu machen und recht zu machen, was einheitlich gemacht werden muss. Die Kantone haben dann allerdings das Recht, innerhalb dieses Rahmens auf dem Wege der Verordnung oder der Gesetzgebung — das kann uns gleich sein — vorzugehen, und dieses Recht haben sie heute mit dem Artikel, welchen die Mehrheit Ihnen proponiert. Dieses Recht brauchen Sie ihnen nicht zu geben; sie haben es schon. Ich erinnere Sie an das Fabrikgesetz; dort hat der Kanton Zürich einen eigenen Fabrikinspektor bestellt, innert dem Rahmen des eidgenössischen Gesetzes und das mit vollem Recht. Die Kantone erlassen Verordnungen; der Bund kontrolliert sie, ob sie stimmen mit der eidgenössischen Gesetzgebung. Ebenso ist es beim Forstwesen, Jagdwesen, bei der Fischerei u. s. w. Bei letzterem allerdings ist man in der Gesetzgebung weiter gegangen und hat gesagt: die Kantone können in ihren Verordnungen über die Bundesvorschriften hinausgehen, aber wohlverstanden: in der Gesetzgebung und dort unter Verhältnissen, welche sich im entferntesten nicht decken mit denen, welche hier im Gewerbe-wesen in Betracht kommen.

Aber der Antrag der Minderheit der Kommission will viel weiter gehen; er konstituiert ein Gesetzgebungsrecht der Kantone neben demjenigen des Bundes; er will doppelt nähern; er will 25 Kantonsnäte und daneben, wenn es genehm ist, eine Bundesnat. So wollen wir nicht nähern; so wollen wir eine grosse Frage nicht behandeln, so wollen wir nicht Versuche machen mit untauglichen Mitteln auf einem Gebiete, wo wie auf keinem andern von uns Hülfe verlangt wird. Ich sage aber: wenn Sie sich auf den Boden der Minderheit stellen, so haben

Sie damit, abgesehen von dem Unpraktischen und Unwürdigen und Undurchführbaren des Gedankens, auch dafür gesorgt, dass infolge der Konkurrenzverhältnisse der Arbeitgeber des einen Kantons dem andern es kaum möglich sein wird, gesetzgeberisch vorzugehen. Wenn ein Kanton eine einheitliche Arbeitszeit feststellt, und der andere Kanton hat diese nicht, so wird der betreffende Arbeitgeber sagen: Ich kann nicht mehr existieren; ich bin nicht mehr konkurrenzfähig. Diesen Fall hatten wir in Bezug auf das Fabrikgesetz, wie wir ja in unserem Geschäftsbericht gesagt haben; da wollte ein Kanton so vorgehen; der Bundesrat hat aber erklärt: Es ist nur innert dem Rahmen des Fabrikgesetzes erlaubt, weitere Bestimmungen zu treffen, aber nicht darüber hinaus, indem dadurch Existenzen in ruinöser Weise konkurrenziert werden könnten.

Bei diesem Vorgehen haben Sie die grosse Gefahr, dass der schöne Grundsatz von Art. 31, den wir ja immer noch trotz den einzelnen statuierten Ausnahmen grundsätzlich festhalten, der Grundsatz der Gewerbefreiheit, unter dem unser Land vorwärts marschiert ist, in dem einen oder anderen Kanton förmlich umgestossen werden kann, wenn Sie den Kantonen verfassungsmässig das Gesetzgebungsrecht, als Ausnahme-gesetzgebung gegenüber dem Art. 31 geben. Es wäre möglich und zwar auf allen Gebieten, dass die Freiheit der einzelnen, nicht nur, wie wir wollen im Interesse des grossen ganzen, sondern aus Privatinteresse oder aus Privatrücksichten kantonaler oder territorialer Natur, beschränkt würde. Wir aber sagen: die Freiheit der Gewerbe bleibt gewährleistet, soweit nicht gewisse Beschränkungen, die der Bund allein ausüben kann, aufgestellt werden. Der Bund allein ist hier derjenige, der Schranken aufstellen kann, ohne dass die Gefahr eintritt, dass für die Gewerbefreiheit weiter einschränkend vorgegangen wird, als beabsichtigt ist. Ich möchte Sie daher bitten, auf den Gedanken der Minderheit der Kommission nicht einzugehen, da er für die ganze Entwicklung der Sache, wie sie jetzt so schön im Gange wäre, sehr verderblich ist.

Von der Minderheit der Kommission wurde dann ferner gesagt, der Artikel wie er vom Bundesrat vorgeschlagen werde, sei viel und wenig. Ich bestreite das. Der Artikel sagt nicht wenig, aber viel; da hat der Herr Berichterstatter der Kommissionsminderheit Recht. Der Artikel will und muss im gegenwärtigen Momente viel sagen, wenn wir nicht in jedem Augenblick gewärtig sein wollen, die Verfassung wieder revidieren zu müssen. Der Bund hat das Gesetzgebungsrecht im Gewerbewesen; wir wollen uns nicht einschränken. Wir kennen die Verhältnisse, wie sie heute liegen, aber wir wissen nicht, wie sie morgen liegen werden; wir können uns daher nicht heute schon in Bezug auf das, was die Zukunft bringen kann und wird, im Verfassungsartikel Schranken anlegen, um unser Gesetzgebungsrecht in ein enges Kleid einzuzwängen. Das ist der Grund, warum wir den Ausdruck in dieser weiten Fassung gewählt haben.

Aber doch haben wir eine Einschränkung oder vielmehr eine Begriffsbestimmung, die der Antrag der Minderheit, ich glaube mit Bedacht, aus dem Artikel entfernt hat, das « einheitlich ». Wenn Sie den Antrag der Minderheit lesen, so finden Sie dort nicht nur den Gedanken ausgedrückt, dass die Kantone neben dem Bund gesetzgeberisch vorgehen sollen, sondern sie finden auch die einheitliche

Gesetzgebung gestrichen, die wir dem Bunde einräumen wollen. Nun weiss ich wohl, dass man sagt, das versteht sich von selbst. Das wäre vielleicht wahr, wenn man nicht im Falle wäre, unter Umständen alles mögliche anders zu definieren, als es die klare Wahrheit zu fordern scheint, und es wäre wahr, wenn nicht dieses unschuldige Wörtchen wohl mit einer gewissen Absicht aus dem Text herausgenommen würde. Es muss also doch eine Bedeutung haben und es hat eine Bedeutung. Wir meinen, dass gerade hier eine einheitliche Gesetzgebung höchst notwendig, so notwendig wie nirgends ist, wie ich Ihnen im vorhergehenden Gedankengang, den ich entwickelte, nachgewiesen zu haben glaube. Abgesehen davon, dass das, wie mir scheint, richtig ist und kaum bestritten werden kann, so finden wir das « einheitlich » auch im ganz analogen Art. 34 der Bundesverfassung, der ganz ähnliche Verhältnisse behandelt.

Statt dem Wort « einheitlich » hat nun das Wort « gesetzlich » Platz gefunden. Das betrachte ich als ganz selbstverständlich, so dass wir es nicht hinein-zusetzen brauchen. Denn wir haben ganz die gleiche Bestimmung im Art. 24, welcher vom Forstwesen handelt und in anderen Artikeln. Dort ist dem Bunde auch das Recht zuerkannt, Bestimmungen aufzustellen, ohne dass es expressis verbis gesagt ist. Wenn Sie ausdrücklich sagen wollen: gesetzlich, gesetzgeberisch oder etwas ähnliches, so habe ich auch nichts dagegen, aber dass das « einheitlich » stehen bleibt, müssen wir verlangen; denn das ist im ganzen Gedankengang unserer Vorlage so notwendig, dass ohne dasselbe der Artikel nicht die Bedeutung hat, die wir ihm geben wollen.

Ich erlaube mir noch einige Worte über die Protokollerklärung zu sagen, weil ich gerade spreche. Ich glaube, das hier anführen zu können, da es, wie der Herr Referent sich ausdrückte, in die Weite des Artikels passt. Der Herr Berichterstatter der Kommissionsminderheit glaubt im Protokoll noch besonders sagen zu müssen, dass im Gesetzgebungsrecht über das Gewerbewesen das Gesetzgebungsrecht zur Einführung obligatorischer Berufsgenossenschaften inbegriffen sei. Wenn es der Minderheit Freude macht und wenn der Rat dieser Freude entgegenkommen und den Herren auch eine Freude machen will, dass so eine Protokollerklärung abgegeben werde, so mögen Sie das thun; das ist ganz gleich. Aber das ist ja selbstverständlich, dass man, wenn man das Gesetzgebungsrecht über das Gewerbewesen hat, auch das Gesetzgebungsrecht hat über das Genossenschaftswesen, das ja im Gewerbewesen inbegriffen ist, sodass es nicht nötig ist, es ins Protokoll aufzunehmen, abgesehen davon, dass wir in der Botschaft ganz ausdrücklich erklären, dass dies eine der ersten Aufgaben des Bundes sein werde. Ich glaube, Herrn Bossy beruhigen zu können; in dieser Beziehung dürfte ihm der Artikel nicht zu wenig bieten, auch nicht zu viel, aber genug und die Erklärung zu Protokoll ist nach meiner Meinung das fünfte Rad am Wagen. Immerhin kann ja jedes Mitglied des Rates eine Protokollerklärung abgeben; es kann ihm das nicht verwehrt werden und es kann der Rat als Ganzes das akzeptieren, um dem Bundesrat für die künftige Gesetzgebung einen Stoss zu geben, wenn er nicht wissen sollte, was er zu thun hat; aber wir wissen es.

Ich glaube mit diesen kurzen Auseinandersetzun-

gen dasjenige gesagt zu haben, was in diesem Stadium der Angelegenheit in Bezug auf die prinzipielle Frage zu sagen ist. Mit Bezug auf die Einreichung des Artikels werde ich mir vorbehalten, eventuell in der Detailberatung noch zu sprechen.

M. Hérédier: Je crois qu'entre les propositions de la majorité et celles de la minorité de la commission il y aurait une rédaction intermédiaire qui pourrait satisfaire, les diverses opinions qui se sont manifestées.

Ainsi dans notre constitution fédérale il ne faut pas oublier que nous sommes en définitive une alliance des cantons, nous formons une confédération, nous avons des compétences déterminées et nous devons autant que possible travailler les uns avec les autres, les cantons avec la confédération.

Si vous le remarquez dans la constitution fédérale se retrouve dans bien des articles cette disposition que la législation de certains points difficiles, contestés nouveaux, appartient à la confédération et il est certain que si l'on donne une telle compétence à la confédération il faut la donner complètement et non pas à demi.

Mais il y a des cas où, bien que la législation appartienne à la confédération, l'exécution de cette législation appartient aux cantons.

D'après l'article 64 de la constitution fédérale, le droit de légiférer appartient à la confédération et l'exécution de la législation est attribuée aux cantons.

Je crois que dans l'élaboration de lois difficiles, de lois qu'il n'est pas possible de faire d'une seule fois mais qui sont le résultat d'une suite d'années, et d'observations, je crois que le concours de tous est nécessaire et que nous arriverons à faire une meilleure législation si nous nous assurons du concours de tous les intéressés.

Je reconnais que dans les propositions de la minorité de la commission il y a des rédactions qui devront être modifiées selon moi; ainsi le paragraphe 3 de l'article 34: « Les cantons ont d'ailleurs le droit de régler de leur chef l'exercice des arts et métiers, pour autant que la confédération ne fait pas usage de sa compétence. »

Il ne faudrait pas qu'il y eut un double droit de légiférer, il faudrait que ce droit restât entier à la confédération.

Quand à la déclaration au procès-verbal je ne crois pas qu'il faille la mentionner, parce que si vous donnez à la confédération le droit de légiférer, elle aura non seulement le droit de légiférer sur les différents points de la matière, mais aussi sur les syndicats obligatoires si l'on veut les introduire dans la loi.

Par conséquent, pour concilier les propositions qui ont été faites je propose de supprimer le paragraphe 3 de l'article 34ter tel qu'il est présenté par la minorité de la commission et de faire abstraction de la déclaration au procès-verbal.

Je dirai simplement à l'article 34ter: « La confédération a le droit d'édicter des prescriptions législatives concernant les arts et métiers. »

L'exécution de ces prescriptions, sous la haute surveillance de la confédération, est de la compétence des cantons. »

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

(L'entrée en matière est décidée tacitement).

Titel und Einleitung.

Titre et préambule.

Angenommen. — (Adopté.)

Ziff. I.

M. Bossy, rapporteur de la minorité de la commission: M. Hérédier croit pouvoir donner satisfaction au deux parties en supprimant le dernier alinéa; mais c'est précisément sur ce dernier alinéa que porte toute l'importance de notre adjonction. J'aurais consenti plutôt à la suppression du second alinéa, qui n'était pas absolument nécessaire, nous avons simplement voulu accentuer notre point de vue pour assurer aux cantons une large coopération.

M. Deucher croit qu'il y a une intention dans la suppression du premier alinéa du mot *uniforme* que nous avons remplacé par *legislative*. Je pourrais dire que le mot *uniforme* est inutile tant que la confédération édicte des prescriptions; si elle en édicte, elles sont obligatoires pour tous, cela va sans dire. Il n'y a rien de surprenant à ce que nous ayons supprimé ce mot; si je me souviens bien, les deux commissions discutant sur ce point, la suppression a été demandée par un membre de la commission du conseil national pensant comme la majorité de votre commission.

Quant à ce qui concerne le second alinéa, je le répète, il va de soi que la législation fédérale est exécutée par les cantons; cependant, il y a des lois fédérales exécutées plus directement que d'autres; tout dépend de l'organisation prévue dans la législation.

Encore une fois, j'attends cette législation et je me réserve alors de faire d'autres observations que celles que j'ai déjà présumées en entrant en matière, et de formuler peut-être des critiques contre la législation qui interviendra.

Si ces critiques ne me permettent pas d'admettre cette législation, si j'estime qu'elle n'atteint pas le but assez loin ou qu'elle le dépasse, alors je trouverai dans les dispositions du second alinéa un moyen pour certains cantons de réaliser des progrès. C'est une question de doctrine, de théorie; il y a des cantons où le laisser-aller prédomine, où l'on ressent moins le besoin de mesures de protection. Si donc cette loi allait échouer, on laisserait ainsi aux cantons qui le voudraient le moyen de prendre des mesures pour protéger par exemple l'apprentissage, qui est intimement lié à l'enseignement professionnel, lequel n'est autre chose qu'une branche de l'enseignement primaire ou secondaire relevant des cantons.

Il faut laisser une certaine marge aux cantons et j'estime qu'elle peut être obtenue par l'adjonc-

tion de ce dernier alinéa. J'estime que les dispositions générales doivent être uniformes, et qu'il faut pour cela une législation fédérale.

Un point capital ce sont les conseils de prudhommes; or, comme l'a dit M. Hérédier l'article 34 réserve l'administration de la justice aux cantons et nous voyons des cantons, ou de certains progrès ont été réalisés sans que cette unification ait été nécessaire.

Notre point de vue a été d'accentuer d'avantage la coopération des cantons en matière d'arts et métiers; cette question est tellement liée à la situation économique des cantons, elle en subit tellement l'influence qu'il faut s'assurer le concours de tous.

Ce sont ces considérations qui ne nous permettent pas de nous rallier à l'amendement de M. Hérédier et je maintiens au nom de la minorité de la commission notre article 34 tel qu'il est formulé.

Bundesrat Dr. Deucher: Ich will über das Wörtchen « einheitlich » und den dritten Absatz nicht mehr sprechen, die Diskussion ist da erschöpft; aber mit Bezug auf den zweiten Satz, den Herr Hérédier stehen lassen will, erlaube ich mir noch einige Worte zu sagen. Dieser Satz lautet: « Der Vollzug derselben ist Sache der Kantone unter Oberaufsicht des Bundes. » Ich möchte Sie hier ersuchen, dem Antrag des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit beizustimmen, und ich glaube, auch Herr Hérédier könnte das ohne Gefährde thun. Sie wissen ja und es ist selbstverständlich, dass wir alle diese Gesetze in der Hauptsache ohne die Kantone gar nicht ausführen können. Wir haben ja keine Organe und wenn wir solche schaffen wollten, so müssten wir das in der Gesetzgebung machen und dann sind Sie wieder da und ist das Referendum da, ganz abgesehen davon, dass wir es gar nicht für nötig halten, es zu thun. Gesetze dieser Art und Natur können in der Hauptsache nur von den Kantonen vollzogen werden und deshalb ist es nicht nötig, es zu sagen. Aber wenn es hier gesagt würde, so könnte es in der Ausführung sogar hindernd sein, weil der Fall vorkommen kann, den schon der Herr Referent der Kommission beleuchtet hat, dass es möglich wäre, dass in Beziehung auf irgend einen kleinen Punkt — der Referent hat die Dampfessel genannt — der Bund von sich aus vorgehen müsste, wenn die Sache recht gehen sollte. Diese Möglichkeit würden Sie dem Bund mit diesem zweiten Satz abschneiden. Ich mache Herrn Hérédier darauf aufmerksam, dass das Fabrikgesetz, welchem in Art. 34 gerufen ist, wo der Bund auch Kompetenzen bekommen hat, auch nicht sagt, die Kantone haben die Vollziehung, und doch vollziehen es die Kantone, weil es nicht anders möglich ist. So ist es auch beim Forstgesetz und beim Jagd- und Fischereigesetz. Wir müssen die Kantone haben und betrachten das als selbstverständlich. Im Gesetz wird es dann gesagt, aber diese enge Bestimmung in die Verfassung hineinzu nehmen, glaube ich, sei nicht passend und nicht nötig und unter Umständen sogar hinderlich.

Dr. Schoch: Nachdem nun, da das Eintreten auf die Sache ohne Widerspruch beschlossen worden ist, der Text des neuen Verfassungsartikels festgesetzt werden muss, erlaube ich mir, von meinem Standpunkt aus einige Bemerkungen hiezu anzubringen, die der Auffassung, wie sie sich in den Anträgen der Kommissionsminderheit ausspricht, in gewissem Umfang Rechnung tragen sollen. Nach dem Antrage der Kommissionsmehrheit würde die betreffende Verfassungsbestimmung lauten: « Der Bund ist befugt, « auf dem Gebiete des Gewerbewesens einheitliche Vorschriften aufzustellen »; der Bundesrat hatte vorgeschlagen, zu sagen « über das Gewerbewesen einheitliche Vorschriften aufzustellen ». Wie schon vom Herrn Berichterstatter der Kommissionsmehrheit ausgeführt worden ist, wollte mit der neuen Fassung dem Gedanken Ausdruck gegeben werden, dass der Bund nicht etwa dazu vorschreiten solle, eine vollständige, jedes Detail ordnende Gewerbegesetzgebung aufzustellen, sondern dass er eben das Gebiet so weit okkupieren, auf demselben so weit legiferieren wird, als es die Verhältnisse jeweils erheischen werden; den Kantonen wird also jedenfalls auch noch ein guter Teil des ganzen Gebietes des Gewerbewesens überlassen bleiben; das Recht, das eidgenössische und das kantonale Gebiet abzustecken, die Grenzen zu ziehen und zu verändern, bleibt allerdings dem Bunde vorbehalten, und im Laufe der Entwicklung wird er sein eigenes Dominium freilich mehr und mehr erweitern. Vieles wird aber doch kantonal bleiben, ja noch engeren Kompetenzen, selbst lokalen, nach wie vor zustehen. Anderswo hat sich die Entwicklung auch ähnlich gemacht. So schreibt z. B. die deutsche Gewerbeordnung in ihrem Artikel 33 vor, zur Ausübung des Wirtschaftsgewerbes bedürfe es einer Erlaubnis, und stellt es dann den einzelnen Staaten anheim, ob sie die Erteilung der Konzessionen vom Nachweise eines vorhandenen Bedürfnisses abhängig machen wollen. Auch wir werden jedenfalls z. B. nicht eine eigentliche eidg. Wirtschaftsgesetzgebung einführen, wohl aber darauf Rücksicht nehmen, dass ja gerade das Bedürfnis, auch das Wirtschaftspersonal zu schützen, und der bisherige Mangel einer diesfälligen Kompetenz — ich erinnere an den Rekurs der Bahnhofrestaurateure — die jetzige Frage mit in Fluss brachte; auch die Denkschrift zum Schutze der Kellnerinnen, die neulich ausgeteilt worden ist, wird ihre entsprechende Berücksichtigung finden, und so werden in dieser Richtung allgemeine schützende Bestimmungen aufzustellen sein. Im übrigen aber, hinsichtlich der Patentierung, der Bedürfnisfrage, der Polizeistunde und dergl. wird die Wirtschaftsgesetzgebung zweifellos den Kantonen verbleiben. Und in anderen Gebieten des gewerblichen Lebens wird es ähnlich gehen. Was also die Herren Bossy und Schmid wollen, wird in That und Wahrheit schon so kommen; einer ausdrücklichen diesfälligen Reserve in dem neuen Verfassungsartikel bedarf es nicht, sondern die Sache kann ruhig dem naturgemässen Gange der Entwicklung überlassen bleiben. Aehnlich wird es sich mit dem Vollzuge der vom Bunde aufgestellten Bestimmungen machen: in der Hauptsache wird, wie Herr Bundesrat Deucher es ausgeführt hat, dieser Vollzug den Kantonen anheimfallen, unter der Kontrolle des Bundes, etwa durch ein Gewerbeinspektorat; in der einen oder anderen Richtung wird aber der Bund auch direkt eingreifen, und

darum soll auch hier der praktischen, durch die Erreichung des Zweckes gebotenen Durchführung freie Hand gelassen werden. Vom gleichen Gesichtspunkte aus würde es sich auch nicht rechtfertigen, die Vorschriften, zu deren Erlass der Bund kompetent sein soll, ausschliesslich als «gesetzliche» zu bezeichnen. Es kann ja sehr gut kommen, dass irgend eine Vorschrift erlassen werden muss, die nicht in das schwere Gewand des Gesetzes gekleidet ist.

Endlich noch ein Wort zur Protokollerklärung der Herren Bossy und Schmid. Dieselbe geht meines Erachtens unzweifelhaft zu weit, wenn sie, neben dem Bunde, auch den Kantonen die Befugnis erteilen will, obligatorische Berufsgenossenschaften einzuführen. Diese Idee der obligatorischen Berufsgenossenschaften muss denn doch zuerst abgeklärt werden und ein so weit gehender Eingriff in die Freiheit der Einzelnen soll nicht in die Konvenienz kleinerer souveräner Gewalten, bei welchen sich mancherlei Einflüsse geltend machen können, gestellt werden, sondern jedenfalls nur dem Bunde zustehen. Die deutsche Gewerbeordnung hat auch Berufsgenossenschaften unter dem Namen der «Innungen» eingeführt, von einer obligatorischen Beteiligung bei denselben aber abgesehen. Dagegen können auch den Nicht-Mitgliedern gewisse Verpflichtungen auferlegt und es kann, was besonders wichtig ist, bestimmt werden, dass die über das Lehrlingswesen erlassenen Vorschriften einer Innung, die sich auf dem Gebiete des Lehrlingswesens bewährt hat, auch für Meister, die der Innung nicht angehören, verbindlich sein sollen, ja sogar so weit geht der Schutz der Innung, dass durch die höhere Verwaltungsbehörde bestimmt werden kann, von einem zu fixierenden Zeitpunkte an werde es den der Innung nicht angehörenden Meistern überhaupt nicht mehr gestattet, Lehrlinge zu halten. — Alle diese Fragen werden dann auch bei uns geprüft werden müssen, wenn der Bund überhaupt einmal auf diesem Gebiete bestimmte Kompetenzen erlangt haben wird. Der neue Artikel wird daher auch dann am besten so gefasst, dass er der Entwicklung freien Spielraum lässt.

Dr. Stössel, Berichterstatter der Kommissionminderheit: Wenn Herr Bossy am dritten Alinea festhält, so bin ich lediglich aus dem Grunde dagegen, weil es etwas durchaus überflüssiges ist. Das versteht sich ganz von selbst, was er da sagt, und ich will ihn an Hand der Bundesverfassung davon zu überzeugen suchen. Die Bundesverfassung sagt in Art. 64 in viel kategorischerer Form, als es hier vorgeschlagen ist: dem Bunde steht die Gesetzgebung zu, z. B. über das Betreibungs- und Konkurswesen. Nun weiss Herr Bossy sehr wohl, dass es ausserordentlich lange gegangen ist, bis der Bund zu einem Gesetz über das Betreibungs- und Konkurswesen gekommen ist; bis dahin haben die Kantone durchaus selbständig legisferiert auf diesem Gebiet und es ist von den kantonalen Bestimmungen heute noch alles gültig, was der Bundesgesetzgebung nicht widerspricht. Also nicht, weil sachlich etwas einzuwenden wäre, sondern weil ich dieses Lemma als durchaus selbstverständlich betrachte, halte ich es nicht für nötig, es ausdrücklich aufzunehmen.

Hingegen freut es mich, dass Herr Bossy Lemma 2 fallen lassen will, immerhin nicht in der Meinung, dass diese Bestimmung etwas durchaus unannehmbares wäre. Denn es steht ja auch in Art. 40 der Bundesverfassung ausdrücklich: Die Ausführung der Gesetze betr. Mass und Gewicht geschieht durch die Kantone unter der Aufsicht des Bundes, und die Sache marschirt ganz gut. Aber warum wollen wir hier speziell ein Hindernis schaffen, wo es nicht nötig ist? Ich glaube, es wird den Kantonen in einer Richtung nur angenehm sein, wenn es dem Bunde möglich gemacht wird, direkt zur Vollziehung zu schreiten. Es betrifft das die Untersuchung der Dampfkessel, die mit einer bedeutenden Verantwortlichkeit verbunden ist. Da ist es ganz wohl am Platz, dass der Bund Kreise schafft und Inspektoren anstellt. Für spezielle Massnahmen auf diesem Gebiet müsste er sich allerdings an die Kantone wenden.

M. Bossy, rapporteur de la minorité de la commission: J'aurais préféré que M. Hériquier supprimât le second alinéa et je me serais rallié à sa proposition, mais il propose la suppression du troisième alinéa que nous n'avons aucun motif de supprimer.

Quant à la déclaration au protocole que M. Schoch trouve trop extensive pour les compétences cantonales, elle n'a rien d'extraordinaire; elle est basée sur la motion Cornaz qui demandait que les cantons eussent le droit d'instituer des syndicats obligatoires suivant les besoins de certaines industries. Je crois que M. Cornaz a renoncé à maintenir sa motion dans sa forme d'adjonction à la loi sur les fabriques.

Ces syndicats obligatoires peuvent ne concerner que quelques cantons, si les autres ne sentent pas le besoin de les introduire de suite. On avait eu en vue l'industrie horlogère, la broderie, etc.

Nous croyons dès lors pouvoir maintenir cette déclaration dans toute sa teneur.

Abstimmung. — *Votation.*

Zuerst wird mit 20 gegen 15 Stimmen die Streichung des zweiten Lemma des Minderheitsantrages, sodann mit 23 gegen 14 Stimmen die Streichung des Lemma 3 des Minderheitsantrages beschlossen und darauf mit 27 gegen 8 Stimmen der Fassung des Mehrheitsantrages zu Lemma 1 gegenüber derjenigen der Minderheit der Kommission der Vorzug gegeben

(En première ligne, le deuxième alinéa de la proposition de la minorité est biffé par 20 voix contre 15; de même, le troisième alinéa de la proposition de la minorité, par 23 voix contre 14; enfin la proposition de la majorité à l'alinéa premier l'emporte sur celle de la minorité de la commission par 27 voix contre 8).

Ziff. II.

Angenommen. — (*Adopté.*)

Ziff. III.

Angenommen. — (Adopté).

individueller Antrag des Herrn Schoch.

Proposition individuelle de M. Schoch.

Dr. Schoch: Nachdem nun die Sache materiell bereinigt worden ist, fragt es sich noch, ob der neue Artikel als Art. 34^{ter} oder Art. 31^{bis} eingeschaltet werden sollte. Es ist das eine Frage der äusseren Gestalt; da es sich aber um einen Bundesverfassungsartikel handelt, ist es nicht gleichgültig, wie die Sache gemacht wird.

Ich finde, dass es richtig wäre, wenn der neue Zusatz sich an den Art. 31 der Verfassung anschliessen würde. Dieser Artikel spricht überhaupt vom Handels- und Gewerbeswesen. Er sagt im ersten Alinea, dass in Handel und Gewerbe die Freiheit gewährleistet sein solle. Der neue Zusatz ist nun nur eine weitere Ausführung des in Art. 31 ausgesprochenen Gedankens. Man will sagen: Der Bund ist des Näheren kompetent, auf dem Gebiete des Gewerbeswesens Vorschriften zu erlassen. Es ist dies offenbar eine Bestimmung allgemeiner Natur. Der Art. 34 aber regelt Verhältnisse durchaus spezieller Natur. Es ist darin die Rede vom Fabrikwesen, vom Auswanderungs- und Versicherungswesen, und im Zusatzartikel 34^{bis} von der Unfall- und Krankenversicherung. Das sind alles ganz spezielle Materien. Die jetzige neue Bestimmung, durch welche dem Bund ein ganz frisches Feld eröffnet wird, nämlich auf dem Gebiete des Gewerbeswesens legislatorisch vorzugehen, passt nun meiner Meinung nach viel besser zu jenem allgemeinen Artikel 31, als zu dem Spezialartikel 34. Wenn Sie den neuen Artikel als Art. 34^{ter} aufnehmen, so erwecken Sie damit viel eher den Glauben, man wolle auch nur Bestimmungen betreffend irgend eine spezielle Materie — zum Schutze der Arbeiter etc. — aufstellen, was aber nicht unsere Meinung ist. Wir wollen unter Umständen in weitgehendem Rahmen die Verhältnisse im Gewerbeswesen nach verschiedenen Richtungen regulieren und nicht nur Schutzmassnahmen treffen, sondern z. B. eine Organisation der Berufsverbände schaffen u. s. w. Ich erlaube mir daher den Antrag zu stellen, es sei das, was soeben beschlossen worden ist, als Art. 31^{bis} in die Verfassung einzuschalten, statt als Art. 34^{ter}.

Dr. Stössel, Berichterstatter der Kommissionsmehrheit: Die Frage, welche von Herrn Dr. Schoch angeregt ist, ist nicht gerade von grosser Bedeutung. Sie sind jedenfalls alle derselben Ansicht. Aber es scheint mir doch, dass, wenn Art. 31 von der Freiheit des Handels und Gewerbes, vom Salz- und Pulverregal, die folgenden Artikel vom Zolltarif, Alkohol u. s. w. sprechen, die Einreihung des neuen Artikels als 34^{ter} angemessener sei, als seine Stellung zwischen Art. 31 und 32. Jedenfalls hat der Kommissionsmehrheit geschienen, es liegen nicht Gründe genug vor, den Antrag des Bundesrates abzulehnen.

In der Kommission hat Hr. Dr. Schoch angeführt,

es komme ja dem Art. 34 noch das Fabrikwesen und das Auswanderungs- und Versicherungswesen zu. Ich mache aber darauf aufmerksam, dass nach allgemeiner Auffassung und speziell nach der Auffassung von Art. 4 der deutschen Reichsverfassung gerade Auswanderungs- und Versicherungswesen als spezielle Zweige des Gewerbeswesens angesehen werden. Demnach würde der neue Artikel seine natürliche Stellung in Art. 34 haben. Art. 34 handelt, wenn Sie wollen, von der Grossindustrie und nimmt Versicherung und Auswanderung hinzu, und dann käme der Artikel, der vom Kleingewerbe handelt. Es scheint mir also, alles in Betracht gezogen, man sollte dem Antrag des Bundesrates beistimmen.

Bundesrat Dr. Deucher: Ich möchte nur wenige Worte an Sie richten, um den Antrag des Bundesrates zu begründen. Wir haben nämlich die Einstellung als Art. 34^{ter} nicht par hasard, sondern mit Absicht gewählt. Es wurde auch darüber gesprochen, ob er nach Art. 31 oder nach Art. 34 gehöre, aber wir waren der Ansicht, es sei logischer, ihn nach Art. 34 zu bringen. Wir sagten uns: Artikel 31 enthält den Grundsatz der Gewerbefreiheit und dann kommen in den Artikeln 32, 33 und 34 die Ausnahmen. Art. 34^{ter} steht nun als weitere Ausnahme da und hat mit Art. 31 nur die Berührung, dass er eben eine Ausnahme davon bildet. Die erste Ausnahme bildet Art. 32, welcher von Alkohol redet, die zweite Ausnahme Art. 33, die gelehrten Berufsarten, die dritte Art. 34, Fabrik-, Auswanderungs- und Versicherungswesen zusammengefasst und damit in Verbindung 34^{bis}, Unfall- und Krankenversicherung, und nun als neue Ausnahme das Gewerbeswesen. Diese Ausnahme passt nun ganz gut zur Ausnahme, welche im Art. 34 in Bezug auf das Fabrikwesen festgestellt ist. Diese beiden greifen in einander über und oft genug tritt an uns, die wir uns mit der Ausführung zu befassen haben, die Frage heran: wo hört die Fabrik auf, wo beginnt das Kleingewerbe? Man könnte allerdings unsern neuen Artikel als 31^{bis} einreihen und sagen, er enthalte die erste Ausnahme, aber dann kämen zunächst ganz andere Dinge und erst in Art. 34 das Fabrikwesen, welches am meisten mit dem Gewerbeswesen in Verbindung steht. Es ist gewiss viel natürlicher, wenn Sie die Ausnahmen, welche zusammengehören, auch zusammenstellen, und wir haben mit aller Ueberlegung gefunden, dass es logischer sei, diesen neuen Artikel als 34^{ter} statt als 31^{bis} einzureihen.

Dr. Schoch: Es thut mir leid; aber Herr Bundesrat Deucher konnte mich nicht überzeugen. Ich bin nicht der Meinung, dass der neue Verfassungsartikel weiter nichts als eine Ausnahme von Art. 31, bezw. vom Prinzip der Gewerbefreiheit sein soll. Gestützt auf den neuen Artikel will man ja z. B. auch das Lehrlingswesen ordnen können. Das ist aber doch gewiss nicht eine Frage, welche nur die Gewerbefreiheit berührt, sondern eine Aufgabe materieller Natur, durch die man das Gewerbe fördern will. Ebenso glaube ich kaum, dass z. B. die Frage des Schutzes von Arbeitern eine spezielle Frage der Gewerbefreiheit sei. Es ist also zu eng gefasst, wenn man sagt, die neue Verfassungsbestimmung sei eine Ausnahme von der Gewerbefreiheit. Mir scheint

Der neue Artikel einen viel weiteren Horizont zu haben und weil er diesen weiteren Horizont hat und gewissermassen an den Art. 31 sich anschliesst und bestimmt, auf dem Gebiete des Gewerbewesens könne der Bund vorgehen auch im Sinne eines positiven Ausbaues desselben, so finde ich eben den neuen Artikel richtiger dort angebracht, statt dass man ihn als Art. 34^{ter} in dem System von Separatbestimmungen unterbringt, das sich in den Artikeln 32, 33, 34 und 34^{bis} niedergelegt findet.

Abstimmung. — *Votation.*

Mit einer Mehrheit von 27 Stimmen entscheidet sich der Rat für die Einreihung als Art. 34^{ter}.

(Avec une majorité de 27 voix, le conseil fédéral décide d'intercaler un article 34^{ter}.)

Protokollerklärung.

Déclaration au procès-verbal.

Dieselbe wird mit allen gegen drei Stimmen abgelehnt.

(Celle-ci est rejetée par la majorité contre 3 voix.)

Geht an den Nationalrat.

Au conseil national.

Bundesbeschluss betreffend Ergänzung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 durch einen Zusatz bezüglich des Rechts der Gesetzgebung auf dem Gebiete des Gewerbewesens. BB vom 20. Dezember 1893. I. Vorlage (verworfen)

Arrêté fédéral concernant l'adjonction, à la Constitution fédérale du 29 mai 1874, d'une disposition additionnelle relative au droit de légiférer en matière d'arts et métiers. AF du 20 décembre 1893. Ier projet (rejeté)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1893
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1893_002
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.03.1893 - 09:00
Date	
Data	
Seite	205-220
Page	
Pagina	
Ref. No	20 026 546

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.